

## P 5: verbatim\_20012003\_Inst.rtf

**Path:** C:\Documents and Settings\arzu hatakoy\My Documents\Bewerbungen\Doktorarbeit\Convention Documents\Coded Texts\debates\verbatim\_20012003\_Inst.rtf  
**Media:** RICHTEXT

**Printed:** 2009-01-18T22:57:55  
**By:** Super

**From HU:** Coded Data\_clean up SF  
**HU-Path:** [C:\Dokumente und Einstellungen\susanne\Desktop\Projekt Arzu\Datenanalyse\HU und Daten\coded data\_clean up sf.hpr5]

**Codes:** 29

**Memos:** 0

**Quotations:** 327

**Families:** <none>

**Comment:** <none>

001  
002  
003  
005  
007  
008  
009  
010  
012  
014  
015

1-001

THE EUROPEAN  
CONVENTION

MONDAY, 20 JANUARY 2003

---

—

017  
018

Functioning of the Institutions

1-010

Le Président. - Nous allons aborder le débat général sur le fonctionnement des Institutions. Je voudrais vous dire qu'au cours de la dernière semaine, le Praesidium a travaillé sur deux dossiers dont je dois vous dire un mot : la rédaction des articles de la Constitution et le débat général sur la structure institutionnelle de l'Union.

019

Tout d'abord, en ce qui concerne les articles, nous avons commencé à aborder la problématique de leur rédaction et nous souhaitons pouvoir le plus tôt possible (pour la prochaine session) vous apporter des éléments à cet égard. Ce sera un travail considérable. Nous avons tenu deux réunions et nous avons réussi à mettre au point, à vous présenter trois ou quatre articles de cette Constitution qui en comportera 300. Nous examinons les rapports des groupes de travail sur une quinzaine d'articles et j'espère que nous pourrons vous présenter des propositions d'ici environ une quinzaine de jours. A cet effet, nous allons nous réunir une nouvelle fois demain.

020

On s'est livré à un travail sur la problématique de la rédaction des articles. On peut les diviser en quatre catégories: les articles qu'on peut conserver tels quels, les articles qui doivent connaître des modifications plutôt formelles, liées aux modifications institutionnelles de procédures que vous avez approuvé, ou en tout cas qui résultent du groupe de travail, les articles qui pourraient être supprimés et, en dernier lieu, les articles qu'il faut réécrire, soit qu'ils n'aient pas été écrits quand ils concernent des sujets nouveaux, soit que les réflexions de la Convention conduisent à des propositions sensiblement différentes. Pour, les articles non modifiés, le travail ira évidemment assez vite. Pour les articles qu'il convient de modifier pour des raisons formelles ou juridiques sans toucher à leur substance, le Praesidium a décidé de confier le travail, ou au moins la préparation de ce travail, à un groupe d'experts juridiques. Nous allons arrêter au cours d'une prochaine réunion, le mandat de ce groupe de travail en lui donnant comme délai, pour que nous ayons la possibilité d'en délibérer, la fin du mois de février. A ce moment-là, ils nous présenteront déjà un premier ensemble. Pour les articles à supprimer, cela ira évidemment plus vite. Ils ne sont pas très nombreux. Ce sont des articles de transition ou concernant des sujets qui ont disparu. Il restera les articles qu'il faut rédiger de manière approfondie et sur lesquels le travail de la Commission et du Praesidium sera évidemment assez intense. Nous souhaitons

021  
022

déjà vous remettre un certain nombre de ces articles pour notre prochaine session. Nous allons y travailler. Ensuite, nous organiserons le travail pour voir de quelle façon vous réagissez à ces articles, s'ils sont bien conformes aux résultats des groupes de travail et des délibérations en séance ou s'ils doivent encore faire l'objet d'un travail et le cas échéant, nous verrons quelle doit être la nature ce travail.

023  
024

Nous passons maintenant au débat sur la structure institutionnelle de l'Union. C'est un débat que certains d'entre vous attendent avec impatience. A vrai dire, ils l'attendent presque depuis le début de la Convention. Il ne s'agit pas du début d'un débat où les positions sont prises à l'avance, où on va simplement répéter les attitudes et postures qui sont connues parfois depuis longtemps. Il s'agit du début d'une réflexion. Pour aider cette réflexion, un document vous a été remis par le Praesidium, qui décrit le fonctionnement des Institutions et leur évolution. Le Praesidium a enlevé de ce document tout ce qui pouvait constituer une orientation concernant l'évolution possible, de façon à ce que le premier travail soit une identification du fonctionnement des Institutions, de leur composition et des problèmes que celles-ci peuvent poser.

En réalité, en réunissant cette Convention, on nous a demandé de faire deux choses. La première, c'est de préciser, de simplifier l'ensemble des textes qui régissaient jusqu'ici la vie de l'Union européenne. Ceux

d'entre vous, qui comme moi, ont relu récemment les traités conviendront qu'en effet, il y avait matière à un ample travail. Les traités tels qu'ils se sont accumulés ou ont été remaniés ne constituent pas un texte de base sur lequel l'Union peut vivre facilement. Nous avons donc engagé ce travail de précision et de simplification. Il se poursuit et il sera reflété dans la rédaction des articles.

025  
026

Mais on nous a demandé aussi, et c'est une demande de Laeken, de réfléchir à l'adaptation des Institutions à deux nouvelles demandes. L'une tient à l'effet de nombre, dans la perspective de l'arrivée désormais décidée de dix pays candidats et de la poursuite des négociations avec d'autres pays. L'autre tient dans la volonté d'avancer en direction de nouveaux objectifs politiques qui ne figuraient pas dans les traités d'origine et qui sont la politique étrangère commune, la politique de défense ou l'espace de liberté, de sécurité et de justice. Il s'agit là d'un débat très difficile et je crois qu'il ne faudrait pas l'aborder avec l'idée qu'il peut se satisfaire de quelques impulsions ou de quelques redites du débat traditionnel. Pour preuve de cette difficulté, je rappellerai que lorsque les gouvernements et leurs Ministres des Affaires étrangères ont essayé de résoudre ces questions, soit à Amsterdam ou à Nice, ils n'ont pas pu apporter de solution pleinement satisfaisante. N'imaginons pas que nous-mêmes, par quelque prise de position, nous allons réussir à mener à bien ce travail.

027

Ce débat est très difficile pour deux raisons : tout d'abord en raison de considérations objectives sur l'Union et ensuite, parce que ce débat rouvre le vieux débat de la nature des projets européens (confédéral, fédéral ou mixte), débat qui n'a jamais été tranché. Tout d'abord, en ce qui concerne les considérations objectives, il faut quand même être conscient que nous sommes face à l'organisation d'un ensemble très peuplé, avec de grandes disparités de population entre les Etats et de grandes différences de niveau de vie. Un simple exemple le montre : l'Etat le plus peuplé de l'Union européenne est plus peuplé que le plus grand Etat des Etats-Unis d'Amérique et l'Etat le moins peuplé de l'Union européenne est moins peuplé que le plus petit des Etats des Etats-Unis. Si on regroupe les Etats par populations, les Etats de l'Union ne constituent pas deux groupes comme on le dit souvent, mais trois groupes. Une telle configuration est d'ailleurs assez curieuse dans un continent qui a connu des étapes, des phases d'histoire tantôt communes tantôt, au contraire, livrées à la confrontation. Le premier groupe est constitué par les pays les plus peuplés (six pays ayant plus de 40 millions d'habitants et représentant 74 % de la population européenne), le second est celui constitué par les pays moyens (huit pays comptant entre huit et seize millions d'habitants et représentant 19 % de la population européenne) et enfin, le troisième groupe est celui constitué des pays les moins peuplés (11 Etats comptant 5 millions et moins d'habitants et

représentant 7 % de la population européenne).

029  
030

Cette structure qui est une donnée de l'histoire rend particulièrement difficile la recherche de l'équilibre entre deux demandes : la demande d'égalité entre les citoyens qui est un principe fondamental de toute construction démocratique et le souci légitime de préserver les droits, l'égalité des droits entre les Etats. Si tous les Etats avaient la même taille, une taille à peu près moyenne, l'équilibre se réaliserait de lui-même. Dans un système fédéral, l'équilibre du pouvoir législatif est assuré par l'existence de deux Chambres. L'une représente les citoyens de l'Union et l'autre les Etats de la fédération. Quant au pouvoir exécutif fédéral, il est élu par l'ensemble des citoyens de la fédération. Or, j'ai noté dans vos débats précédents qu'une large majorité d'entre vous rejetait l'éventualité d'une deuxième Chambre pour l'Union. Celle-ci est caractéristique d'un système fédéral proposé par quelques Etats membres d'ailleurs et a été rejetée par un assez large consensus.

031  
032

Ceci nous ramène donc au débat sur la nature de l'Union, débat qui n'a guère progressé depuis vingt ans. On peut se demander pour quelle raison. En réalité, en ce qui concerne les pays candidats, la raison est qu'ils étaient principalement préoccupés par leur candidature, leur entrée dans l'Union et ils ne s'interrogeaient donc pas sur l'identité juridique ou politique possible de cette Union. Les pays membres quant à eux ont connu des événements

033  
034

considérables, notamment la secousse des années 90, la réunification de l'Allemagne, le changement du paysage politique européen. Ainsi, ils ne se sont pas beaucoup interrogés sur la nature de l'Union.

Nous voilà placés devant le sujet et quel en est le contenu? C'est apporter d'une réponse aux questions suivantes. L'Union européenne est-elle en train de dériver lentement, trop lentement diront certains, vers une structure fédérale et que deviendront alors ces Institutions? Doit-elle continuer à bâtir un système original qui emprunte au mode confédéral pour ce qui est de la coopération entre les Etats membres et au mode fédéral pour ce qui est de la gestion de ses compétences communes? Dans ce cas, quel est l'avenir de ses Institutions? Ce sont là deux branches qui ne sont pas les mêmes. La première, d'ailleurs dans l'esprit d'un certain nombre d'entre vous et d'un certain nombre d'observateurs ou de commentateurs, est d'aller plus ou moins vite vers un système fédéral mais avec quelles Institutions? L'autre est présente dans l'esprit de ceux qui sont attachés au mode actuel mais comment adapter ou moderniser le système institutionnel? Et je crois que c'est sur ces deux questions qu'il faut d'abord s'interroger parce qu'on ne peut pas faire fonctionner un système institutionnel sans avoir une notion de la nature de ce système. La démarche fédérale conduit à un exécutif fort dont la principale mission est de gérer les compétences de souveraineté de l'Union. C'est ce qui s'est



035  
036

passé partout dans le monde dans divers domaines (politique étrangère, défense, justice fédérale et dans les temps modernes, monnaie et politique macro-économique). Cet exécutif fort pourrait être désigné et élu dans une démarche qui place à égalité tous les citoyens de l'Union. En d'autres termes, on se dirige plus ou moins vers des élections au niveau de l'Union. Les droits des Etats membres qui gèrent les compétences autres que de souveraineté seraient représentés et défendus au sein d'une chambre des Etats où ils siègeraient à égalité. On voit donc que, dans ce schéma, le pouvoir fédéral s'exercerait à partir du sommet en descendant vers le bas où il serait limité par les compétences des Etats.

037  
038

En regardant ce schéma, nous constatons objectivement que cette situation est presque exactement l'inverse de celle qui a prévalu dans l'Union européenne depuis 50 ans, où ce sont les États membres qui ont exercé et qui exercent encore, comme on le voit tous les jours, les compétences de souveraineté, c'est-à-dire, en particulier, la politique étrangère et la défense, et où c'est l'Union qui gère le grand marché, avec ses conséquences: la concurrence, la politique agricole, et certains aspects de la politique sociale. C'est ce qui explique que le modèle fédéral ait peu progressé dans l'Union européenne, à l'exception d'un cas qui est l'union monétaire, où on a vu surgir un pouvoir fédéral.

Dans le système mixte que nous avons, qui comporte une double

représentation de l'intérêt de l'Union et de l'intérêt des États membres, le caractère fédéral d'une compétence ne se détermine pas par l'identité de l'institution qui l'exerce - Commission ou Conseil -, mais par la nature de la compétence en cause. Par exemple, le contrôle de la concurrence apparaît désormais comme une compétence fédérale, exercée par un membre de la Commission. Il en est de même pour le commerce international. Par contre, d'autres commissaires sont en charge de compétences non fédérales. À l'inverse, le Haut Représentant pour la politique étrangère et la défense représente un embryon de compétence fédérale exercée, cette fois, au sein du Conseil. Donc, le système mixte, avec trois institutions représentant respectivement l'expression populaire - c'est le Parlement -, la contribution des États à l'Union européenne - c'est le Conseil - et l'intérêt de l'Union - c'est la Commission - paraît, me semble-t-il, mais vous allez en discuter, prendre davantage en compte la nature originale de la construction européenne.

039  
040

041

Les questions sur lesquelles nous avons à nous interroger sont les suivantes. Les rôles respectifs de ces trois institutions sont-ils définis de manière appropriée? Ces institutions fonctionnent-elles de manière satisfaisante, c'est-à-dire produisent-elles, aux yeux de l'opinion, les résultats attendus en termes d'efficacité et de rapidité des décisions? Enfin, leur organisation et leur mode de désignation doivent-ils être modifiés et de quelle manière?

<sup>042</sup> Dans tout ceci - je m'excuse pour toutes ces remarques préalables destinées à alimenter une partie du débat, mais vous allez pouvoir vous aussi intervenir -, que devient la perspective d'avenir? J'imagine que, dans les décennies à venir, nous continuerons à assister à l'émergence de compétences fédérales nouvelles: pour la monnaie, pour les affaires étrangères, pour la justice et sans doute pour la défense. Nous assisterons à un fédéralisme par émergence de compétences, les unes ancrées dans la souveraineté des États, les autres ancrées dans l'intérêt commun, <sup>043</sup> économique et social de l'Union. <sup>044</sup> Et si l'on veut pousser le rêve plus loin, on peut imaginer que, dans cinquante ans - la distance paraît lointaine, mais c'est celle qui nous sépare du Traité de Rome -, le président du Conseil de l'Union, élu au suffrage universel, réunira pour des réunions périodiques de coordination avec le président de la Commission, élu par le Parlement européen, l'ensemble des ministres et des commissaires en charge des compétences fédérales. Le monde extérieur verra ainsi comment est gouvernée l'Union. <sup>045</sup> <sup>046</sup>

Quelques mots sur notre méthode de travail. Aujourd'hui et demain, discussion générale. Nous avons 80 orateurs inscrits, à écouter avec attention. Trois minutes, malheureusement, pour chacun d'entre eux.

Lors de la prochaine session, nous écouterons les conclusions du groupe de travail sur l'Europe sociale, de M. Katiforis. Et nous aurons le débat souhaité sur

l'aspect régional de la construction européenne. Nous vous présenterons un certain nombre d'articles dont le Praesidium aura pu compléter la rédaction. Ensuite, nous aborderons, au cours de deux sessions, l'examen - une espèce d'audit, en fait - du fonctionnement de chacune des institutions dans l'ordre du Traité de Rome: Parlement, Conseil et Commission. Après quoi, nous verrons comment entreprendre la rédaction des articles concernant précisément la structure institutionnelle de l'Union.

047  
048

Voilà le schéma très exigeant de notre travail, sur lequel je voulais dès le début attirer votre attention. Je vous indique un problème important que nous allons rencontrer vers la fin de nos travaux: c'est l'entrée en vigueur des conclusions de la Convention. Certains d'entre vous vont faire des propositions, par exemple, concernant la composition, la nomination du Conseil ou de la Commission. Mais, en raison du calendrier politique et des délais de ratification, ces propositions ne pourront s'appliquer juridiquement avant les échéances de renouvellement de ces institutions, puisqu'on va commencer le travail de renouvellement de la Commission à partir de l'été 2004. Or, la combinaison de la durée de notre Convention, de la durée de la Conférence intergouvernementale et des procédures de ratification veut dire, il faut en être conscient, qu'en 2004, la procédure suivie sera la procédure actuellement en vigueur, c'est-à-dire que la Commission du Traité de Nice

devra encore être désignée selon la procédure du Traité d'Amsterdam. Par conséquent, vos propositions, c'est un fait dont on doit être conscient, ne s'appliqueront qu'à un stade ultérieur. Ce stade ultérieur pourra-t-il être anticipé? La Convention fera-t-elle des propositions dans ce sens? Je tenais à vous signaler le problème: il faut savoir qu'en partie, nos réflexions n'aboutiront à leurs conclusions pratiques qu'après la mise en place prochaine de la nouvelle génération des institutions européennes.

049  
050051  
052053  
054

Nous parlerons également du Parlement. Pour lui, le problème est relativement limité, puisqu'il ne porte que sur des questions de nombre, et non pas sur des modes de désignation ou sur l'exercice de fonctions. Mais le problème se pose aussi eu égard au Parlement qui ne pourra pas être modifié d'ici au printemps 2004.

Voici les remarques initiales que je voulais faire pour contribuer à ce débat si fondamental de notre Convention.

1-011

De Vries (Ch.E/G.-NL). - Mr President, could I start by thanking the Praesidium for its helpful paper and you, Mr President, for your stimulating comments this afternoon. [The key to the success of the Union is that it operates on the basis of a double balance: that is to say a balance among the Institutions and a balance among the Member States. We should preserve both. The balance among the Institutions depends on the preservation of the](#)

056  
057

Community method, of all four elements of the Community method: the exclusive rights of initiative of the Commission, decision by qualified majority voting in the Council, co-decision by the Parliament and ultimate control by the Court of Justice.

058  
059

If the membership of the Union doubles to 25 - perhaps 30 - countries, it is essential that all four Institutions be strengthened. That includes the role of the Council, but the Council should not be strengthened at the expense of the other institutions. The balance among Member States is crucial in two respects: the composition of the Commission and distribution of power in the Council. As the Nice Treaty provides, the Commission will eventually be reduced in size. For the Netherlands, it is essential that the equality of all Member States be guaranteed on the basis of the principle of equal rotation, as indicated in the Benelux paper. With respect to the European Council, the rotating presidency is another important element in the balance among Member States.

]]]] 

The Netherlands is not in favour of the creation of a full-time president of the European Council. Far from making the Union more effective and more democratic, as is the task of the Convention, a full-time president of the Union risks having the opposite effect. A full-time president of the European Council would inevitably encroach on the powers of the President of the Commission. The result would be confusion,

acrimony and stalemate. Thus weakened, would the European Commission still be able to attract senior politicians? Who would want to head a Commission with its wings clipped? A Union of 25 Member States - soon perhaps 30 - needs a stronger Commission, not a weaker one.

060  
061

[[ [A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- \*\*A\_argue~ \*\*A\_argue~ B\_demand, call for, desire-

According to some, the president of the European Council should represent the Union at international level, but where would that leave the High Representative? Would his position not suffer too, just as most Members of the Convention were preparing to strengthen the High Representative, as Germany originally proposed. A full-time president of the European Council would be the most powerful politician in Europe. But we are given to understand he would not be elected by the people, nor would he be accountable to any democratic body meeting in public, not a national Parliament and not the European Parliament. How would this enhance the democratic legitimacy of the Union? How would this bring Europe closer to our citizens? What Europe needs is the courage to address the main international problems of our time, that is to say peace and security, sustainable development, migration and international crime. That is what our citizens expect us to do, that is where they expect the Convention to provide clear and ambitious changes to the way we currently operate.

062  
063

[[ [A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- \*\*A\_argue~ B\_reject, decline, refuse-

We can only do that if we

preserve the balance among Member States and the balance among the four major Institutions, and strengthen each of them. What Europe does not need at the moment is a new president. Let us therefore focus on the needs and desires of our citizens and make sure we have a Union that works better in foreign affairs, in fighting crime and in providing sustainable development.

064  
065  
066  
068

]]] \*\*A\_argue-  
 [A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- \*\*A\_argue- A\_establish, mention-  
 [B\_demand, call for, desire-

(Applause)

1-012

Duff (PE). - Mr President, first of all I would like to recommend the new contribution, 487/03, from myself and 30-plus colleagues, which summarises 25 key elements of institutional reform. These cover fairly familiar ground and they are all aimed to strengthen the Institutions and to separate the executive powers more clearly from the legislative powers. The contribution seeks to articulate what might be called the progressive consensus within the Convention; it is designed to crystallise the debate so far as well as to stimulate further reflection. It would be sensible today for us to be very precise about what we can agree upon, so that we can move on sharply to debate the areas of disagreement.

069  
070

Speaking of disagreement, I turn now to 489/03, which has been signed by two members of the Convention, one French and one German. There is common ground between some of their proposals and some of ours, but not, unfortunately, concerning the issue of executive power.



The Franco-German proposal seeks to combine two contrasting approaches: one for a presidential-style Europe and the other for a parliamentary-style Europe. Frankly, I do not think the proposal is a proper compromise between them. Instead it is a cut-and-paste exercise, juxtaposition without synthesis, and the problem is that it accentuates the difference between the federal and the non-federal parts of our system. There would be a super-president of the European Council, beyond parliamentary control, plus three sorts of presidency of the Council of Ministers. This would make legitimacy, consistency, more of a problem than they are at present. The functions of the super-president to supervise the decisions of the European Council seem only to bear a passing relationship with the broadly strategic functions of the body itself; worse, they would also duplicate and compete with the functions of the President of the Commission.

071  
072  
  
073  
074  
075  
078

]] \*\*A\_explain-  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- B\_suggest (e.g. a solution)-  
  
 A\_establish, mention-  
  
 \*\*A\_argue-  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

I fear that we are seeking here to formalise rivalry between the Commission and the Council, whereas in fact it is greater synergy that is required.

(Applause)

1-013

Haenel (Parl.-FR). - Merci Monsieur le Président. Depuis le début de nos travaux, des consensus se sont dégagés sur des thèmes précis. Mais, sur la conception globale des Institutions, on sentait bien au contraire que les divergences étaient très grandes. Ces

078  
079

divergences ne vont pas disparaître comme par magie. A ce stade de nos travaux, nous devons nous demander comment les réduire pour arriver, le moment venu, à un consensus global. La contribution franco-allemande constitue à mes yeux un élément nouveau et fondamental pour la suite de nos travaux. Pourquoi? Par cette contribution, qui est un effort de synthèse, de dépassement des divergences, chacun a fait un pas vers l'autre et a accepté d'évoluer. C'est là, à mes yeux, un des premiers intérêts de cette contribution. Dans son contenu, l'Europe y est définie comme une fédération d'Etats-Nations, un concept auquel je suis attaché car il signifie que l'Europe devra toujours conjuguer les différentes légitimités en présence, ce que d'ailleurs, nous faisons déjà au sein de la Convention. C'est dans cet esprit qu'est abordé le problème le plus important, et sans doute le plus difficile: celui de l'exécutif européen.

L'architecture proposée distingue de façon très claire les deux pôles autour desquels l'Union de demain devra s'ordonner. D'une part, le socle de la construction européenne avec le Marché intérieur et toutes les politiques qui l'accompagnent, sera confié à la Commission et à son Président qui se trouve renforcé. D'autre part, la politique étrangère, la défense et, je le souhaite, la coopération opérationnelle en matière policière et pénale seront confiées au Conseil européen et à son Président qui se trouvent, eux aussi, renforcés. Ainsi, l'équilibre me paraît respecté. Le

Parlement européen jouera un rôle accru puisqu'il élira le Président de la Commission. En tout état de cause, le Président de la Commission sera élu à la majorité qualifiée et non à la majorité simple pour éviter le risque de politisation. En effet, nous avons besoin d'une Commission forte, indépendante et impartiale. Une Commission politisée ne pourrait plus jouer son rôle essentiel de gardienne des Traités, de juridiction de la concurrence, de trait d'union entre les Etats membres. Le texte met également l'accent sur le rôle des Parlements nationaux comme relais irremplaçable entre les citoyens et l'Union. Il indique aussi les instruments d'une association plus étroite. C'est un rappel important car, qu'on le veuille ou non, nous ne parviendrons pas à enraciner l'Europe dans les peuples si les Parlements nationaux restent tenus à l'écart. En conclusion, je souhaite que la contribution franco-allemande inspire nos réflexions et nos débats, à la fois par son contenu et par l'état d'esprit qui l'anime. Je vous remercie.

1-014

Kalniete (Gouv.-LV). -  
Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les  
Conventionnels, c'est pour moi  
un grand honneur de m'adresser  
à la Convention et de partager  
avec vous ma perception des  
principes sur lesquels devrait  
être fondé le fonctionnement des  
Institutions européennes. Tout  
d'abord, je soulignerai le  
principe d'égalité dans la  
participation de tous les pays de  
cette nouvelle Europe que nous  
sommes en train de bâtir  
ensemble. Ensuite, j'insisterai

080  
082



sur la transparence et la lisibilité du fonctionnement des Institutions européennes et de chaque décision pour tous les pays, les peuples et les citoyens de l'Europe. Pour la Lituanie, il est fondamental d'adhérer à une Union où les mécanismes de décision sont clairs, lisibles et bien structurés. Plus les

décisions seront prises à la majorité qualifiée, plus il nous sera difficile d'expliquer à nos concitoyens comment notre position pourrait être prise en compte. Que signifient quatre, cinq ou dix voix sur trois cent cinquante quatre ? La proposition de la double majorité simple mériterait d'être considérée afin d'accroître la légitimité des décisions de l'Union européenne. Face aux

083  
088 grands défis auxquels les présidences européennes sont confrontées, il est judicieux de continuer à réformer les Conseils en tenant compte des exigences de stabilité ainsi que d'une représentation adéquate et égale de tous les Etats membres.

L'équilibre des Institutions et la légitimité démocratique supposent un renforcement du rôle du Parlement européen dans les processus décisionnels, dont une des dimensions serait d'assurer la contribution des Parlements nationaux.

L'élargissement à vingt-cinq de l'Union européenne est sans doute un défi majeur. Nous sommes convaincus que tous ensemble, nous trouverons des solutions viables et justes. Merci Monsieur le Président.

1-015

Dini (Parl.-IT). - Signor Presidente, in questa occasione non mi avvarrò della facoltà di parlare nella mia propria lingua,



B\_demand, call for, desire~

A\_claim (facts and values) -



A\_argue~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

Fall\_qualifizierte mehrheit - gruen

B\_demand, call for, desire~

A\_argue~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-



086  
087  
088

ma presenterò i miei commenti  
sul funzionamento delle  
Istituzioni in inglese.



1-016

Mr President, recently, you  
rightly stated that the  
Convention has made a great  
deal of progress in a direction so  
many of us had been advocating.  
Many of the proposals, which  
seemed to be excessively bold at  
the beginning of our  
deliberations, now appear to  
have attracted broader support.  
One important indication of this  
advance is the document drafted  
by the governments of France  
and Germany. It takes up  
proposals that I consider to be  
crucially important - such as the  
move towards the general  
introduction of qualified  
majority voting, even on foreign  
policy and security matters, and  
the proposal to institute the  
position of a minister of foreign  
affairs, combining the two  
offices currently held by the  
High Representative and the  
Commissioner for External  
Relations.

090  
091

A\_claim (facts and values) -

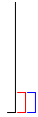
A\_approve, admit as correct - A\_justify -

A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1] -

There is growing awareness of  
the need to give Europe a face  
and a voice that are recognisable  
on the international stage. This  
why, in the enlarged Europe, we  
believe that we have to  
overcome the precarious  
situation created by the six-  
monthly rotating presidency of  
the Council. We could certainly  
think in terms of having the  
president elected from among  
the Members of the Council, but  
it is precisely in view of the need  
to give Europe consistency and  
visibility that I and other  
colleagues believe that it is  
preferable to institute the office

of "president of Europe".  
 Namely, a single president of the  
 Europe Council and of the  
 Commission, working full-time  
 with this dual function.

092  
093



The purpose is certainly not to  
 interfere with the twin  
 legitimacy on which the  
 European Union is based, as a  
 Union of Peoples and a Union of  
 States. This dual feature, as you  
 reminded us Mr President, is the  
 originality of Europe and at the  
 same time its strength. A  
 president of Europe will not  
 interfere with the existing  
 institutional balance; he would  
 have the task of co-ordinating  
 the work of the two branches of  
 the executive of the Union,  
 which, with the accession of the  
 candidate countries, will be even  
 more in need of correcting  
 because of what you have quite  
 rightly called "le fait des  
 nombres".

094  
095

]]]] A\_claim (facts and values)- A\_establish, mention- B\_demand, call for, desire-

096

]]]] A\_argue- A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-



Conversely, the proposal to have  
 the President of the Commission  
 elected by Parliament with a  
 permanent president of the  
 Council working full time in  
 Brussels would threaten the  
 institutional balance. As Mr De  
 Vries and also Mr Duff have  
 stated, there will inevitably be  
 friction between these two,  
 unless the balance between the  
 two institutions is broken, as the  
 Franco-German document seems  
 to be suggesting, by giving the  
 president of the European  
 Council not only the presidency  
 of the Council itself but also the  
 power of overseeing the  
 implementation of decisions.  
 That would de facto make the  
 Commission subservient to the  
 Council.

097

The institutional balance should actually be maintained and strengthened. In this connection, along the lines of the report of the group chaired by Mr Amato, I believe then that the institutional framework should clearly guarantee the principle of separation of the legislative and executive functions. A special formation of the Council of Ministers should be created to act as a second chamber, representing the states - a Council of legislative affairs composed of the ministers of European Affairs, which could be chaired in rotation by the representative of each Member State. This would preserve the six-monthly rotating system for an institutionally important body and would thereby make the parity between the Member States visible, while maintaining the valuable resource of direct involvement of each individual country in driving forward the work of the Union.

098

099

 \*\*A\_argue~  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

1-017

Vitorino (CE). - Mr President, you were right when you said that we should identify the objectives of this institutional debate. I would say that the solutions we hope to achieve at the end of the Convention should allow us to enhance the political capacity of the Union, to steer and at the same time to improve the capacity of the Union's Institutions to deliver what our fellow citizens expect from us. The best and the more constructive approach to this debate is to recognise that institutions exist to perform tasks. They do not have a value on their own. Therefore we need to identify what added value each Institution can bring to the

101  
102

common tasks of the Union.

103  
104

When it comes to making laws, we have broad agreement in this debate. The Commission should have the sole right of initiative to identify better the general interest of the Union, above all when it comes to a more diversified Union of 25 Member States. But at the end of the day, the political decision will rest with Parliament and the Council, acting in co-decision right across the board, in relation to all actions of the European Union. The right of initiative of the Commission should be enshrined in a legislative programme agreed by the three Institutions, not only the Commission but also the Council and Parliament.

105  
106

This requires co-decision, decisions taken by the Council in public when it adopts legislation, and also the majority rule. The problem lies, in this debate, with the executive function. We should remember that to a large extent the executive function in the Union lies with the national, regional and even local administrations. Only a certain number of decisions are implemented at Union level. We should recognise the added value of giving those executive functions to the European Commission, under the control of Parliament and the control of the Council. This requires a radical change in the comitology system, for otherwise this system will not be transparent or even accountable.

One has to recognise that in some areas there are specificities. When it comes to the common foreign and security



policy, to police cooperation, even to economic governance, the executive function at Union level needs specific solutions, solutions that should apply to both Institutions because they are mutually supportive. The Commission is not the government of Europe, it is true; but I remind you, nor is the Council. Therefore we need to find an innovative balance, an innovative combination for the sharing of responsibilities between the Commission and the Council in these very specific areas, but always under the control of the European Parliament. Two competitive, two parallel executives would have neither transparency nor accountability.

107  
108109  
110  
111  
112

A split between the executive of the "grown-up people" and the executive of the "kids" would not improve our capacity to steer and our capacity to deliver. Therefore, I hope we will be able to find the right balance between the tasks of the Commission and the tasks of the Council when it comes to the executive branch. We have experienced success over the past 50 years; we need success for another 50 years.

(Applause)

1-018

Amato (Vicepresidente). - Cari Colleghi, noi siamo orgogliosi della nostra capacità, in Europa, di tenere insieme principi opposti e di far funzionare insieme principi opposti - l'unità e la diversità, l'integrazione comunitaria e la cooperazione intergovernativa - ed è vero, ci siamo riusciti in questi anni. Non dobbiamo, però, diventare più

ambiziosi di quanto sia possibile, esagerare nel pretendere che principi opposti possano sempre funzionare. Se li portiamo all'interno delle stesse Istituzioni, se facciamo, come diceva Andrew Duff, un cut and paste, il rischio è che poi, invece di migliorare, peggioriamo la situazione e facciamo esplodere l'Europa allargata. Voglio dare due o tre esempi di questo: il Consiglio europeo è il capo collettivo dell'Unione europea; è lì che noi investiamo il massimo delle risorse politiche di ciascuno dei nostri Stati, i nostri capi di Stato, i nostri capi di governo. Io sono notoriamente favorevole a dare più continuità alla Presidenza del Consiglio europeo, ma non fino a trasformare il Presidente del Consiglio europeo in capo monocratico dell'Unione europea: la sua continuità serve a formare il consenso tra i venticinque capi di governo, e per questo è essenziale; non serve a sostituirli, questo non sarebbe tollerato dall'equilibrio dell'Unione.

Per quanto riguarda la Commissione, diciamo che è il motore dell'Unione; diciamo che è alla Commissione, più che ad ogni altro, che è affidato il compito di dare quello che i cittadini si aspettano. La Commissione non rappresenta gli Stati membri; questi sono rappresentati nelle sedi intergovernative. E' compatibile, questa immagine della Commissione, con la necessità, che tutti sembrano sentire, che ciascuno Stato sia, ora e anche in futuro, rappresentato nella Commissione. Se la Commissione diventasse organo rappresentativo degli Stati

115

membri, pensate che potrebbe ancora essere il motore dell'Unione? Dobbiamo fare questa riflessione: abbiamo la responsabilità di garantire all'Europa, per il futuro, una Commissione che funziona. Terzo esempio: la separazione della funzione legislativa dalla funzione esecutiva. Non possiamo cedere all'idea di volere che queste funzioni siano separate, però possano ancora essere esercitate esattamente dagli stessi Consigli. Questo non è possibile: l'una cosa cancellerebbe l'altra. Dobbiamo trovare il coraggio di creare un Consiglio "Affari legislativi". In nessuno dei nostri paesi noi accettiamo una legislazione che viene esclusivamente dai Ministri di un solo settore; vogliamo che la legislazione sia fatta alla presenza e con la partecipazione dei titolari di tutti gli interessi pubblici che sono in gioco, altrimenti è il dual process che viene cancellato. Permettetemi di dire, infine, che questo non significa eliminare i Ministri di settore dalla legislazione: nel Consiglio "Affari legislativi" ci sarà un membro permanente per ciascun paese, ma dovrà essere accompagnato dai Ministri di settore, volta a volta competenti, e il COREPER rimarrà al suo posto. Non vorrei che, per la resistenza di interessi di parte, noi cercassimo di continuare a mantenere quello che abbiamo deciso di cambiare: tutto e il contrario di tutto non funzionano insieme!

116

117

118

129

(Applausi)

1-019

Hain (Ch.E/G.-GB). - Mr

President, the European Union works because of the strength of each Institution and the balance between those Institutions. If the Commission did not exist we would have to invent it. We need an institution with strong leadership that assesses where Europe's interests lie; that promotes and delivers those interests independently through its powers of initiative; that ensures the rights and interests of all Member States are considered; and that enforces the rules.

121  
122123  
124

Especially in a Europe of 25, we must both make it more efficient and strengthen its role: a bigger say in criminal judicial cooperation; its contribution to the Council's strategic agenda formalised; an ability to seek redress more quickly when the rules are broken; and a fresh look at implementing legislation through the comitology procedures, so as to ensure proper democratic oversight.

We should take care not to threaten the independence of the Commission. The Commission may be a political body but it must not be allowed to become a partisan one. Such a strong Commission should be held to account by an effective and responsible Parliament, which scrutinises and improves legislation in partnership with the Council, with the Commission and with civil society. We are willing to consider how to simplify the budget procedures and look at further co-decision areas. Of course, the role of all the Institutions is evolving fast in the Justice and Home Affairs

125  
126

area because of real security and crime threats and the need to tackle these on a Europe-wide basis.

127  
128

As to the number of European Parliamentarians, I acknowledge the concerns set out by the Praesidium. If the Convention wants to reopen the tortuously difficult compromise reached at Nice, then fine. But I fear that this will plunge us into bitter disputes that seriously distract us from other vital areas of our project.

129  
130

In a European Union of 25, a Council with a constantly changing president cannot be an effective partner for the Commission or Parliament. Just like those Institutions, the European Council needs the continuity and strategic drive of a long-term president if it is to play its full role in the dynamic of a new, enlarged European Union. We do not want, I repeat, we do not want a president of Europe but we need a president of the Council working in partnership with the presidents of both Parliament and the Commission, as France and Germany have proposed in their welcome contribution.

131  
132

We will also need to think about the relative merits of team presidencies or elected presidents of Councils of Ministers. We want a system based on equality for each Member State that gives all Member States greater buy-in to the leadership of the Union than they have in the existing system.

Finally, we should reinforce the Court of Justice. It is essential to

 "A\_argue~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]~  B\_accept, endorse, approve of, consent to~

the integrity of the single market and to the effectiveness of common action in an enlarged Union. We might, for example, consider how we could streamline the process of levying fines to avoid the unnecessary delay of the Commission going to the Court twice.

]] B\_suggest (e.g. a solution) - B\_demand, call for, desire-

In short, we need a strong and independent Commission, a well-run Council, a Parliament better able to scrutinise and a Court better equipped to enforce the law. We need all this within the institutional balance that has served Europe so well.

(Applause)

1-020

Lamassoure (PE). - Je vous remercie Monsieur le Président. Vous l'avez dit, Monsieur le Président, nous réalisons mieux aujourd'hui combien la grande Europe d'une trentaine de membres sera différente de la petite Europe d'aujourd'hui. Elle aura ses propres dirigeants. La petite Europe était conduite par les dirigeants nationaux. Le Conseil européen, que vous avez créé Monsieur le Président, a été créé quand nous étions neuf membres. A neuf, c'était un directoire, un executive board, un Vorstand. C'est lui qui donnait l'impulsion politique et les orientations générales. A vingt-cinq ou trente, il deviendra un Conseil de surveillance, un Aussichtsrat. C'est la révolution du nombre. La grande Europe a besoin de ses propres dirigeants, à commencer par un chairman permanent du Conseil. Je reprends et je fais mien le mot anglais de Peter Hain. Mais il faut se préparer aussi à l'autre

révolution : la révolution du peuple. La future Constitution sera soumise à la ratification populaire du référendum en France et probablement dans une vingtaine d'autres pays. Nous n'avons aucune chance d'obtenir un "oui" si nous ne montrons pas que ceux, ou au moins l'un de ceux, qui dirigent l'Europe, sont choisis par les citoyens eux-mêmes. C'est ainsi que les citoyens contrôlent la politique locale, la politique régionale, la politique nationale. Il n'y pas d'autre moyen de leur faire contrôler la politique européenne.

140  
141

Et là, c'est la Commission et non plus le Conseil qui va être transformé. Il est évident, comme l'a rappelé Monsieur Vitorino, que sans la Commission, sans son statut d'indépendance, jamais la construction européenne n'aurait atteint les résultats extraordinaires que nous constatons. Mais il est non moins évident qu'à trente, l'incarnation de l'intérêt commun a besoin d'être considérablement renforcé. Ce n'est plus une fonction technique mais une fonction politique. Le meilleur moyen est de faire élire le Président de l'organe d'intérêt commun par les citoyens mêmes à travers l'élection du Parlement européen. A charge pour ce Président de constituer son équipe de Commissaires comme il l'entend. A cela, certains répliquent qu'il ne faut pas que la Commission soit l'otage d'une majorité politique. L'argument fait sourire. Dit-on d'un maire ou d'un Premier ministre qu'ils sont les otages d'une majorité politique? Oui, le Président de

l'organe de l'intérêt commun doit être élu démocratiquement sur un programme, dont il représentera une majorité. Oui, cela agacera la minorité. Oui, il y a un risque que cette majorité abuse de son pouvoir, auquel cas, elle sera simplement sanctionnée à l'élection suivante. En outre, on pourrait fortement limiter la tentation d'un abus de majorité en exigeant que l'ensemble de la Commission soit soumise, après le vote du Parlement européen, à une investiture de confirmation par le Conseil européen. Cela permettrait d'ajuster au mieux l'équilibre politique de l'ensemble et aussi l'équilibre géographique. Les petits pays, notamment, auraient de ce fait la possibilité de vérifier avant le vote, leur représentation au sein de l'organe d'intérêt commun. Je vous remercie.

142  
143145  
146

]]]] B\_threaten~ B\_demand, call for, desire~ A\_establish, mention~

1-021

Rupel (Gouv.-SI). - Mesdames et messieurs, je profite de l'occasion pour m'exprimer dans ma langue maternelle, en tout cas pour les premières phrases de mon discours. Ensuite, je continuerai en français par respect à l'égard du Président de la Convention.

Le Traité constitutionnel devrait assurer un équilibre entre les Etats membres, grands et petits, car c'est un élément important de la légitimité de l'Union européenne. Il faudrait créer un système institutionnel qui assurerait l'efficacité de l'Union sans compromettre sa légitimité démocratique tout en abandonnant l'actuelle structure complexe à trois piliers. La Slovénie n'est pas favorable à la



création de nouvelles Institutions ou à l'établissement d'un système qui rendrait moins transparentes les compétences des Institutions ou entraînerait le chevauchement ou le doublement. L'Union

élargie a besoin d'une Commission dite plus forte dont l'influence serait appropriée et qui sera capable de mettre en œuvre l'acquis communautaire dans l'Union entière. Il faut donc renforcer sa légitimité démocratique et sa responsabilité. Ce but peut être atteint uniquement en renforçant la responsabilité et la légitimité démocratique de son Président qui devrait être élu démocratiquement. La composition de la Commission doit refléter les Etats membres au moins durant le prochain mandat bien qu'à notre avis, la préservation de ce principe permette de maintenir le lien entre l'Union et chaque Etat membre et d'assurer la participation sur un pied d'égalité de tous les Etats membres dans le fonctionnement de la Commission.

Le Conseil européen devrait, à notre avis, jouer un rôle stratégique et déterminer l'orientation du futur développement de l'Union. Nous voyons son renforcement surtout dans le domaine de la politique extérieure et de sécurité commune. Il serait opportun de fondre ou de lier plus étroitement les fonctions du Haut représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune et du Commissaire chargé des relations extérieures, ce qui permettrait à l'Union d'agir à l'extérieur de façon plus efficace.

149  
150

]] A\_argue~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- A\_contradict, reject, dispute, object-

Au sujet de la présidence du Conseil européen, la Slovénie est favorable à la préservation du système d'une orientation égale entre les Etats membres, du moins au niveau du Conseil européen, du Conseil Affaires générales et Relations extérieures. Un tel système assure une représentation appropriée et l'égalité de tous les Etats ainsi que la possibilité d'identification des citoyens de chaque Etat membre avec l'Union. Les fonctions

151  
152

] A\_approve, admit as correct-

législatives de l'Union devraient, en tant que principe général, être fondées sur la méthode communautaire avec une compétence d'initiative exclusive de la Commission dans le domaine législatif entier, à simple majorité qualifiée au Conseil, des sessions du Conseil ouvertes au public durant l'exercice de ses fonctions d'organe législatif et, avec le Parlement européen, ayant le droit de codécision. Merci Monsieur le Président.

153  
154

]] \*\*A\_give reasons~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- B\_demand, call for, desire-

note : la partie en italique a été prononcée en slovène

1-022



Brok (PE). - Herr Präsident, gestatten Sie mir, zu dieser Debatte einige Bemerkungen zu machen. Gerade bei der Frage der Institutionen geht es letztlich - neben der Frage der Kompetenzen - um die zukünftige Machtverteilung innerhalb der Europäischen Union. Diese Machtverteilung muss aber gemäß den Prinzipien erfolgen, die allgemein in diesem Konvent anerkannt sind, nämlich Transparenz, Effizienz und Demokratie, wobei wir in

156  
157

vielen Bereichen keine revolutionären Schritte mehr benötigen, sondern die Ziele auch mittels einer Feinjustierung erreicht werden können.

158  
159

Für das Europäische Parlament ist beispielsweise der Fortlauf der Entwicklung von Amsterdam und Nizza außerordentlich wichtig; für uns wäre die Vollendung der Mitentscheidung der entscheidende Punkt, die ja in der Gesetzgebung bereits zu etwa 80 % erreicht wurde. D.h., es geht nur noch um einige wenige zusätzliche Bereiche, und es sind - wie gesagt - keine revolutionären Fragen, die angesprochen werden müssen.

 \*\*A\_argue-  
 A\_Justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

Wichtig wäre es allerdings, dass es einen engeren zeitlichen Zusammenhang zwischen der Einsetzung des Kommissionspräsidenten und der Europawahl gibt, wofür auf zweierlei Art und Weise gesorgt werden kann, nämlich zum einen, dass zuerst das Europäische Parlament wählt, oder zum anderen, dass der Rat mit Mehrheit einen Vorschlag im Lichte des Ergebnisses der Europawahl unterbreitet. Wichtig ist die Tatsache, dass das Europäische Parlament eine Legitimation hat, die nicht höherrangig ist oder unter der Legitimation der nationalen Parlamente liegt. Ich glaube nicht, dass die Stimme der Bürger unterschiedlich gewichtet werden kann, und wenn ich in meiner Region für das Europäische Parlament gewählt wurde, empfinde ich kein niedrigeres Maß an Legitimation im Vergleich zu meinen Kollegen im nationalen Parlament. Ich glaube, wenn wir

das entsprechend berücksichtigen, werden wir in dieser Frage auch nicht die falschen Schlüsse ziehen, auch was die zweite und dritte Säule angeht, sondern zu dem sinnfälligen Kompromiss kommen.

160  
161

Bei der Kommission müssen wir sicherlich Reformen durchführen, indem wir die richtigen Kompetenzen des Kommissionspräsidenten stärken. Wir müssen uns überlegen, wie wir auch eine größere Kommission mit 25 oder 27 Mitgliedern handlungsfähig machen. Die Frage ist, ob das durch eine Hierarchie innerhalb der Kommission geschehen soll oder in welcher Weise auch immer, wobei aber nicht die Größe der Länder entscheidend sein soll, sondern der Kommissionspräsident sollte entsprechend der Qualifikation seines Teams darüber bestimmen.

162  
163

Ich glaube, notwendig ist, dass die Kommission ihre Leistungsfähigkeit nur hat, wenn sie die einzige operationelle Administration in der Europäischen Union ist und ihre Befugnisse nicht mit einer anderen Administration zu teilen hat. Ich meine, dass aus diesem Grund die Versuche, operationelle administrative Zuständigkeiten durch die Schaffung eines hauptamtlichen Ratspräsidenten zu schaffen, die Kommission sehr schwächen werden, weil dadurch eine Konkurrenz entsteht, die mehr Kräfte nach innen binden wird, als wir nach außen abgeben würden. Wir müssen auch sehen, dass bei der Rolle, wie sie etwa

im deutsch-französischen  
 Vorschlag einem hauptamtlichen  
 Ratspräsidenten gegeben wird,  
 eine Möglichkeit der Kontrolle -  
 auch der Kommission -  
 vorgesehen ist, und damit führt  
 auf Dauer dieser Ratspräsident  
 nicht nur zu einem Dualismus,  
 sondern auch zu einer  
 Unterordnung der Kommission.

164  
165

Wenn ich den Kollegen Haenel  
 richtig verstanden habe, scheint  
 man mit dem deutsch-  
 französischen Vorschlag zu  
 meinen, Parlament und  
 Kommission beschäftigen sich  
 mit dem Binnenmarkt, und den  
 Rest der großen Dinge machen  
 wir intergouvernemental in der  
 zweiten und dritten Säule. Das  
 bedeutet nichts anderes, als dass  
 wir zwei Europäische Unionen  
 haben, die auf Dauer strikt  
 voneinander getrennt sein  
 werden, und das heißt,  
 Gemeinschaftseuropa ist der  
 Binnenmarkt, und der andere  
 Teil ist intergouvernemental. Ich  
 glaube nicht, dass ein solches  
 Konzept auf Dauer funktionieren  
 kann.

166  
167

]]]] \*\*A\_argue-  
 [A\_Justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- \*\*A\_argue-  
 [A\_Justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- [A\_Justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

Der Rat ist das Gremium, das am  
 meisten reformiert werden muss,  
 weil der Rat am wenigsten  
 effizient ist. Aber wenn wir die  
 Reform des Rates durchführen,  
 sollte dies nicht auf Kosten der  
 Instrumente erfolgen - Parlament  
 und Kommission -, die heute  
 schon vorhanden sind, sondern  
 der Rat sollte die Reform selbst  
 zu Wege bringen. Das hat mit  
 dem Stimmrecht zu tun, das hat  
 mit der Organisation zu tun, das  
 hat mit der Aufteilung von  
 Exekutivräten und einem  
 Legislativrat zu tun und auch mit  
 der entsprechenden Zuordnung,  
 dass die Präsidentschaft aus den

168  
169

heutigen Mitgliedsländern kommen soll. Wie lange die Amtszeit jeweils dauern sollte - sechs Monate z.B. -, darüber ist im Rat zu entscheiden.

]] \*\*A\_argue~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- A\_contradict, reject, dispute, object~

170  
171  
172  
173

Meine Damen und Herren, lassen Sie mich eine letzte Bemerkung machen. Der Unterschied zwischen "Groß" und "Klein" wird überschätzt. In meinen fast 23 Jahren im Europäischen Parlament habe ich nicht eine Entscheidung erlebt, die entlang der großen Linien "Groß" und "Klein" erfolgte. Deswegen möchte ich die großen Länder bitten, dieses zu berücksichtigen. Als Mitglied eines großen Landes möchte ich ausdrücklich sagen, dass die Europäische Union nur eine Chance hat, wenn sie sich so organisiert, dass wir von der Gleichwertigkeit der Staaten ausgehen und bei den kleineren Staaten nicht der Eindruck entsteht, dass die größeren in irgendeine hervorgehobene Rolle hineinwachsen wollen.

]] \*\*A\_argue~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-  
]] \*\*A\_argue~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

(Beifall)

1-023

Michel (Ch.E/G.-BE). - Merci Monsieur le Président. La responsabilité de notre Convention est claire. Notre projet de Constitution européenne doit renforcer la légitimité, l'efficacité et la transparence de l'Union. Ainsi, si les Institutions ne sont que des instruments pour servir ses objectifs, elles n'en sont pas moins essentielles. A défaut d'institutions fortes et de mécanismes de décision efficaces, l'Union aura beau s'assigner les missions les plus ambitieuses, celles-ci risquent de

n'être que des vœux pieux.  
Renforcer la méthode  
communautaire est notre  
175 priorité. Cela signifie renforcer  
176 les Institutions, en assurant la  
cohésion et la recherche de  
l'intérêt général.

177 Om de rechtmatigheid van de  
178 Commissie te verbeteren, stel ik  
voor dat de Voorzitter ervan  
door het Europees Parlement  
179 wordt gekozen en dat hij in zijn  
180 ambt wordt bevestigd door de  
Raad die vergadert op het niveau  
van de staats- en  
regeringshoofden.

In het Europees Parlement zou  
een drievijfde meerderheid nodig  
zijn zodat de Voorzitter van de  
Commissie ook over voldoende  
vertrouwen zou beschikken om  
zijn onafhankelijkheid te  
182 waarborgen.

Wie spreekt over rechtmatigheid  
spreekt tevens over  
verantwoordelijkheid. De  
Commissie moet haar  
verantwoordelijkheid opnemen  
tegenover de twee instellingen  
die haar aanstellen. In dit opzicht  
deel ik het Frans-Duitse  
voorstel. De Conventie zal  
moeten onderzoeken hoe de  
Commissie, wat het aantal  
Commissieleden betreft, kan  
worden beperkt en hoe de  
gelijkheid tussen de lidstaten kan  
gewaarborgd blijven. De  
argumenten die pleiten voor  
deze beperking zijn  
overduidelijk: ten eerste het  
verlamningsrisico, ten tweede  
de risico's van een onderscheid  
tussen commissarissen en ten  
derde, het risico dat nationale  
reflexen ontstaan in een  
instelling die borg staat voor het  
algemeen belang.

183  
184  
185  
186

1-023

Michel (Ch.E/G.-BE). -

187  
188

To improve the legitimacy of the Commission, I suggest that the European Parliament chooses its President and that he is consolidated in his function by the Council which meets at the level of Heads of State or Heads of Government .

189  
190

A three fifth majority in the European Parliament would be necessary for the President of the Commission to sufficiently obtain the confidence to guarantee its independence.

192  
193  
198

When one speaks about legitimacy one speaks about responsibility as well. The Commission must take its responsibility towards the two institutions which appoint her. In this respect I agree with the Franco-German proposal. The convention will have to examine how the Commission, concerning the number of Commission members, can be limited and how the equality between the member states can remain guaranteed. The arguments which plead in favour of this restriction are obvious: first a paralysis risk, secondly the risks of a distinction between commissioners and thirdly the risk that national reflexes arise in an institution which guards public interest.

1-024

Pour les fonctions exercées par le Conseil, comme j'ai déjà eu l'occasion de l'exprimer devant vous, nous sommes favorables à une distinction plus nette entre les fonctions législatives et les






fonctions exécutives. En matière législative, le vote à la majorité qualifiée au Conseil et le recours à la codécision doivent être généralisés. La majorité qualifiée doit être définie comme le vote favorable d'une majorité d'Etats membres représentant au moins 50 % de la population totale de l'Union. En matière exécutive, le Conseil Affaires générales doit préparer le Conseil européen et en assurer le suivi. Vu sa nature essentiellement exécutive, je propose qu'il soit présidé par le président de la Commission. Quant au Conseil Relex, c'est évidemment la personne exerçant les fonctions de MM. Solana et Patten qui le présiderait. Je suis heureux que nos collègues français et allemands aient reconnu la nécessité de l'exercice de ces deux fonctions par une seule et même personne.


Pour la présidence du Conseil européen, nous ne pouvons accepter un président à temps plein élu hors du Conseil européen pour une longue période. Ce Président développerait nécessairement une activité, une administration propre en concurrence directe, qu'on le veuille ou non, avec la Commission, ce qui est totalement inacceptable. L'équilibre institutionnel et la lisibilité du système en seraient gravement affectés. En ce qui concerne le Parlement européen, je suis en faveur d'un renforcement de ses pouvoirs à trois égards : tout d'abord, pour l'approbation des accords internationaux, ensuite en ce qui concerne la suppression de la distinction entre dépenses

obligatoires et non obligatoires  
 et, enfin, en ce qui concerne la  
 codécision pour l'adoption d'un  
 véritable système de ressources  
 propres. Je rappelle, Monsieur le  
 Président, que nous sommes  
 résolument opposés à l'idée du  
 congrès et que nous préférons,  
 par rapport à ce concept,  
 consacrer la Convention aux  
 révisions constitutionnelles à  
 venir.

198  
 199  
 200  
 202

 B\_demand, call for, desire-

 A\_argue-  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

 B\_reject, decline, refuse-

(Applaudissements)

1-025

Oleksy (Parl.-PL). - Mr  
 President, it is wise to recall that  
 the development of the  
 integration process has consisted  
 in the gradual widening of the  
 Community map. The scale of  
 the new enlargement does not  
 only follow on from the  
 experiences of the past; the  
 conclusions from the past should  
 help us to imagine the future  
 Union. The most important  
 criteria in our considerations are  
 efficiency and immediacy. The  
 effectiveness of the decision-  
 making process will not be  
 achieved without further  
 extension of the qualified  
 majority vote. It should become  
 the general rule, with exceptions  
 clearly defined, and parallel  
 clarification should also concern  
 the substance of the procedure.  
 We should think of simplifying  
 three steps, or conditions, for a  
 qualified majority voting  
 decision to be taken.

203  
 204

The legislative process based on  
 qualified majority voting must,  
 in turn, be accompanied by co-  
 decisions of the European  
 Parliament. It is the second rule  
 that will render the decision-  
 making system more democratic.

205  
206

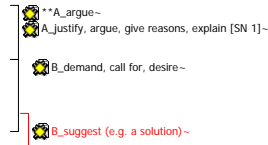
In fact, our debate focuses on defining the sources of legitimacy of the Union. One is the European Parliament, with its power to appoint the executive and make the Commission stronger. The second is the national vote, with the national parliament forming its government, which represents the country in the Council and as such is controlled by this Parliament.

207  
208

If we try to evaluate which source of legitimacy is truer, we risk going in the wrong direction. Therefore the dual balance must be preserved, that of the Member States and that of the supranational factor. At the very first stage of the Convention proceedings, I expressed my willingness to consider a permanent president of the European Council, a solution that does away with the instability of the rotating presidency and makes the EU more visible. I also backed the idea of the election of the Commission's President by the European Parliament, a solution which reinforces the role of the guardian of the three Institutions. In that context, the recent Franco-German compromise is the affirmation of the will to respect and to reinforce both the European Council's authority and the democratic character of the Commission as the Institution symbolising the Community. This option deserves further deliberation, especially with a view to reducing possible ambiguity and providing new answers concerning the division of responsibilities. It will, of

course, be a must to answer a lot of practical questions and to explain the doubts of the smaller states. In Poland, we take these doubts seriously into account. Enlargement will offer all Institutions the capacity to act. Our task is to increase their efficiency, but our obligation is to guarantee that the situation does not get worse and the institutional balance is maintained.

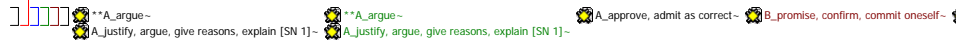
209  
210



1-026

Kirkhope (PE). - Mr President, there are many points one could raise about institutional reform today, but I would like to draw on my experience, as both a member of a national parliament in the past and a Member of the European Parliament at present, to suggest one item of importance, namely that MPs and MEPs should work more closely together to ensure the effective transposition of legislation.

212  
213



First, I must stress the importance of the European Parliament and the European institutional framework. According to the most recent Eurobarometer opinion poll, carried out shortly before Christmas, the European Parliament is both the most recognised and the most trusted Institution in Europe. Because of this, Parliament must benefit from any re-organisation of powers between the Institutions.

214  
215

I have spoken before about the importance of eradicating gold plating as legislation moves into national law. I now return briefly to this theme. In the UK, gold plating is particularly harmful. It is harmful to our agriculture.

The "abattoirs directive", for example, left the Commission as a 12-page document, was reduced by the French to a manageable seven pages and expanded by the British to an unreadable and unacceptable 95 pages. Similarly, farmers in Britain wishing to apply for one EU subsidy had to wade through 22 pages, when the equivalent document in Ireland is just two pages. Sadly, other examples of gold plating in the fields of business and industry are too many to mention.

216  
217

So why does gold plating affect the UK more than any other Member State? One important reason is because the UK, unlike many other Member States, simply does not involve its MEPs in the transposition process. Here in Belgium, the Chamber of Representatives has an advisory Committee on European Affairs which is made up of 10 MPs and 10 MEPs who enjoy equal status on that committee. The German Bundestag also has a committee where MEPs are entitled to propose subjects for discussion and give opinions on the proposals discussed. The Greek Parliament has a similar arrangement.

218  
219

As an MEP who has been a UK MP, I now realise how little my colleagues and I knew about the regulations coming from Europe. Because we concentrated on national policy matters we were often unable to spend very much time with European legislation under consideration. As a result, government departments were able to gold plate the legislation without MPs' knowledge or

220  
221

involvement.

222  
223

This problem has got much worse under the present British Socialist Government, as it reduces the powers of the House of Commons and the time available for scrutiny. The way forward is for this Convention to propose, in all cases, joint committees of members of national parliaments and MEPs to oversee the transposition of that legislation into national law. I recommend that is included in our final draft.

225  
226

1-027

227  
228

De Gucht (Parl.-BE). - Mijnheer de Voorzitter, ik zou mij in de beperkte tijd die ik heb, willen concentreren op de Europese Commissie. Het is een van de interessante paradoxen in de ontwikkeling van de Europese besluitvorming in de voorbije twintig jaar dat iedereen het constant heeft over een belangrijke rol voor de Europese Commissie terwijl de rol van de Europese Commissie eigenlijk de hele tijd is uitgehold.

Een van de misschien ongewilde maar in ieder geval reële oorzaken daarvan is de medebeslissingsprocedure waar ik vanuit het Parlement een grote voorstander van ben maar die ertoe leidt dat de Raad en het Parlement in het bemiddelingscomité rechtstreeks met mekaar in debat gaan en het initiatiefrecht van de Europese Commissie naar het tweede plan verhuist.

Hetzelfde zie ik gebeuren in het recente voorstel om in de Europese Commissie iemand aan te stellen die verantwoordelijk is

voor de externe aangelegenheden, het zogenaamde double heading proposal dat op zich ook interessant is maar dat er wel toe leidt dat de Europese Commissie op een belangrijk onderdeel van haar bevoegdheden dat trouwens een exclusieve bevoegdheid is, namelijk de externe economische betrekkingen, veel meer dan in het verleden onder de controle van de Raad zal komen te staan.

Het discours over de Europese Commissie heeft iets van een lijkrede en het kenmerk van lijkredes is dat men over de dode niets dan goeds zegt. Maar ondertussen is de betrokkene natuurlijk wel dood en begraven. Als men het inderdaad ernstig meent met de Europese Commissie dan moet men spreken over concrete bevoegdheden voor de Europese Commissie. De enige mogelijkheid voor concrete bevoegdheden voor de Europese Commissie is een grotere rol op het vlak van de uitvoeringsbevoegdheid. Dat betekent dat het debat over de comitologie opnieuw moet worden gevoerd en dat betekent ook dat men, wat de Raad betreft, in deze Conventie een duidelijke keuze zal moeten maken. Willen wij inderdaad een Raad – zoals ook collega Brok gezegd heeft – die eigenlijk een soort tweede Europese Unie tot stand brengt waarin hij een eerste viool speelt en die zowel de uitvoerende als de beslissingsbevoegdheid heeft of willen we integendeel een Europese Unie die steeds meer geleid wordt door een Commissie die ook de volledige

uitvoerende bevoegdheid bezit.  
Ik denk dat dat een belangrijke  
keuze is en dat men, vooral in  
deze Conventie, moet ophouden  
met te doen alsof men bezig is  
de Commissie te versterken  
terwijl de rol van de Europese  
Commissie eigenlijk zal  
verzwakt worden. als gevolg van  
een aantal nevenwerkingen van  
de voorstellen die hier  
geformuleerd worden.

231  
232

Laat mij afsluiten met nog een  
opmerking. Een aantal mensen  
probeert het Europese  
institutionele bouwwerk in  
traditionele schema's te duwen,  
zoals de scheiding van de  
machten, en de proportionaliteit  
sterker te benadrukken.  
Daarover valt vanuit een  
theoretisch standpunt een en  
ander te zeggen maar wanneer  
wij op dit ogenblik een Europese  
Unie, een werkzaam systeem  
hebben dan is het omdat de  
Europese Commissie een  
specifieke rol heeft die eigenlijk  
haaks staat op een aantal  
traditionele schema's voor  
staatsopbouw en opbouw van  
instellingen. Als wij de  
specifieke rol van de Europese  
Commissie loslaten dan vrees ik  
eerlijk gezegd dat wij geen stap  
verder maar integendeel tien  
stappen achteruit zetten. 1-027  
De Gucht (Parl.-BE). - Mr.  
Chairman, in the limited time  
that I have, I would like to  
concentrate on the European  
Commission. The fact that  
everyone constantly speaks  
about an important role for the  
European Commission even  
though the role of the European  
Commission has in fact been  
undermined the whole time, has  
become one of the most  
interesting paradoxes in the

233  
235



development of the European decision-making process over the past twenty years. Perhaps one of the unintentional but in any case real causes of this, is the co-decision procedure of which I am as a Member of Parliament a strong proponent, but consequently the Council and the Parliament enter directly in debate with each other in the conciliation committee and the right of initiative of the European Commission moves to the background.

236  
237

The same is occurring in the recent proposal on the appointment of somebody in the European Commission to take responsibility for external matters, the so-called double heading proposal, which is in itself also interesting but which however means, as a consequence, that the European Commission will be much more under the supervision of the Council in important parts of its competences, namely the external economic relations, which as a matter of fact is an exclusive competence.

238  
239

The speech on the European Commission partially resembles a funeral oration and the characteristic of a funeral oration is that nothing except good things are told about the deceased. But in the meantime of course, the person in question, is dead and has been buried. If one takes the European Commission seriously indeed, then one must speak about concrete competences for the European Commission. The only possibility for concrete competences for the European Commission, is a larger role in

the field of implementation. This means that the debate on comitology must be held again and that, concerning the Council, will have to make a clear choice in this convention. Do we indeed want a Council - as colleague Brok told us as well - which actually brings about a second type of European Union in which it plays the first violin and which has both the executive and the decision-making powers or, on the contrary, do we want a European Union which is guided more and more by a Commission which has the complete executive competence as well? I think that this is an important choice and that one, especially in this convention, must stop pretending to reinforce the Commission while in fact weakening the role of the Commission as a result of a number of side effects of the proposals which are being formulated here.

Lets conclude with another an observation. A number of people try put the European institutional construction work into a traditional diagram, such as the separation of powers, and emphasise more strongly its proportionality. From a theoretical point of view, there are several things to say on this, but the reason why we have at this moment a European Union, an operative system, is because the European Commission has a specific role which is in fact opposite to several traditional schemes for state construction and institutional framework. If we release the specific role of the European Commission, I honestly fear that we will not

progress one step further but on the contrary we will move back ten steps.



243  
244  
246

1-028

Kelam (Parl.-EE). - Mr President, one of the main practical challenges for me is how to retain the institutional balance of the Union, while trying to reform its Institutions. Proper functioning of the Council machinery is essential to the Union. It is clear that because of the increase in the number of Member States, improvements will have to be made to ensure a better coordination of work. At the same time, the current system of a rotating presidency has considerable merits, especially in bringing the Union closer to citizens, giving national administrations an ownership feeling and providing a fresh impetus, twice a year, to the functioning of the Union. Problems with building a transnational democracy mean the advantages of the current system should be assessed very carefully.

247  
248

249  
250

 \*\*A\_argue~  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

Our Praesidium has set as one of the requirements for the reform of the Council, the adequate representation of all Member States. For me, equality of Member States, especially equality between established Members and Members joining the Union next year, must be retained in reforming the presidency of the Council.

At this point, it is hard to understand how electing a permanent president could advance this goal.

251  
252

]] A\_claim (facts and values)- B\_demand, call for, desire-

As for the Commission, it is fundamental to preserve its full independence, underlying its sole right of initiative. As regards strengthening the Commission's authority, however, I am ready to consider the idea of involving an electoral college of national and European parliamentarians in the appointment procedure of its Presidents.

253  
254

] A\_contradict, reject, dispute, object-

255  
256

Concerning the size and organisation of the college of Commissioners, the changes proposed in the Nice Treaty are sufficient. For the time being, the disadvantages of reducing the number of Commissioners appear too serious. A bigger college would only strengthen the Commission's authority, as long as its President can allocate the portfolios.

257  
258

As regards the European Parliament, I support the development of its powers and welcome the idea that it should be given the right of codecision in legislative acts, except in clearly defined areas where unanimity remains the working rule in the Council. Parliament should also have equal status with the Council in the case of delegated acts and somewhat enhanced powers in a simpler budgetary procedure.

1-029

Van der Linden (Parl.-NL). - Voorzitter, u bent deze discussie begonnen met een interessante uiteenzetting over het Europees staatsrecht en daarbij hebt u een aantal vragen gesteld en uw eerste vraag luidde: "Is de Europese Unie langzaam aan het

260  
261

afglijden in de richting van een federale structuur?" Ik zou de vraag anders formuleren: "Is de Europese Unie langzaam aan het opklimmen naar een federale structuur?" Daarmee geef ik tegelijkertijd de richting te kennen die ik de Europese Unie graag zou willen zien uitgaan.

262

Het is een proces sui generis en daarbij moet de positie van de Commissie en het Europees Parlement naar mijn gevoel versterkt worden. Buitenlandse zaken, defensie en justitie verkeren in een overgangsfase en de vraag is welke richting wij kiezen en naar mijn gevoel is dat die van de communautaire methode. Waarom zouden we hier niet dezelfde richting kiezen die u, tegelijk met uw vroegere collega Schmidt, gekozen hebt voor de Europese Monetaire Unie, voor de Europese munt? Beide, zou ik zeggen, zijn vergelijkbare, gevoelige onderwerpen voor de nationale lidstaten. Daarin past een gekozen voorzitter van de Europese Raad niet. Overigens wordt het probleem niet opgelost met een gekozen voorzitter zolang de grote lidstaten het niet eens zijn over het te voeren beleid en dat kun je naar mijn stellige overtuiging niet alleen oplossen met een gekozen voorzitter. Het zou ook betekenen dat hier een definitieve keuze gemaakt wordt over de intergouvernementele samenwerking op deze voor de burgers vitale terreinen. En tot op heden heb ik gelukkigerwijze heel weinig leden van deze Conventie die gekozen voorzitter van de Europese Raad horen verdedigen.

263 Het lost naar mijn opvatting ook  
niet het democratische deficit op  
wat toch een van de  
kernopdrachten van de Europese  
Unie is. Het marginaliseert de  
264 nieuwe positie van de hoge  
265 vertegenwoordiger en brengt het  
Europees Foreign Office naar  
mijn opvatting dichterbij onder de  
vleugels van de Raadsvoorzitter  
in plaats dat er een  
communautaire instelling van  
wordt gemaakt.

Dit voorstelonderdeel bedreigt  
ook het institutionele evenwicht.  
Ik sluit me aan bij Elmar Brok  
wat de discussie over de grote  
versus de kleine lidstaten betreft.  
Het roept die discussie onnodig  
op en ik behoor niet tot de  
mensen die daar erg gevoelig  
266 voor zijn omdat ik vind dat de  
267 richting en de keuze die we nu  
maken belangrijker zijn dan de  
vraag of de kleine en de grote  
lidstaten daarin zich het meeste  
herkennen. Ik denk wel dat wij  
hier mogen vaststellen,—en daar  
ben ik erg tevreden mee—, dat  
het Frans-Duitse voorstel uiterst  
belangrijke elementen bevat en  
ik juich dat voorstel toe met  
uitzondering van die ene  
component. Ik zou me willen  
aansluiten bij Dini wat betreft de  
positieve waardering over het  
voorstel als geheel, maar ik  
verzet me tegen het cruciale punt  
waar het gaat over de  
verhouding tussen de Europese  
Raad en de Europese Commissie  
en de machtsverdeling, die wordt  
beslecht in de richting van een  
interinstitutionele route.

Tot slot wil ik gezegd hebben  
dat al die lidstaten die pleiten  
voor een vetorecht, —ook mijn  
land dringt aan op het behoud  
van het vetorecht op het vlak van

het buitenlands beleid-, zich niet meer zullen kunnen beroepen op een effectief, slagvaardig, buitenlands beleid van de Europese Unie want dat wordt in de toekomst volkomen gefrustreerd als de mogelijkheid van een veto open blijft. Ik zou dus sterk willen pleiten voor de gekwalificeerde meerderheid van stemmen en met de versterkte samenwerking zoals ook in het Frans-Duitse voorstel is opgenomen. 1-029

268  
270  
271

272  
273  
Van der Linden (Parl.-NL). - Mr. Chairman, you started this discussion with an interesting talk on the European constitutional law and thereby you formulated several questions and your first question was: "Is the European Union slowly falling down to a federal structure?" I would formulate the question differently: "Is the European Union slowly rising up to a federal structure?" With that I indicate at the same time the direction I would like the European Union to take.

It is a process sui generis and thereby the position of the Commission and the European Parliament should, in my opinion, be reinforced. Foreign affairs, defence and justice are going through a transition period and the question is which direction to take and in my opinion it is the direction of the community method. Why wouldn't we choose the same direction as the one you chose together with your former colleague Schmidt for the European monetary Union, for the European currency? I would say that both are similar, sensitive subjects for national

member states. An elected President of the European Council doesn't fit into this. Moreover the problem is not being solved with an elected president as long as the large member states don't agree on which policy to conduct and to my positive conviction, this cannot be solely solved with an elected President. It would also mean that a definite choice is being made concerning the intergovernmental cooperation in domains which are so vital for the citizens. And fortunately, until now I haven't heard many members of this Convention defending this elected President of the European Council.

274  
275

]] A\_inform, report - B\_suggest (e.g. a solution) -

276  
277

]]]]]]]] A\_argue~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- A\_argue~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- A\_argue~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- A\_argue, g

In my opinion, it doesn't solve the democratic deficit neither, which is nevertheless one of the key missions of the European Union. It marginalises the new position of the High Representative and it puts the European Foreign Office more under the supervision of the council president instead of making a community institution of it.

This proposal component also threatens the institutional balance. I agree with Mr. Elmar Brok concerning the discussion about large versus small member states. It unnecessarily reminds me of that discussion and I don't belong to those who are terribly sensitive, for I believe that the direction and the choice we make now are more important than the question of whether the small and large member states receive a better position from it. I think we can notice here - and with that am I very satisfied - that the Franco-German proposal



contains extremely important elements and I welcome that proposal with the exception of that one component. I agree with Dini concerning the positive appreciation of the proposal as a whole, but I oppose on the vital point which concerns the relation between the European Council and the European Commission and the separation of powers, which is being determined in the direction of an inter-institutional route.

278  
279

] \*\*A\_argue~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

Finally, I would like to say, that all those member states that plead for a veto right, - my country also insists on the conservation of the veto right in the domain of foreign policy -, will no longer be able to call upon an effective, decisive, foreign policy of the European Union because that will be completely frustrated in the future if the possibility of a veto remains. Therefore I strongly want to plead for the qualified majority of votes and for the reinforced cooperation, as included in the Franco-German proposal.

280  
282  
284

]]]]]] \*\*A\_argue~ \*\*A\_argue~ A\_approve, admit as correct~ A\_approve, admit as correct~ B\_re  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

285  
288

1-030

Le Président. - Je vous remercie. Avant de poursuivre, nous avons trois cartons bleus. La parole est donc à Monsieur Einem.

1-031

Einem (Parl.-AT). - Herr Präsident, lassen Sie mich den Versuch unternehmen, ganz kurz etwas zum Vorschlag eines europäischen Ratspräsidenten zu sagen. Ich denke, der Europäische Rat ist nach Artikel 4 des EU-Vertrages das strategische Zentrum der Europäischen Union. Die Zahl

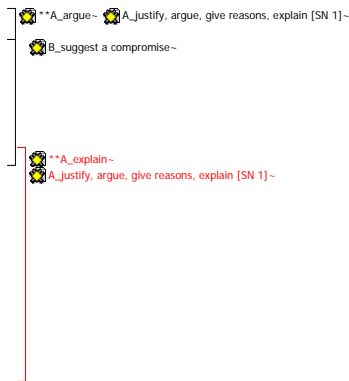
seiner Mitglieder rechtfertigt aus Gründen der Effizienz allenfalls eine kontinuierliche Vorsitzführung. Das ist eine

288  
289

gruppensdynamische, keine hauptamtliche und vor allem keine operative Funktion.

Daher kann man Ja sagen zum Recht des Europäischen Rates, sich einen Vorsitz zu wählen, aber es sollte keine operative Funktion, auch keine Außenvertretungsfunktion für diesen Vorsitzenden geben. Die Außenvertretung nimmt auch im deutschen Vorschlag der neue Außenminister wahr. Präsident soll also weiterhin nur der Präsident der Europäischen Kommission sein. Im Europäischen Rat brauchen wir allenfalls eine dienende Funktion für optimale Strategien in dieser Gruppe, aber nicht einen, der den Rat führt oder sich zu einem zweiten Präsidenten entwickelt.

290  
292



1-032

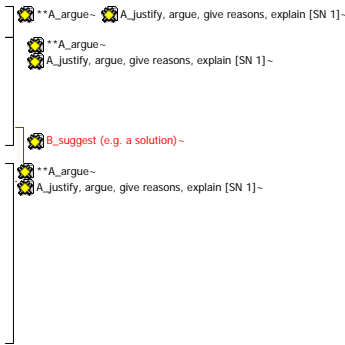
Heathcoat-Amory (Parl.-GB). - Mr President, just one point. There have been many calls during this debate for more powers for people's favourite Institutions, and indeed many contributors want more powers for all the existing Institutions. This is not a very disciplined way of going about our task; we are in danger of simply creating a Europe of presidents and politicians - more titles, more status, more powers for everybody. The public will not be impressed if we degenerate into a form of institutional bargaining, nor does this help us to discharge the Laeken mandate, which was to help us find a more democratic European Union, nearer to its

293  
294

people.

295  
298

On the Franco-German proposal - some want a minister president, some want a Commission President - there is no agreement, so we are ending up with both presidents. Instead, we ought to start to rank the proposals. From now on, I will give special marks to speakers who balance their calls for more powers for one Institution with calls for less for another. If I start to hear that in the debate, I will know that we are really getting down to business and starting to make some difficult decisions.



298  
299

1-033  
MacLennan of Rogart (Parl.-GB). - Mr President, in the discussions this afternoon on institutional balance, the attention has inevitably focused principally on that between the three executive and legislative bodies of the Union. But it is important that in the preparatory work we do for the Treaty, we give full attention to the work of the European Court of Justice. It is a vital instrument to ensure a proper constitutional development of the Union, to check abuses of power by the Institutions and, conceivably, to give the citizens access to remedies where there is violation of Union law. I hope that the Praesidium will institute at least a special group to give some thought to the role of the Court, its composition, powers and functioning in the new Europe.

1-034  
Costa (Parl.-PT). - Senhor Presidente, reagindo a algumas ideias e propostas que foram apresentadas, gostaria de

sublinhar aqui que o problema da igualdade dos europeus é uma das questões realmente sérias suscitadas por uma reforma institucional como esta, que tem em vista uma Constituição. É que não basta que as instituições exprimam e ponham em prática o princípio da igualdade dos cidadãos; para que a igual dignidade dos cidadãos e povos europeus seja efectiva é preciso que a igual dignidade dos Estados europeus se exprima também com visibilidade na concepção das instituições a emergir da reforma.

301  
302

Na reforma da função legislativa, a igualdade dos Estados deve traduzir-se no âmbito de um conselho legislativo, verdadeira câmara dos Estados, que discuta e delibere à vista dos povos e que compartilhe o poder legislativo com o Parlamento Europeu. Na reforma da função executiva, a regra respeitadora da igualdade referente à composição da Comissão, que foi recentemente ratificada por todos os Estados da União, é um bom exemplo do princípio segundo o qual "não devemos deitar fora o que não está mal para ir buscar pior". Na reforma do Conselho, e em particular na reformulação da Presidência, alguns políticos gostam de pensar que factores como a continuidade ou o full time são mais importantes para a eficácia política do que reformas funcionais ou do que a preservação de um critério de igualdade que se revista de efectividade e visibilidade.

303  
304

Ora, nós temos aqui falado muito de inteligibilidade e visibilidade. Pois bem, a

visibilidade institucional mais preciosa para a coesão entre os povos é que em todos possa suscitar a genuína percepção do reconhecimento da igualdade dos Estados. E, por isso, as propostas que emitem a mensagem oposta, não servindo uma ideia da Europa, dificultam realmente a aprovação final dos povos.

1-034



Costa (Parl.-PT). - Senhor Präsidente, reagindo a algumas ideias e propostas que foram apresentadas, gostaria de sublinhar aqui que o problema da igualdade dos europeus é uma das questões realmente sérias suscitadas por uma reforma institucional como esta, que tem em vista uma Constituição. É que não basta que as instituições exprimam e ponham em prática o princípio da igualdade dos cidadãos; para que a igual dignidade dos cidadãos e povos europeus seja efectiva é preciso que a igual dignidade dos Estados europeus se exprima também com visibilidade na concepção das instituições a emergir da reforma.

Es ist so, dass es nicht genügt, dass die Institutionen das Prinzip der Gleichheit der Bürger ausdrücken und in Tat umsetzen; um die gleichmäßige Würde der europäischen Bürger und Völker wirksam zu machen, ist es nötig, dass die gleichmäßige Würde der europäischen Staaten auch sichtbar in dem Konzept der Institutionen ausgedrückt wird, die aus der Reform auftauchen werden.

Na reforma da função legislativa, a igualdade dos Estados deve traduzir-se no âmbito de um conselho legislativo, verdadeira câmara

dos Estados, que discuta e delibere à vista dos povos e que compartilhe o poder legislativo com o Parlamento Europeu. Na reforma da função executiva, a regra respeitadora da igualdade referente à composição da Comissão, que foi recentemente ratificada por todos os Estados da União, é um bom exemplo do princípio segundo o qual "não devemos deitar fora o que não está mal para ir buscar pior". Na reforma do Conselho, e em particular na reformulação da Präsidência, alguns políticos gostam de pensar que factores como a continuidade ou o full time são mais importantes para a eficácia política do que reformas funcionais ou do que a preservação de um critério de igualdade que se revista de efectividade e visibilidade. Bei der Reform der Legislative, soll die Gleichheit der Staaten im Rahmen eines Legislatives Rats zum Ausdruck kommen, einem wahren Parlament der Staaten, das vor den Augen der Völker diskutiert und Beschlüsse fasst und die Legislative Macht mit dem EP teilt. Bei der Reform der Executive, ist die gleichheitbeachtende Regel über die Zusammenstellung der Kommission, die kürzlich von allen Staaten der Union ratifiziert wurde, ein gutes Beispiel für das Prinzip nach welchem "wir nicht wegwerfen sollten was nicht schlecht ist, um Schlimmeres zu suchen". Bei der Reform des Rats, und insbesondere bei der Reformulierung der Präsidentschafts, denken einige Politiker gerne, dass Faktoren wie Kontinuität oder die "Vollzeit"(full-time), wichtiger für die politische Wirksamkeit

311

 \*\*A\_argue~  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]~

312 sind, als funktionelle Reformen  
oder als die Bewahrung eines  
mit Effektivität und Sichtbarkeit  
ausgestatteten  
Gleichheitskriteriums.

313 Ora, nós temos aqui falado  
muito de inteligibilidade e  
visibilidade. Pois bem, a  
visibilidade institucional mais  
314 preciosa para a coesão entre os  
povos é que em todos possa  
suscitar a genuína percepção do  
reconhecimento da igualdade  
dos Estados. E, por isso, as  
propostas que emitem a  
mensagem oposta, não servindo  
315 uma ideia da Europa, dificultam  
316 realmente a aprovação final dos  
317 povos. Nun, wir haben hier über  
318 die Verständlichkeit und  
319 die Sichtbarkeit geredet. Nun, die  
320 wertvollste institutionelle  
321 Sichtbarkeit für die Kohäsion  
der Völker ist die, die in allen  
die echte Wahrnehmung der  
Anerkennung der Gleichheit der  
Staaten erwecken kann. Und, aus  
diesem Grund, erschweren die  
Vorschläge, deren Botschaft das  
Gegenteil ausdrückt, nicht einer  
Europäischer Idee dienend,  
wahrhaftig die endgültige  
Zustimmung der Völker.

315 ] \*\*A\_argue~ A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-  
316 ] \*\*A\_give reasons~  
317 ] A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- B\_threaten~

1-035

PRESIDENZA DE GIULIANO  
AMATO  
Vicepresidente

1-036

Bösch (Parl.-AT). - Herr  
Präsident, einige Kollegen haben  
in der vorangegangenen Debatte  
die Vorschläge gemacht, dass  
man den Präsidenten des Rates  
über mehrere Jahre hinweg  
wählen sollte. Ich möchte dieser  
Position entgentreten und  
dafür eintreten, dass man die  
halbjährliche Rotation, wie wir  
sie jetzt in der Europäischen

Union haben, beibehält. Ich sehe darin die einzige Möglichkeit, dass man die Betroffenheit aller Mitgliedsländer auch über mehrere Jahre hinweg erhält, und ich glaube, dass es besonders wichtig ist, dass jedes Land - unabhängig von irgendeiner Wahl und irgendwelchen Kräfteverhältnissen - die Möglichkeit haben muss, die Präsidentschaft innerhalb der Europäischen Union auszuüben.

Ich glaube, dass die Kontinuität dabei nicht gefährdet ist, weil die Kontinuität in der Politik der Union nicht eine personelle sein kann, sondern sie muss eine thematische sein.

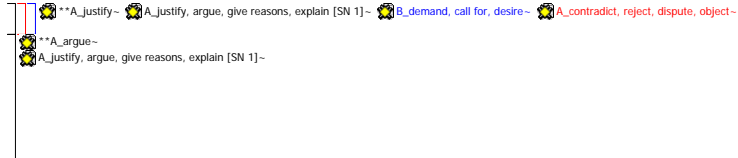
1-037

Κατηφόρης (Ch.E/G.-GR). - Κύριε Πρόεδρε, όπως μας είπε και ο Πρόεδρος Giscard d'Estaing στην - ας μου επιτραπεί να πω - θαυμάσια εισαγωγή του, έχουμε σήμερα, ελπίζω, αρχή και όχι τέλος του προβληματισμού. Πιστεύουμε ότι εδώ, σ' αυτή τη Συνέλευση, και όχι έξω από εδώ, σε άλλους χώρους, πρέπει να βρεθούν και οι διατυπώσεις και οι λύσεις για το νέο Σύνταγμα της Ευρώπης. Άλλωστε, η Ευρώπη, στα πενήντα χρόνια της ζωής της, έχει εντυπωσιακές προόδους. Άνοιξε μια νέα εποχή στην ιστορία της, και είναι λογικό η επιτυχία του παρελθόντος να γίνει οδηγός μας και για τα εγχειρήματα του μέλλοντος, μέσα στις νέες συνθήκες της πραγματικά μεγάλης Ευρώπης που αρχίζει τώρα τη ζωή της.

Πιστεύω ότι η επιτυχία του παρελθόντος στηρίχθηκε σε ορισμένες αρχές τις οποίες

323  
324

325  
328



328  
329



πρέπει να επαναβεβαιώσουμε:  
στη δίκαιη σχέση που  
επεκράτησε ανάμεσα στα κράτη  
μέλη και στην ισορροπία  
ανάμεσα στους θεσμούς.  
Γνωστή με την ονομασία  
κοινοτική μέθοδος, η ισορροπία  
αυτή πρέπει οπωσδήποτε να  
διαφυλαχθεί. Τα στοιχεία της,  
πρωτοβουλία της Επιτροπής,  
ειδική πλειοψηφία με  
περιορισμό όσο το δυνατόν της  
ομοφωνίας, συναπόφαση με το  
Κοινοβούλιο και το Συμβούλιο  
και έλεγχος του Ευρωπαϊκού  
Δικαστηρίου, είναι τα στοιχεία  
που πρέπει να ξαναεμφανισθούν  
σε οποιαδήποτε καλειδοσκοπική  
μεταμόρφωση των θεσμών και  
αν επινοήσουμε. Στα πλαίσια  
αυτά, ένας διαχωρισμός του  
Συμβουλίου σε νομοθετικό και  
εκτελεστικό θα ενίσχυε την  
κοινοτική μέθοδο. Επιθυμούμε  
επίσης να τηρηθεί σχολαστικά η  
αρχή της επικουρικότητας, αλλά  
χωρίς να επιβαρυνθεί με νέους  
ελέγχους, κατά τρόπο που να  
κινδυνεύουν να προκαλέσουν  
παράλυση της κεντρικής  
νομοθετικής λειτουργίας.

Η δεύτερη αρχή, κύριε Πρόεδρε,  
είναι ο κεντρικός ρόλος της  
Επιτροπής, που πρέπει να  
διαφυλαχθεί και να ενισχυθεί, με  
τον όρο της ισότητας των  
κρατών μελών, αλλά βεβαίως  
και με την ενίσχυση της  
δημοκρατικής νομιμοποίησης  
του Προέδρου της, που τη  
θεωρούμε ευπρόσδεκτη. Η  
δίκαιη σχέση ανάμεσα στα  
κράτη μέλη επιβεβαιώνεται με  
την αρχή της εκ περιτροπής  
Προεδρίας, που η διατήρησή της  
χωρίς νόθευση του χαρακτήρα  
της, είναι ζωτικής σημασίας για  
τον αυτοσεβασμό όλων μας.  
Ασφαλώς, πρέπει να γίνουν  
αναπροσαρμογές οργανωτικού

332  
333  
χαρακτήρα, αλλά μια Προεδρία  
που θα έχει την Ημερήσια  
Διάταξη του Ευρωπαϊκού  
Συμβουλίου, την Προεδρία του  
Συμβουλίου Γενικών  
Υποθέσεων και του COREPER,  
απαλλαγμένη βέβαια από το  
βάρος της επιτροπολογίας και  
από πολλά άλλα περιττά βάρη,  
μπορεί θαυμάσια να  
ανταποκριθεί στον ρόλο της  
στην εποχή των 25 κρατών  
μελών.

338  
336  
337  
338  
Πιστεύω, κύριε Πρόεδρε, ότι  
αυτά είναι τα κύρια στοιχεία  
μιας νέας θεσμικής δομής στην  
Ευρωπαϊκή Ένωση. Υπάρχει  
βεβαίως και ο νέος τομέας της  
εξωτερικής πολιτικής, και εκεί  
πράγματι η ιδέα του double-  
hatted επιτρόπου, μπορεί να  
αποδώσει, αν και θα ήταν σωστό  
να προσέξουμε να μην  
αρχίσουμε να χτίζουμε το  
οικοδόμημα της εξωτερικής  
πολιτικής από τα κεραμίδια,  
δηλαδή ορίζοντας εκείνον που  
θα την εκπροσωπεί, τη στιγμή  
που δεν έχουμε πολιτική.  
Καλύτερα να αποκτήσουμε  
πολιτική και, αφού την  
αποκτήσουμε, θα βρούμε και τον  
καλύτερο τρόπο να  
εκπροσωπείται. Πιστεύω πάντως  
ότι αυτά αρκούν και, πράγματι,  
διερωτάται κανείς τι θα  
προσέθετε σε όλα αυτά ένας  
Πρόεδρος του Ευρωπαϊκού  
Συμβουλίου εκλεγόμενος για  
μακρά περίοδο, αν όχι σύγχυση  
και περιττούς ανταγωνισμούς,  
που καλό θα είναι να τους  
αποφύγουμε.

1-037

Katiforis:

Mr. President, as President  
Giscard d'Estaing mentioned to  
us in his - may I be allowed to  
say - wonderful introduction, we

are today facing what is, I hope, the beginning and not the end of our reflections. We believe that here, in this Assembly, and not outside here, in other places, the formulations and the solutions for the new Constitution of Europe should be forged. After all, Europe, in the fifty years of the continent's life, has had impressive progress. A new era began in its history, and it is logical for the success of past to become our driver towards the future, in these new conditions of a truly extended Europe that is now beginning now her life.

339  
340

I believe that the success of past was supported by a certain set of values which we today need to reaffirm: on the fair relations between member states and on the balance between institutions. Known under the name "Community method", this balance should be safeguarded under any conditions. Its elements, initiative of the Committee, special majority with as much possible restriction of the unanimity rule, joint decision with the Parliament and the Council and control of the European Court, are the elements that should reappear in any possible transformation of institutions which we might devise. Under this framework, a division of the Council in a legislative and an executive part would strengthen the Community method.

341  
342

The second rule Mr. President, has to do with the central role of the Council, which should be safeguarded and even strengthened, with the equality of member states as a condition, but ,of course, with the

democratic legalisation of its President, which we consider welcome. The fair relation between member states is confirmed with the provision of the rotating Presidency, whose maintenance is of vital importance for the self-esteem of all of us. Certainly, readjustments of organisational character should be realized, but a Presidency which will be responsible for the Daily Provision of European Council, the Presidency of the Council of General Affairs and of the COREPER, exempted of course from unnecessary weights, can marvellously correspond in her role in the era of 25 member states.

343  
344

I believe, Mr. President, that these are the main elements of the new institutional structure in the European Union. There exists of course the new sector of foreign policy, and there indeed the idea of a “double-hatted” commissioner, can be fruitful, even if it would be prudent to be careful enough not to begin building our foreign policy from the tiles, that is to say not to begging by appointing the person that will represent the Union abroad, at the same moment when we do not have a common foreign policy to begin with. It would be better to decide on a common foreign policy first and, after shaping that policy, we then find the best possible way in which it will be represented. In any case, I believe that these are enough and, indeed, one would wonder what a President of the European Council elected for an extended term would add to all of this, if not confusion and unneeded

competition which should after  
all be avoided.

346  
347  
348

B\_demand, call for, desire~ B\_suggest (e.g. a solution)~  
\*\*A\_argue~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]~  
A\_assume, conjecture, believe~

1-038

Kiljunen (Parl.-FI). - Mr  
President, the Convention has  
waited a long time and not so  
patiently for the institutional  
debate truly to begin. That is  
why it is unrealistic to think that  
this two-day debate on this huge  
package is sufficient. The  
Praesidium must ensure by all  
possible means that the  
Convention can continue the  
debate on the Institutions in our  
future meetings. It would be  
unacceptable for the next step  
after this debate to be that the  
Praesidium presents draft  
articles on the Institutions.

350  
351

We all agree that the  
institutional structure of the  
Union needs improvement. But  
when making proposals, we  
must not lose sight of our aim.  
This is, firstly, to make the  
Union more effective; secondly,  
to increase the clarity of its  
decision making; and, thirdly, to  
make the Union more  
democratic. Changes fulfilling  
these requirements must be  
understandable to European  
citizens, not just to insiders such  
as us. Institutional balance is  
important; equally important is  
the balance and equality between  
Member States. Compromises  
that run against these principles  
should not be accepted by the  
Convention.

352  
353

Two cornerstones are essential  
to improving the institutional  
system. The first is to make the  
European Parliament a fully  
fledged co-legislator alongside  
the Council. Co-decision

procedure in legislative matters must be the main rule. The second cornerstone is a Council that is open and transparent. All its legislative deliberations should be public. In this context, the idea of dividing the Council into legislative and coordinative parts is very attractive. Another way to democratise and simplify is to make the simple double majority the rule in decision-making when the Council uses its qualified majority. It guarantees dual legitimacy by requiring a majority of the population of the European Union and a majority of its Member States. As a rule, the simple double majority is clear and durable; it would not require readjusting with future enlargements.

354  
355

356  
357

]] \*\*A\_justify~  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]~ B\_suggest (e.g. a solution)~

The accountability of the members of the Council to the national parliaments must be clear. National parliaments must have the means and possibility to consider all proposals for Union legislation before Council meetings. Moreover, cooperation between national parliaments and the European Parliament must be improved substantially. The changes to the role of the Commission must respect its original role as the engine of the Union; its collegiality must be maintained. Profound knowledge on the part of all Member States must be ensured at all levels of Commission decision-making.

Finally, last Friday the Grand Committee of the Finnish Parliament adopted a written opinion on the institutional questions of the Convention. We are very hesitant about any proposals to create new

institutions. The proposal to choose a long-term permanent president for the European Council does not simplify and clarify decision-making, nor make it more democratic. On the contrary, it would just create a new institution and a new power centre, with more bureaucracy.

]]]]]] A\_justify- B\_reject, decline, refuse- Fall\_eu praesident - blau A\_claim (facts and values)- A\_inform, report-  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

Furthermore, according to the opinion of my parliament, the 'Congress of the Peoples' as proposed would not even become a power centre, but an expensive and unnecessary talking shop.

(Applause)

1-039


President. - Thank you Kimmi. You are always great.

1-040

Eckstein-Kovacs (Parl.-RO). - L'excellente qualité des travaux qui se sont déroulés jusqu'à présent et qui ont été concrétisés au travers de l'avant-projet du Traité constitutionnel nous permet d'exprimer la ferme conviction que l'Union européenne pourrait représenter désormais, et pour longtemps, une construction solide et moderne suite à la réforme institutionnelle qui doit assurer, dans les conditions de l'élargissement à vingt-cinq et plus tard à vingt-sept Etats, une grande clarté, légitimité et efficacité.

Pour qu'un système institutionnel unique tel que nous le concevons puisse devenir crédible et efficace, il est nécessaire que les procédures soient adaptées conformément à ce qui est déjà acquis, à savoir la légitimité de l'Europe comme

une Union des Etats, des peuples et des citoyens. Le Conseil européen a comme principale tâche, conjointement avec la Commission, de décider des grandes orientations politiques et stratégiques de l'Union, d'établir et de coordonner la politique étrangère et de sécurité de l'Union. Selon moi, les travaux du Conseil doivent gagner en visibilité et transparence, en rendant possible l'accès de la presse et du public à toutes les phases de ces travaux durant l'exercice de la fonction législative.

370  
371 \*\*A\_argue~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

Dans le cadre d'une Europe élargie, la règle de la prise de décision doit être la majorité qualifiée. En ce sens, l'idée de l'élection du Président du Conseil soulève quelques problèmes. L'une des propositions formulées par les hommes politiques et les citoyens était que l'Union européenne s'exprime d'une seule voix. Or, l'existence d'un président du Conseil et d'un président de la Commission pourrait aller à l'encontre de l'achèvement d'un tel souhait. D'autres problèmes pourraient également apparaître en ce qui concerne la délimitation des compétences en matière de politique étrangère entre le président du Conseil et le futur Ministre des Affaires étrangères, dont la désignation me semble incontestablement nécessaire. Si les arguments réels qui plaident en faveur de la création d'une fonction de président du Conseil se révèlent décisifs, j'estime que ce président devra être directement élu parmi les membres du Conseil, pour une période de deux ans et demi, à la



majorité qualifiée des membres du Conseil, et avec instauration d'un système de rotation entre les chefs d'Etat ou de gouvernement représentant les pays, quelle que soit leur taille. De même, la Commission européenne doit rester le moteur de la construction européenne après l'élargissement. Selon moi, le président de la Commission devrait être élu par le Parlement européen à la majorité qualifiée et ensuite approuvé par le Conseil également à la majorité qualifiée. Il est souhaitable que tous les pays de l'Union soient représentés dans le Collège de la Commission. **En ce qui concerne l'action extérieure de l'Union, il est nécessaire que celle-ci soit cohérente. Cela implique que les fonctions de Haut Représentant et de commissaire chargé des relations extérieures soient exercées par une seule et même personne: un Ministre européen des Affaires étrangères.** En ce qui concerne le rôle des parlements nationaux, je suis entièrement d'accord avec le projet de contribution élaboré par Monsieur Haenel. Permettez-moi de conclure en disant que pour mettre en œuvre des bonnes politiques, on fait d'abord de bonnes Institutions.

372  
373

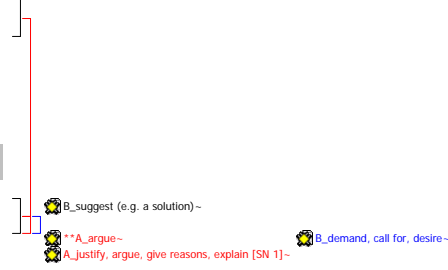


1-041

Bruton (Parl.-IE). - Mr President, our debate must provide answers to the questions asked of us by the people who set us up at Laeken. They asked us specifically: should the President of the Commission be directly elected by the citizens? I say 'yes' to that and have tabled a proposal. They asked us if a European electoral constituency should be created. I say 'yes' to that too. They asked us if the

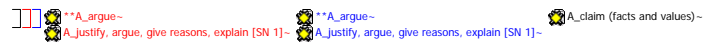
way in which we elect the European Parliament should be revised. I say 'yes' to that. I favour an electoral system that brings Members of the European Parliament much closer to their constituents in each locality. This presupposes small constituencies with the proportional representation system and the avoidance of a list system which tends towards elitism.

375  
376



The overriding challenge is for Europe to create more democracy, more popular democracy. Democracy comes first on the list of topics in the Laeken Declaration - before transparency and before efficiency. That order is right. Europe needs more democracy. Europeans need to feel that they can change their government at European level, just as they can at home.

377  
378



379  
380

In that context, the Franco-German proposal is to be regretted in some aspects. First, it would upset the balance of the institutions and undermine the separation of powers that is so vital to Europe's success. Secondly, it fails to respond sufficiently to the citizens' demand that they themselves, as citizens and voters, decide democratically who governs Europe.

To start with the balance of power, the proposal said that the new Council president would ensure follow-up to the European Council's decisions. This proposed follow-up role would clearly take over the job that the Commission is now doing and would subordinate the

Commission to the Council in a new and very dangerous way.

The fact that it is proposed that the President of the Commission be elected by the European Parliament, be able to be dismissed by the European Parliament, but have no power to seek a dissolution of Parliament in the event of a dispute means that the Commission President would be put in a fatally subordinate position in relation to the European Parliament. I am opposed to that. Subordination of the President and the Commission to a political majority in Parliament goes against the whole Community method.

381  
382

] \*\*A\_give reasons-  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- A\_contradict, reject, dispute, object-

My second concern relates to democracy. France and Germany propose that the Commission President be elected by a three-fifths majority of Parliament after an election. This will not give the people a real say. The three-fifths requirement would mean that the person to be elected as President of the Commission could not be readily identifiable to the people in advance of the European Parliament elections because it is impossible to know what the three-fifths majority in any parliament will be in advance of an election. The decision on who will be President of the Commission will therefore be made in a private deal after the election, just as the proposed president of the European Council would also emerge from a private deal amongst prime ministers.

383  
384

] \*\*A\_argue-  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

So all we are left with to give effect to direct popular European democracy is the existing system

of European Parliament elections. These elections are not truly European elections. The issues that decide them are national issues, not European ones. We need to review the system of electing the European Parliament. Few citizens know who their MEP is. MEPs often have inefficient incentive to contact voters because they are insulated from defeat by a high place on a list.

385  
386

] A\_assume, conjecture, believe~

387  
388

The Convention must remember that democracy is not only government of the people for the people, it is also government by the people.

390

1-042

Balázs (Gouv.-HU). - Merci Monsieur le Président. C'est avant tout l'élargissement de quinze à vingt-cinq qui constitue un défi immédiat à l'efficacité de toutes les Institutions de l'Union. Ce fait est précisément constaté dans le dernier point de la note de la Présidence qui devrait se trouver tout au début de la liste des priorités.

Au cours des travaux de la Convention, la catégorie de nouveaux Etats membres n'ont pas souvent été mentionnée. Les représentants des pays candidats se sont mêlés à l'ensemble des participants de la Convention, leur position étant déterminée par les priorités de la politique intérieure, par leur dimension et location géographique etc. Ils ont partagé les soucis des Conventionnels. Pourtant, d'après mes observations personnelles, quelques motivations fondamentales les unissent. Ils supportent avec enthousiasme toutes les mesures qui servent l'efficacité de l'Union. Leur grande majorité

étant de moyenne ou de petite taille, ils favorisent le renforcement de la méthode communautaire. Ayant regagné leur souveraineté nationale il y a une dizaine d'années, ils sont très sensibles à l'égalité politique des Etats membres, à leur présence à tous les niveaux et instances des structures de l'intégration.

391  
392

\*\*A\_argue~  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]~  
 A\_claim (facts and values)~

Quelques idées qui flottent dans l'air de la Convention devraient être reconsidérées à la double lumière de l'efficacité et de l'élargissement. En ce qui concerne, par exemple, un deuxième Président de l'Union, notamment à la tête du Conseil européen, je ne vous citerai pas Monsieur Kissinger mais un proverbe hongrois qui dit que dans une auberge, il n'y a de place que pour un seul flûtiste.

393  
394

Une organisation ou un Etat est mieux représenté et symbolisé, à l'intérieur tout comme à l'extérieur, par une seule personne. Si deux personnes jouent de la musique, on risque la cacophonie. De plus, le concept, très juste au demeurant, d'avoir un représentant de la politique extérieure commune ajouterait à cette structure une troisième dimension. Ainsi, un trio devrait jouer la musique. Je me demande pourquoi, au lieu de simplifier et d'unifier, l'idée de la Sainte Trinité revient toujours dans les structures de l'intégration européenne. Trois communautés, trois piliers et maintenant le père à la tête du Conseil européen, le fils s'occupant des relations extérieures et le Président de la Commission qui garde l'esprit européen.






\*\*A\_argue~  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]~

Monsieur le Président, les

travaux de la Convention prennent une forme de plus en plus concrète. Ces résultats peuvent influencer les décisions de la CIG qui y fera suite. C'est dans cette perspective que j'émetts la proposition suivante. Nous avons salué lors de notre dernière session plénière la fin des négociations d'adhésion. Une nouvelle étape sera franchie par la signature du Traité d'adhésion le 16 avril prochain. Dès le lendemain, nos pays seront dotés d'un statut d'observateurs actifs. Je considère que le moment est venu pour que la qualité de la participation à la Convention soit aussi ajustée à ce changement. Par conséquent, je propose qu'à partir du 16 avril 2003, les dix pays ayant conclu avec succès les négociations d'adhésion obtiennent les mêmes droits que les Etats membres actuels de l'Union. Je vous assure que d'un point de vue pratique, ces mesures proposées auraient une portée plutôt symbolique mais seraient hautement appréciées par les futurs Etats membres. Un tel geste favoriserait le succès des référendums sur l'adhésion dans les pays candidats. J'espère que cette proposition sera soutenue et approuvée par le Praesidium et qu'une liste de décisions adéquates du Conseil européen prochain aura lieu. Merci Monsieur le Président.

395  
398

398

]]]]  \*\*A\_give reasons-  A\_contradict, reject, dispute, object-  B\_demand, call for, desire-  B\_reject, decline, refuse-  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

1-043

Presidente. - Il Collega Balázs ha dimostrato così che l'Europa è fedele alle sue radici cristiane, anche se si rifiuta di dirlo nelle sue Convenzioni. Questo è un fatto. Collega Balázs has demonstrated therefore that Europe is faithful to its Christian roots, even if refuses to say it in

399  
400

its Conventions. This is a fact

1-044

402  
403

De Rossa (Parl.-IE). - Mr President, the moment has arrived for the Convention to talk about power, how we use it and who wields it. For that reason, we have to be clear about the guiding principles we need to apply in making our decisions in this area.

404  
405

The various directions we might take have been very usefully outlined. I favour the continued evolution of the hybrid method we have at the moment, which is moving inexorably towards a more federalist system. But that will take time. Federalism,

]]\*\*A\_argue~  
]]A\_Justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

406  
407

properly defined, means centralising only those things that we need to centralise in order for the Union to work positively at international level and to ensure that it can act effectively, economically and socially in those matters which have been delegated to it by the Member States.






]]\*\*A\_argue~  
]]A\_Justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

Equality of Member States is one of the guiding principles that has to be maintained. It is an absolute principle and is particularly important in view of the pending enlargement of the Union. Maintaining the existing balance between the Institutions is also important. For that reason, the current proposal in the Franco-German paper, relating to electing a standing president of the Union, risks rebalancing the Institutions to the detriment of the role of the Commission.

I argue for the primacy of the Community method. It has to be

centred on a Commission which has enhanced legitimacy. The way we can enhance that legitimacy is by directly linking the election of the President of the Commission to the European Parliament and thereby the people. The non-partisan nature of that role can be maintained by ensuring that there is a three-fifths or two-thirds majority, for example, required for such an election.

408  
409

]]]]  \*\*A\_justify~  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-  B\_demand, call for, desire-  A\_contradict, reject, dispute, object-  B\_demand, call for, desire-

The central role of the Commission cannot be overemphasised. We need a strong and effective Commission to serve the general interests of the people and the Member States, and to protect the fundamental principles and values of the Union. The Commission has to be balanced, in terms of how it is drawn from the Member States also.

410  
411412  
413

The Paris Summit statement of 1972 argued that it was necessary to attach as much importance to vigorous action in the social field as to the achievement of economic and monetary union. It is absolutely imperative that we pursue social solidarity. This must be reflected in our institutional arrangements in the Treaty provisions for social dialogue, social inclusion and public services.

1-045

Tiilikainen (Ch.E/G.-FI). - Mr President, the EU's legitimacy and efficiency form the two major challenges to the Union's political system. This was also confirmed by the European Council in its Laeken Declaration. The Convention should therefore ask itself how it can best respond to these



415  
416

challenges. The weak popular legitimacy of the EU could be best addressed by asking how the EU, with its Institutions and policies, could be made more relevant to ordinary citizens.

417  
418

This goal can in part be promoted by European and in part by national means, neither of them, however, necessitates the involvement of any new institutions. One should improve public awareness of the current powers of the European Parliament, which are much larger than people usually believe. Simplification of the forms of legislative power contributes to that. I greatly support the scope of the co-decision; the method of secret diplomacy must be replaced as the core legislative method of EU policy-making by ordinary political debate. The legislative activities of the Council should be made open to the public.

]]]] \*\*A\_argue~  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]~ A\_claim (facts and values)~ B\_suggest (e.g. a solution)~

419  
420

A stronger political connection and accountability must exist between the legislative and executive powers at EU level. The President of the Commission should be elected by the European Parliament with an appropriate qualified majority. The European Council should however, approve the choice - again, with an appropriate qualified majority. The Commission's composition should be based upon equality between Member States. Quality and equality of the Commission's members should form the agreed principles for the Commission's work.



] \*\*A\_argue~  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]~

Neither does reinforcement of the Union's efficiency

necessitate the creation of any new institutions. In an enlarged Union, the capacity to take decisions requires more majority voting and more coherent and streamlined instruments for the implementation of decisions. When the Council takes decisions on the basis of qualified majority, this majority should be determined as a majority of the Member States and populations. The European Union can be made more efficient by letting the Commission take a firmer grip on those functions it was once established for: the right of initiative, the external representation of the EU and monitoring compliance with the Treaties. The Commission should plan legislative activities, and the Council together with the European Parliament take decisions. This efficient and balanced procedure, known as the "Community method" should be spread to new policy areas.

421  
422

423  
424

||  \*A\_argue~  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]~  B\_demand, call for, desire~

One important element, mentioned here by many people and linked with the "Community method", concerns the competencies of the European Court of Justice. These should be extended to the current second and third pillars, as a part of the abolition of the Union's pillar structure.

The rotating presidency of the Council has become cumbersome only because it has started to be loaded with inappropriate tasks. Originally, the presidency was a purely administrative function, that, in the course of history has been burdened with more and more political tasks. When these tasks,

starting with policy planning and implementation of external action, are returned to the Commission, the presidency will easily be able to continue to rotate - at least in the European Council, the General Affairs Council and COREPER.

425  
426

In other Council formations and at lower levels other types of solutions can be used. If we reject rotation, we lose permanently one very important expression of equality with the Member States in the Union. There is no place for a president figure in a purely democratic and legitimate Union. The Union's problems relating to democracy and efficiency should be solved by means of a "bottom-up" strategy, by rationalising and streamlining the present Institutions and decision making-systems, not by building new elitist organs on top of them.

427  
428

]]]] \*\*A\_argue~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- \*\*A\_argue~ A\_establish, mention-

429  
430  
431  
432  
434  
435  
436

]]]] \*\*A\_argue~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- B\_suggest (e.g. a solution)- B\_demand, call for, desire- B\_reject, decline, refuse-  
] A\_assume, conjecture, believe-

A long-term EU Presidency would become a serious competitor to the Commission and would blur the division of labour between these organs. It would become an organ requiring its own bureaucracy and without any political accountability. Bluntly, it would become an organ that does not belong to twenty-first century Europe.

(Applause)

1-046  
PRESIDENCE DE M.  
GISCARD D'ESTAING

Le Président.- La parole est à Monsieur Peterle.

1-047

438 Peterle (Parl.-SI). - Chers  
collègues, à la base de ce débat  
institutionnel se trouve une  
révolution des nombres. Il ne  
439 s'agit pas simplement de savoir  
440 combien de personnes seront  
désormais amenées à décider,  
mais de quoi on décidera et dans  
quelles institutions.

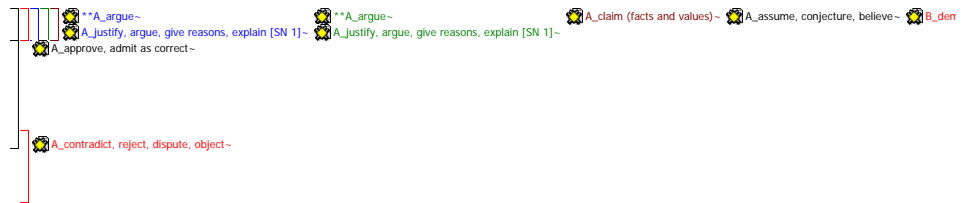
Après l'élargissement, il faudra  
que nous conservions l'équilibre  
entre le Conseil, le Parlement et  
la Commission, et je pense que  
nous serons en mesure de  
respecter les critères de Laeken  
si, dans ce débat, nous tenons  
compte de la vision  
communautaire des Pères de  
l'Europe. Donc, dans ce sens, je  
suis pour renforcer le rôle du  
Parlement européen. La  
441 codécision doit être la règle  
442 générale et le Parlement  
européen doit élire également le  
président de la Commission; il  
doit détenir aussi l'autorité  
budgétaire sans faire de  
différence entre dépenses  
obligatoires et non obligatoires.  
Je crois que la Commission  
devrait conserver son droit  
d'initiative, devrait conserver son  
rôle en matière de politique  
étrangère et je crois que tous les  
États membres doivent pouvoir  
avoir un commissaire. Les  
nouveaux membres ont besoin  
d'acquérir de l'expérience à la  
Commission et il sera peut-être  
acceptable ultérieurement de  
réduire le nombre de  
commissaires, à la limite, dans le  
cadre d'une rotation.

En ce qui concerne le Conseil, le  
pouvoir législatif devrait être  
ouvert à l'opinion publique et la  
révolution des nombres ne  
devrait pas être un argument en  
soi. [La rotation de la présidence](#)

présente, à mon avis, plus d'avantages que de désavantages. En plus, elle peut améliorer les choses en aidant notamment les petits pays, mais il faut conserver le principe de l'égalité. Si la majorité devait être contre, nous devrions accepter également le principe de la double casquette. Avoir un président pour le Conseil pourrait porter préjudice au rôle de la Commission. Je pense qu'au contraire, après l'élargissement, il conviendrait d'approfondir et de renforcer le rôle de la Commission. On ne peut pas avoir deux cuisiniers dans une cuisine. C'est ce que l'on a vu à plusieurs reprises.

443  
444

445  
448



En ce qui concerne la proposition franco-allemande, je suis pour tous les éléments concernant la codécision. Je suis pour les décisions prises à la majorité. Mais l'idée d'un président permanent pose plus de questions qu'elle ne donne de réponses.

1-048

Follini (Parl.-IT). - Signor Presidente, le Istituzioni dell'Unione saranno tutte messe a dura prova dall'allargamento verso nuovi paesi. La nostra Convenzione nasce da questa consapevolezza e il dibattito che si è svolto finora cerca di farvi fronte con proposte ora ragionevoli e ora più fantasiose. E' evidente che nel Consiglio una rotazione semestrale tra venticinque e più paesi rischia più facilmente di allontanarli che di associarli al governo dell'Unione; è evidente che nella Commissione riesce difficile moltiplicare per venticinque le missioni e le competenze, ed è

448 evidente che un vero Parlamento europeo richiede un elettorato europeo in quanto tale. Le proposte emerse fino ad ora e, soprattutto, le proposte che mirano a definire rapporti sinergici tra Consiglio, Commissione e Parlamento sono improntate all'esigenza di evitare quelli che vengono definiti i giochi a somma zero. Tutti si sono mossi tenendosi alla larga dalla tentazione di far crescere una istituzione a spese delle altre, e tutti siamo consapevoli che la nuova architettura dovrà basarsi su un rafforzamento simultaneo e coordinato di tutt'e

449 tre le Istituzioni. Questo ci spinge, ovviamente, verso un compromesso, strada obbligata che conduce al buon esito della Convenzione. Il compromesso che sembra più facile è quello di cui si parla di più: un Presidente del Consiglio che abbia una più lunga durata, un Presidente di Commissione eletto dal Parlamento: una guida a due mani del processo di integrazione o, se si vuole restare alle metafore in uso nella nostra Convenzione, una sorta di tartaruga a due teste. Il raccordo tra Consiglio e Commissione verrebbe sottolineato, oltre che dai buoni rapporti che si spera intercorrano tra i due Presidenti, dall'unificazione delle competenze affidate a colui che dovrebbe diventare il Ministro degli esteri dell'Europa. Non escludo che si possa percorrere questa strada, ma non è l'unica strada che abbiamo a disposizione, ed è una strada che, a mio giudizio, contiene alcune insidie. Io credo che un solo Presidente che coordini insieme il Consiglio e la Commissione - un Presidente

con due cappelli, come si dice - renderebbe più forte il legame tra le due Istituzioni, eviterebbe il rischio altamente prevedibile di un conflitto di competenze e di personalità e darebbe più impulso al processo di integrazione. Ovviamente, una simile soluzione dovrebbe essere bilanciata da un fortissimo sistema di garanzie parlamentari e da una prassi di diffusa collegialità. Il senso comune ci segnala che si tratta di una soluzione ardita e improbabile, ma il senso comune ci ricorda anche che, di fronte alle difficoltà, la tradizione europeista si è affidata spesso a soluzioni ardite e improbabili: tale era l'euro fino a pochi mesi prima, tale era la riunificazione. Esplorare questa possibilità, quella di un presidente unico, per quanto difficile, fa parte, credo, della vocazione di questa Convenzione.

450  
451  
452  
453  
454  
455  
456  
457

] 🌟 B\_suggest a compromise-



🌟 \*\*A\_justify~  
🌟 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

🌟 \*\*A\_argue~  
🌟 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

🌟 Fall\_eu praesident - blau 🌟 A\_approve, admit as correct-

458  
459  
460  
462

1-049

PRESIDENCE DE M.  
GISCARD D'ESTAING  
Président

Le Président.- Je vous remercie.  
Nous allons suspendre la séance.  
Nous reprendrons à 18 h  
précises. Nous avons encore  
trente orateurs. Nous  
commencerons par Madame  
Hübner et par Madame Azevedo.  
La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 17h30,  
est reprise à 18h00)

1-050

Hübner (Gouv.-PL). - Mr  
President, the natural evolution  
in institutional power and  
influence has provoked a feeling

of stability and soundness in the institutional European framework. It has its merits. Clearly each enlargement enlarges the Institutions and their renovation is needed. However, we should consider it both from the efficiency point of view and that of representativity.



463  
464

It is obvious that the extension of qualified majority voting in the Council does not solve the problem of the size of the Institution. There is a clear difference between the political and managerial dimensions of the institutional inefficiencies. They are, however, closely related and better management can add to the political accountability of European Institutions.

465  
466

467  
468

469  
470

 \*\*A\_argue-  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

Concerning the Court of Justice, we must not overlook the fact that it is overloaded and the delays in handling cases have a distorting effect not only on the single market but also on public opinion.

Regarding the European Parliament, I cannot, at this stage, imagine that the creation of Euro-constituencies with transnational lists will do anything to reinforce the credibility of Parliament. It is probably the opposite which is needed - a strengthening of the local identification of Members with their constituents.

On the European Commission, whether right or wrong, the Commission is seen as largely impervious to people's concerns. We need to expose it more to the test of democracy. This can be done partly by ensuring the



471  
472

objectivity of the Commission's work. The reform of comitology has already been mentioned. It also needs the members of both the Council and the European Parliament to expend more effort on explaining the role of the Commission to the public.

473  
474

Designing a system in which the President of the European Commission would be elected by an enhanced majority of Members of the European Parliament and then approved by a qualified majority vote of the European Council is a step we have to take to open up to the citizens. At the same time, everything possible should be done to avoid unnecessary politicisation of the European Commission. The independence and authority of the Commission's judgements flow from its politically neutral character. We should therefore not make it tick to the tune of a majority in the European Parliament. One way to avoid such a situation would be to base the selection of candidates on the support of a given number of Members of the European Parliament rather than the support of the political groups.

On the presidency and the president of the Council, efficiency in the future European Union can be best served by clear leadership, which is the expression of the will of the Member States. There are no perfect solutions which would meet such requirements. Electing the president of the European Council for a term of about two-and-a-half years is an attractive idea from the point of view of continuity of policy

making. We must decide, however, whether we are looking for a political leader or a good manager. It is also true that the rotation system is the best possible expression of equality among Members of the Union. It is also a good way to make the public identify with European integration. Therefore, I would be strongly in favour of preserving the system of rotation for the sectorial Council so as to enable countries, perhaps grouped in tandems or troikas, to make a comprehensive imprint on the Union.

475  
476

477  
478

As for foreign policy, it is bound to become a testing ground of a quite new and creative approach to managing the Union's affairs. A double-hatted foreign secretary for the Union will create the much-needed synergy between activities of the Commission and the Council. This is not to say that the foreign secretary would be easily able to change hats from one to the other. In fact, he or she might need a junior colleague, who would be responsible for managing the Community aspects of the dossier.

\*\*A\_argue~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]~  
\*\*A\_argue~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]~

B\_demand, call for, desire~

B\_suggest (e.g. a solution)~

1-051  
Skaarup (Parl.-DK). - Hr. formand, det er min opfattelse, at Præsidiets leder af det, jeg vil betegne som en slags effektivitetsbesættelse. Hele debatten har et omdrejningspunkt, der handler om effektivitet. Vi snakker slet ikke om at sikre medlemsstaternes indflydelse på det, der foregår, og sandheden er vel egentlig, hvis Præsidiets effektivitetsbetragtning drives ud i sin yderste konsekvens, at man

går efter en europæisk forbundsstat, sådan nærmest efter fransk model - Ludwig d. XIV-modellen - og jeg mener ikke, at nogen kan have interesse i, at vi gør tingene så effektive. Kernen i hele denne diskussion burde efter min opfattelse ikke være effektivitet. Kernen burde være en erkendelse af, at de europæiske befolkninger ikke interesserer sig ret meget for, hvad der foregår i EU-systemet. Det fremgår tydeligt af den tilslutning, der er til valgene til Europa-Parlamentet, den manglende høje stemmeprocent. Og derfor mener jeg også, at det er uheldigt, at der i Præsidiets papirer ikke står noget om de nationale parlamenters rolle, der står noget om alle de andre grupperes rolle, Europa-Parlamentet, Kommissionen osv., men der står ikke noget om de nationale parlamenters rolle, den er ikke-eksisterende.

Derudover synes jeg også, at Præsidiets papirer er gennemsyrede af en angst for at åbne dørene for, hvad der foregår i EU-systemet. Åbenhed er efter min opfattelse en forudsætning for, at man kan få tingene til at fungere, de gode ting der er: miljøområdet, det indre marked og lignende, hvor EU efter min opfattelse virkelig har en funktion.

Så er der ideen om at indsætte en europæisk præsident, som vi har al mulig grund til at tage klar afstand fra. Vi skal ikke have en præsident, for der er ingen folkelig opbakning til en sådan. Og for mig at se har ingen andre end landenes egne regeringschefer demokratisk legitimitet i forhold til landenes

484 borgere. Det er landenes egne  
485 regeringschefer, der bør være de  
fremtrædende her.

486 Jeg mener heller ikke, at vi skal  
487 overgå til en øget anvendelse af  
kvalificeret flertal, veto retten  
skal bevares, ellers er det en  
forbundsstat, der bliver etableret.

488 Så i det store hele er der  
489 problemer i det her. Som en  
490 sidebemærkning vil jeg dog hilse  
491 det velkomment, som formanden  
for Konventet, Giscard  
d'Estaing, udtalte til Financial  
Times, nemlig at der skulle  
lægges grænser for EU's magt på  
en række områder. Problemet er  
så EF-Domstolen, som ikke er  
forpligtet til andet end at arbejde  
for beslutninger, afgørelser der  
virker i retning af en stadig  
tættere Union. Da ser jeg det  
som et afgørende problem ved  
formandens udkast, at man ikke  
er sikker på, at det har juridisk  
gyldighed, nemlig i forhold til  
EF-Domstolen. Det kommer vi  
til at diskutere ved en anden  
lejlighed.

1-051 Translation

Skaarup (Parl.-DK). Mr.  
President, it is my understanding  
that the Chairmanship is  
suffering from what I would call  
an efficiency obsession. The  
whole debate has a point of  
rotation that is about efficiency.  
We are not at all talking about  
securing the influence of the  
member states on what is going  
on, and the truth is probably that  
if the efficiency consideration of  
the Chairmanship is taken out in  
it's outer consequence, that one  
goes for a European federal state  
almost like a French model - the  
Ludwig xiv model - and I do not  
mean that somebody can not  
have interest in that we do the




things that efficient. The core of this discussion should in opinion not be efficiency. The core should be a recognition of that the European populations are not very much interested in what's going on in the EU system. That is clearly seen in the participation of the elections to the European Parliament, the lacking vote percentage. And therefore I also think that it is 492 unfortunate that it is not mentioned in the papers from the Chairmanship anything about the role of the national parliament. It is mentioned something about 493 the role of all the other groups, European Parliament, Commission etc, but nothing is mentioned about the role of the national parliaments, that is non-existing.

494 Apart from that, I also think that the papers from the Chairmanship are based on a fear of opening the doors for whatever is happening out there in the EU system. Being open is in my opinion a prerequisite for making things work, the good things that are: environment area, the internal market and so on, where EU in my opinion really has a function.

Then we have the idea of inserting a European president, which we have all reasons to clearly dissociate from. We will not have a president, because there are no people behind such one. And to me it seems as no others than the own leaders of the countries any democratic legality to the citizens of the countries. It is the leaders of the own countries that should be leading here.

I do not either mean that we should change to a increased use of qualified majority, the right of

495 veto must be protected, if not it  
is a federal state that is  
established.  
So all in all there are problems  
with this. As a side comment I  
will nevertheless welcome that  
what the chairman for the  
Convention, Giscard d'Estaing,  
said to Financial Times, namely  
that there should be made limits  
for the power of EU in many  
498 fields. The problem is then the  
498 EF Court which is not obliged to  
899 anything else than to work to  
make decisions, decisions that  
work towards a closer Union.  
Then I see a crucial problem  
with the draft of the chairman,  
than one is not sure whether it  
has legal validation, namely  
towards the EF-Court. That we  
will discuss later.

 \*\*A\_give reasons-  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-  
 B\_reject, decline, refuse-

1-052

Azevedo (Parl.-PT). - Senhor  
Presidente, no presente momento  
histórico seria impensável não  
questionar o funcionamento das  
instituições europeias, sobretudo  
depois dos recorrentes alertas  
para a inadequação futura da  
estrutura actual aos desafios do  
alargamento e da passagem ao  
patamar da arquitectura política  
europeia. É que uma União  
alargada tem de adaptar-se, não  
só para manter o seu dinamismo  
e a sua capacidade de acção mas  
também para poder dar resposta  
às expectativas dos cidadãos  
europeus. E, para atingir tais  
objectivos, a União não precisa  
nem de mais nem de outras  
instituições; o desafio consiste,  
antes, em reforçar a sua  
dimensão democrática e em  
tornar a moldura institucional  
existente mais operativa, não  
mais complexa. E este esforço  
não deve ser minimizado ou

501 ensombrado pela tentação de  
502 aproveitar a oportunidade para  
abrir de novo um espaço de  
partilha de poder.

503 No tocante às três principais  
504 instituições europeias, a futura  
reforma há-de desenvolver uma  
dimensão apoiada em quatro  
eixos fundamentais que  
transversalmente lhes são  
comuns: mais eficácia, maior  
simplificação, maior  
inteligibilidade e mais  
transparência deverão ser as  
palavras de ordem deste esforço  
em favor da boa governação.  
Serão medidas essenciais para  
que as instituições ganhem a  
confiança dos cidadãos e o  
projecto europeu consiga a  
505 respectiva adesão e mobilização.  
506

Em termos substantivos, quanto  
à Comissão, a primeira exigência  
de uma Europa alargada reside  
em especial na qualidade da sua  
Comissão. Uma Comissão  
independente, dotada de uma  
legitimidade democrática  
indiscutível e reforçada, uma  
Comissão em que a eleição do  
seu presidente pelo Parlamento  
Europeu será já um sinal  
inequívoco desta intenção, uma  
Comissão capaz de exercer  
plenamente e de forma crescente  
o poder de iniciativa legislativa,  
de garantir o primado do método  
comunitário e de velar pelo  
respeito do Tratado e da  
legislação comunitária sob o  
controlo do Tribunal de Justiça.

Do Parlamento Europeu, a  
grande reforma que se espera  
prende-se com a sua  
confirmação como uma real e  
verdadeira instituição legislativa,  
com o reforço dos seus poderes  
de decisão em matéria

507 orçamental e com o seu maior  
508 envolvimento através da  
generalização da co-decisão.

509 Por fim, quanto ao Conselho, há  
510 três medidas indispensáveis a  
desenvolver:

511 - primeira: garantir o respeito do  
512 sacrossanto princípio da  
igualdade dos Estados,  
513 contrariando a tentação de  
514 directórios emergentes,  
igualdade visível no exercício da  
Presidência por todos os  
515 Estados-Membros e no direito de  
516 estarem TODOS devidamente  
representados em TODAS as  
instituições europeias;

517 - segunda: a abertura, a  
518 transparência e a publicidade do  
Conselho quando investido da  
vertente legislativa;

- terceira: a dignificação do  
Conselho Europeu como  
instância de definição de  
estratégias europeias e  
impulsionadora do projecto  
europeu.

Hoje, perante os projectos de  
Constituição europeia que estão  
sobre a mesa, importa sublinhar  
que também aqui a igualdade  
deve ser uma regra de ouro.  
Nenhum há-de ser excluído,  
nenhum se impõe sem debate.  
Todos devem ser ciosamente  
discutidos e apurado o  
respectivo mérito relativo no  
interesse da União.

Senhor Presidente, uma última  
palavra para salientar que,  
positiva quanto à intenção e  
oportunidade, a reforma  
institucional que venha a ser  
desenvolvida deve, para  
salvaguarda dos valores do



520  
521  
522

projecto comunitário, respeitar os equilíbrios interinstitucionais tão judiciosamente construídos e saber projectá-los para as novas realidades do futuro. Não deve de modo algum introduzir-lhe elementos e factores de desvirtuamento.

1-052

523

Azevedo (Parl.-PT). - Senhor Präsidente, no presente momento histórico seria impensável não questionar o funcionamento das instituições europeias, sobretudo depois dos recorrentes alertas para a inadequação futura da estrutura actual aos desafios do alargamento e da passagem ao patamar da arquitectura política europeia. É que uma União alargada tem de adaptar-se, não só para manter o seu dinamismo e a sua capacidade de acção mas também para poder dar resposta às expectativas dos cidadãos europeus. E, para atingir tais objectivos, a União não precisa nem de mais nem de outras instituições; o desafio consiste, antes, em reforçar a sua dimensão democrática e em tornar a moldura institucional existente mais operativa, não mais complexa. E este esforço não deve ser minimizado ou ensombrado pela tentação de aproveitar a oportunidade para abrir de novo um espaço de partilha de poder.

Herr Pr, im jetzigen historischen Moment wäre es undenkbar, die Funktionierung der europäischen Institutionen nicht in Frage zu stellen, besonders nach dem wiederholten Alarm bezüglich der zukünftigen Unangemessenheit der aktuellen Struktur, um sich der Herausforderung der Erweiterung und dem Übergang auf/zu die Ebene der

europäischen politischen  
 Architektur zu stellen. [...] Und,  
 um diese Ziele zu erreichen,  
 braucht die Union nicht mehr  
 und auch nicht andere  
 Institutionen, die  
 Herausforderung besteht eher  
 darin, ihre demokratische  
 Dimension zu verstärken und  
 den gegebenen institutionellen  
 Rahmen operativer - und nicht  
 komplexerer - zu machen. Und,  
 diese Anstrengungen sollten  
 nicht minimiert oder von der  
 Versuchung überschattet werden,  
 die Möglichkeit zu ergreifen,  
 einen neuen Raum zur  
 Machtaufteilung zu öffnen.

524

525

No tocante às três principais  
 instituições europeias, a futura  
 reforma há-de desenvolver uma  
 dimensão apoiada em quatro  
 eixos fundamentais que  
 transversalmente lhes são  
 comuns: mais eficácia, maior  
 simplificação, maior  
 inteligibilidade e mais  
 transparência deverão ser as  
 palavras de ordem deste esforço  
 em favor da boa governação.  
 Serão medidas essenciais para  
 que as instituições ganhem a  
 confiança dos cidadãos e o  
 projecto europeu consiga a  
 respectiva adesão e mobilização.  
 Em termos substantivos, quanto  
 à Comissão, a primeira exigência  
 de uma Europa alargada reside  
 em especial na qualidade da sua  
 Comissão. Uma Comissão  
 independente, dotada de uma  
 legitimidade democrática  
 indiscutível e reforçada, uma  
 Comissão em que a eleição do  
 seu Präsidente pelo Parlamento  
 Europeu será já um sinal  
 inequívoco desta intenção, uma  
 Comissão capaz de exercer  
 plenamente e de forma crescente  
 o poder de iniciativa legislativa,  
 de garantir o primado do método

\*\*A\_argue~  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]~  
 B\_reject, decline, refuse~

526 comunitário e de velar pelo  
 respeito do Tratado e da  
 527 legislação comunitária sob o  
 controlo do Tribunal de Justiça.  
 Do Parlamento Europeu, a  
 grande reforma que se espera  
 528 prende-se com a sua  
 confirmação como uma real e  
 verdadeira instituição legislativa,  
 com o reforço dos seus poderes  
 de decisão em matéria  
 orçamental e com o seu maior  
 envolvimento através da  
 529 generalização da co-decisão.  
 Por fim, quanto ao Conselho, há  
 530 três medidas indispensáveis a  
 desenvolver:

– primeira: garantir o respeito do  
 sacrossanto princípio da  
 igualdade dos Estados,  
 contrariando a tentação de  
 531 directórios emergentes,  
 igualdade visível no exercício da  
 532 Präsidência por todos os  
 Estados-Membros e no direito de  
 estarem TODOS devidamente  
 representados em TODAS as  
 instituições europeias;  
 Daher gilt es bezüglich des Rats  
 drei unverzichtbare Maßnahmen  
 zu entwickelt  
 - Erstens. Den Respekt für das  
 heiligste Prinzip der Gleichheit  
 der Staaten garantieren, der  
 Versuchung der entstehenden  
 Direktorien entgegenwirkend;  
 der Gleichheit die in der  
 Ausführung der Präsidentschaft  
 durch ALLE Mitgliedsstaaten  
 und im Recht ALLER Staaten  
 angemessen in allen  
 europäischen Institutionen  
 repäsentiert zu sein sichtbar ist.  
 – segunda: a abertura, a  
 transparência e a publicidade do  
 Conselho quando investido da  
 vertente legislativa;  
 - terceira: a dignificação do  
 Conselho Europeu como  
 instância de definição de  
 estratégias europeias e

]

]]\*\*A\_argue~  
 ]]]A\_Justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

]]]]B\_demand, call for, desire~

533 impulsadora do projecto  
europeu.

534 Hoje, perante os projectos de  
Constituição europeia que estão  
sobre a mesa, importa sublinhar  
que também aqui a igualdade  
deve ser uma regra de ouro.

535 Nenhum há-de ser excluído,  
nenhum se impõe sem debate.  
Todos devem ser ciosamente  
discutidos e apurado o  
respectivo mérito relativo no  
interesse da União.

536 Senhor Präsidente, uma última  
palavra para salientar que,  
positiva quanto à intenção e  
oportunidade, a reforma  
institucional que venha a ser  
desenvolvida deve, para  
salvaguarda dos valores do  
projecto comunitário, respeitar  
os equilíbrios interinstitucionais  
tão judiciosamente construídos e

538 saber projectá-los para as novas  
538 realidades do futuro. Não deve  
549 de modo algum introduzir-lhe  
elementos e factores de  
desvirtuamento. Herr Pr, ein

] B\_demand, call for, desire~

letztes Wort um zu  
unterstreichen dass, die  
institutionelle Reform, die  
ausgeführt werden sollte - richtig  
in ihrer Intention und  
Zweckmäßigkeit - soll, zur  
Sicherstellung der Werte der  
europäischen Projekts, die so  
verständlich gebauten  
interinstitutionellen  
Gleichgewichte beachten und  
diese in die neuen  
Wirklichkeiten der Zukunft  
projizierten können. Es soll auf  
keinen Fall Elemente und  
Faktoren der Verfälschung  
einbringen.

1-053

Teufel (Parl.-DE). - Herr  
Präsident, verehrte Kolleginnen  
und Kollegen! In der gebotenen

541  
542

Kürze nenne ich einige wichtige Anliegen zu den Organen der Europäischen Union und ihrer Funktionsweise.

543  
544

Erstens: Das reformbedürftigste Gremium ist nach meiner Meinung der Ministerrat. Er muss zwischen Exekutiv- und Legislativfunktion künftig klar unterscheiden. Hier teile ich die Auffassung, die Herr Vizepräsident Amato vorher vorgetragen hat. Wo der Rat als Legislativrat tätig ist, muss er öffentlich tagen und seine Protokolle veröffentlichen. Vor dem Hintergrund einer klaren Kompetenzordnung kann im Rat zu Mehrheitsentscheidungen übergegangen werden.

545  
546

Mit wenigen Ausnahmen muss das Prinzip der doppelten Mehrheit - Staaten und Einwohner - eingeführt werden, in einigen Fällen eine qualifizierte Mehrheit und in wenigen Fällen - nach wie vor - die Einstimmigkeit. Wenn an der Rotation im Vorsitz des Rates nicht festgehalten werden sollte, wäre eine genaue Beschreibung und eine Beschränkung der Zuständigkeiten des Präsidenten nötig, damit nicht ein Ungleichgewicht zum Präsidenten der Kommission oder gar ein verhängnisvoller Dualismus entsteht. Die Vielzahl der Räte muss stark verringert werden.

Zweitens: Der Kommissionspräsident muss vom Europäischen Parlament mit anschließender Zustimmung durch den Rat gewählt werden. Eine qualifizierte Mehrheit ist eher schädlich als nützlich. Bei der Auswahl der Kommissare

muss der Präsident ein starkes Gewicht bekommen und neben der Qualifikation auch politische und regionale Gesichtspunkte berücksichtigen. Die Kommission bedarf der Bestätigung durch das Europäische Parlament. Die Kommission sollte das alleinige Initiativrecht behalten. Sie muss bei der Gesetzgebung die Parlamente der Mitgliedstaaten informieren und ein Frühwarnsystem beachten. Im Innenverhältnis soll der Präsident gegenüber den Kommissaren eine Richtlinienkompetenz erhalten.

547  
548

] B\_suggest a compromise--

Drittens: Das Europäische Parlament muss weiter gestärkt werden. Neben der Wahl des Kommissionspräsidenten muss das Europäische Parlament in der gesamten Gesetzgebung und auch für den Haushalt gleichberechtigt mit dem Rat zuständig sein.

549  
550551  
552

] B\_demand, call for, desire--

Viertens: Durch Zusammenfassung der Funktionen des Hohen Ratsvertreters und des Außenkommissars soll ein europäischer Außenminister geschaffen werden.



553  
554

Fünftens: Zur Subsidiaritätskontrolle soll ein Klagerecht für die nationalen Parlamente, für den Ausschuss der Regionen und für die Regionen mit Gesetzgebungskörperschaften beim Europäischen Gerichtshof geschaffen werden.

Die Prinzipien für die Reform der Institutionen sind: klare Zuordnung und Beschreibung der Kompetenzen,

demokratische Kontrolle durch  
bessere Transparenz,  
Vereinfachung der Verfahren  
und eine erhöhte Effizienz der  
Strukturen.



555  
558

 \*\*A\_argue~  
 A\_Justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

1-054  
Attalidis (Gouv.-CY). - Mr  
President, in line with the  
thinking suggested by the  
reflection paper, approved by the  
Praesidium, I believe that we  
must approach the question of  
the Institutions of the European  
Union with the intention of  
making all the Institutions as  
efficient, transparent and  
democratically legitimate as  
possible. At the same time, the  
new demands of the current state  
of the Union's development also  
require strengthening the  
executive function of the Union,  
particularly in the area of  
external action.

558  
559

560  
561

 \*\*A\_argue~  
 A\_Justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

While seeking these steps, we  
should maintain those principles  
which have so far assured the  
cohesion of the Union and  
allowed it to function  
successfully, given the diversity  
of its Members. These principles  
are the guiding procedures for  
defining the common interest,  
which is more than the sum of  
the individual interests of the  
Members: the maintenance of  
the balance between the  
Institutions, the equality of  
status between the Member  
States and ensuring that the  
Union has the ability to act on  
the basis of the rule of law.

The independent and strong role  
of the Commission should be  
maintained, as it is the  
Institution mainly responsible  
for defining the common  
interest, and its democratic

562  
563

legitimacy should be enhanced, while making efforts to limit the extent to which it is subjected to partisan political control.

B\_demand, call for, desire-

564  
565

The President of the Commission should be elected through a reinforced majority of the European Parliament. If we come to a stage at which it is necessary to reduce the number of the Members of the Commission for the sake of efficiency, this should be done through a system of rotation, which maintains the equality of status of the Member States.

566  
567

There is a perceived need to improve the functioning of the Council presidency in order to enhance the continuity and effectiveness of the Council's activities in the context of an enlarged Union.

A\_argue-  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

Effective multi-annual programming will contribute in this direction. Also, more effective management procedures should be introduced. If we do these things, the rotation of the presidency of the European Council and of the other Councils can and should continue, and it can be as successful in the future as it has been in the past, while continuing to express the equality of status of the Member States.

One exception to this might be in the area of external action, where the new double-hatted External Representative could chair an External Relations Council. This arrangement would be sufficient to give continuity and cohesion to the external action of the Union. It would also invest the External



Representative with the necessary authority.

568  
569

B\_suggest (e.g. a solution) -

The European Parliament should be strengthened through extension of the co-decision procedure in legislative matters, along with more use of qualified majority voting in the Council and abolition of the difference in procedures for adopting compulsory and non-compulsory expenditure.

570  
571

B\_suggest (e.g. a solution) -

572  
573

Finally, the Court of Justice should be strengthened in all the ways necessary for the effective exercise of its crucial role.

575  
576

1-055

Hololei (Gouv.-EE). - Mr President, we did not have to count the cameras at the start of today's meeting to grasp the importance of the subject that the Convention is discussing. We have already listened to a wide range of proposals. Most of the possible alternatives in the institutional issues have been listed. The main task to tackle now is to select which tools to use and how to use them in the enlarged Union.

577  
578

A\_argue~  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1] -

We all agree that the institutional modification should lead to a Union that is more democratic, efficient and transparent. Many speakers have noted that the present balance between the three main Institutions should be preserved and the guaranteed equality of the Member States should be maintained.

Most of you will agree with me that it is the persistent use of the Community method and the centrality of the Commission

that is, at least in part, behind the success of the Union. We should make sure that the new arrangements will not weaken the role of the Commission, the bearer of the common interest and the guarantor of a level playing field for all of the Member States. It is my firm belief that this can only be achieved by maintaining the principle of one Commissioner per Member State. Only in this way can we be sure that all Member States have an equal voice in the college. The principle would also give this European Institution more visibility in the eyes of the people. Instead of largely anonymous foreigners, one would at least be able to recognise a domestically well-known public figure at the heart of decision making in the European Commission, giving a domestic public a human face of the European Union.

579  
580

]] A\_claim (facts and values)- A\_ascertain agreement-

581  
582

Regarding the election of the President of the Commission, the present system of election should be preserved as this has ensured the support of the Member States for the President of the Commission. We do not want the Commission President to be too dependent on the political majority of the European Parliament instead of the Member States.

In discussing the future of the presidency of the Council and the European Council itself, some colleagues have suggested that the present system of a six-month rotation has incurable deficiencies. However, I and my government have so far not been convinced of that. To my mind,

583  
584

the disadvantages are largely managerial and the advantages political. We should not drop the real benefits we have in place for the sake of some technical modifications that can be easily introduced.

585  
586

The system of rotation is the only one guaranteeing the true equality of Member States, big and small, northern and southern. The system ensures that every Member State has the right to chair the European Union - the most powerful form of cooperation of states in the world - giving every Member State an international visibility and stressing the European values of equality and solidarity between states. This has to be explicitly stated by the future Constitutional Treaty, as it now is in the Treaty on European Union.

]] \*\*A\_argue-  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- A\_insisit, persist, stick to a belief-

587  
588

The occasional inconsistencies of rotation should be targeted by other means than by electing a full-time president of the European Council. Long-term central planning and work planning, ensuring better cohesion of different policy areas, can address that. The role of the secretary-general of the Council should be strengthened in order to ensure better continuity. The role of the High Representative should be strengthened in order to further increase the efficiency and visibility of the Union in the international arena.

]] \*\*A\_justify-  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- B\_demand, call for, desire-

We see a number of other opportunities to improve the functioning of the Union. That is why my government does not support the creation or position

of a full-time president of the  
European Council.

589  
590

1-056

PRESIDENZA DE GIULIANO  
AMATO  
Vicepresidente

592  
593  
594

595  
598

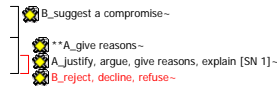
President.- Let me say on behalf  
of the overwhelming category of  
foreigners that not all of them  
are anonymous.

1-057

Maij-Weggen (PE). - Voorzitter,  
het Frans-Duitse voorstel  
domineert al een week het  
publieke debat over de  
institutionele structuur van de  
toekomstige Unie. Ik wil  
benadrukken dat de Conventie  
105 leden telt uit meer dan 25  
landen en dat het Frans-Duitse  
voorstel interessant is voor het  
debat maar niet bepalend kan en  
mag zijn. Bovendien bevat het  
naast een aantal goede  
voorstellen ook een  
controversieel idee en ik kom  
daar zo direct op terug.

598  
599

Eerst enkele algemene  
opmerkingen. In zijn inleiding  
heeft de Voorzitter uiteengezet  
dat we zullen moeten kiezen  
tussen een federale structuur of  
een confederale structuur en hij  
noemde dat een gemengd stelsel.  
Hij heeft geschetst wat de  
institutionele consequenties zijn  
van beide structuren. Maar ik wil  
hier maar meteen duidelijk  
maken dat ik wil kiezen en dat is  
ook de lijn van onze fractie, voor  
een structuur die meer een  
federale richting opgaat dan die  
van een confederatie en die een  
sterke communautaire inslag  
heeft. Dat betekent dat ik grote  
aarzelingen heb bij het voorstel  
voor een president ten behoeve  
van de Europese Raad. Het moet



duidelijk zijn dat een dergelijke president al heel snel de voorzitter van de Commissie zal overrulen zoals dat ook met Solana en Chris Patton is gebeurd. Bovendien is dit in het nadeel van de kleine landen die beter aan bod komen in een Commissie dan in een Raad en bij een roulatiesysteem.

Wanneer we dan ook nog lezen dat een dergelijke Raadspresident niet gekozen wordt maar vanuit de achterkamertjes wordt benoemd dat lijkt het idee me helemaal onjuist.

In het presidiumstuk lezen we dat de Unie democratischer, transparanter en efficiënter moet worden. Het voorstel van Frankrijk en Duitsland is niet democratisch, is niet transparant en met twee kapiteins op een schip, en zelfs twee kapiteins op twee schepen ook niet efficiënt en erg verwarrend voor de burgers.

Ik heb de moeite genomen, Voorzitter, om eens op te tellen wat het resultaat is van het debat tot nog toe. Het is misschien wel aardig om u het resultaat mee te delen. Van de bijna 35 mensen die ik heb genoteerd, hebben 24 zich tegen het voorstel uitgesproken, 5 hebben aarzelingen aangegeven maar zijn toch niet helemaal tegen en slechts 4 hebben zich ervoor uitgesproken. Ik zeg dat maar omdat ik wel eens het gevoel heb dat onze Voorzitter, de heer Giscard is er nu niet, niet altijd goed luistert naar de meerderheid. Ik stel dus vast dat er een hele duidelijke meerderheid tegen dit voorstel is en ik hoop dat u die boodschap

doorgeeft zodat dat in de conclusies wordt meegenomen.

604  
605  
606  
607

(Applaus)

Voorzitter, gelukkig staan er ook goede dingen in het voorstel van Frankrijk en Duitsland. Ik noem de gekozen voorzitter van de Europese Commissie, daar zijn we voor. Ik noem meer algemene meerderheidsbesluitvorming, ook voor de buitenlandse politiek, daar zijn we voor. Ik noem de algemene medebeslissing voor het Europees Parlement als het gaat om medebeslissing van de Europese Raad. Ik noem de opname van het Handvest in de Europese grondwet, ik noem de scheiding van de legislatieve en de executieve taak van de Raad. Ik noem ook een Conventie die misschien zou kunnen blijven en ik heb niet gelezen dat men zich voor een volkscongres uitspreekt. Een wens trouwens die naar ik geloof ook geen meerderheid in deze Conventie heeft. Er staat dus ook heel veel positiefs in het Frans-Duitse stuk en dat wil ik dus benadrukken.

608  
609

610



Rest nog de vraag wat we wel zouden moeten doen met die president van de Europese Unie. Ik steun het voorstel dat collega Dini en collega Letallier hier hebben voorgesteld en dat is om dit zo veel mogelijk in de handen van de voorzitter van de Europese Commissie te leggen en de Raad meer de rol te geven van een senaat of een House of States, dat lijkt mij een betere constructie. Dat is een structuur die naar mijn oordeel de beste is voor de toekomstige structuur van de Europese Unie.

612  
613  
614

1-057 Translation  
 Maij-Weggen (PE). - Mr  
 Chairman, the Franco-German  
 proposal has already been a  
 dominant topic for one week at  
 the public debate concerning the  
 institutional structure of the  
 Union in the future. I would like  
 to emphasise that the  
 Convention includes 105  
 members from over 25 countries  
 and that the Franco-German  
 proposal is interesting for the  
 debate but shouldn't and can't  
 be determining factor. Moreover,  
 besides from a number of good  
 proposals, it also contains a  
 controversial idea and I will  
 return to that subject later on.

615  
616

617

 \*\*A\_argue~  
 A\_Justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

First, some general observations.  
 The president explained in his  
 introduction that we will have to  
 choose between a federal or  
 confederate structure and he  
 called for a mixed system. He  
 outlined the institutional  
 consequences of both structures.  
 But I want to make clear  
 immediately that I want to  
 choose, and that is also the  
 opinion of our party, for a  
 structure which is rather federal  
 than confederate and which has a  
 strong community touch. This  
 means that I have strong doubts  
 about the proposal for a  
 president for the European  
 Council. It must be clear that  
 such a president will rapidly  
 overrule the President of the  
 Commission just like what  
 happened with Solana and Chris  
 Patton. Moreover, this is to the  
 disadvantage of the smaller  
 countries which are better taken  
 into consideration in a  
 Commission than in a Council  
 with a rotation system.  
 Additionally, when we read that

618  
619

such a Council president is not elected but appointed from back-rooms, then the idea seems entirely incorrect.

620  
621

In the presidium piece of work we read that the Union must become more democratic, more transparent and more efficient. The proposal of France and Germany is not democratic, is not transparent and, with two captains on a ship, and even with two captains on two ships, is not efficient and very confusing for the citizens.

]]]] B\_demand, call for, desire~ A\_contradict, reject, dispute, object~ A\_assume, conjecture, believe~

622  
623

I took the trouble, Mr Chairman, to add up the results of this debate so far. It is perhaps nice to communicate the result to you. Out of the 35 people whom I noted, 24 declared themselves against the proposal, 5 indicated hesitations but nevertheless they are not entirely against and only 4 declared themselves in favour of the proposal. I solely say this because I sometimes have the feeling that our President, Mr. Giscard who is currently not present, does not always listen to the majority. Therefore, I notice that there is a very obvious majority against this proposal and I hope that you will pass on that message for it to be included in the conclusions. (Applause)

]]]] A\_claim (facts and values)~ B\_reject, decline, refuse~

Mr. Chairman, fortunately there are also good things in the proposal of France and Germany. I mention the elected president of the European Commission, on which we agree. I mention more generally qualified majority decision-making, also for foreign policy, on which we agree. I mention the co-decision procedure for the European Parliament when it



concerns co-decision of the European Council. I mention the insertion of the Charter in the European constitution, I mention the separation of the legislative and the executive powers of the Council. I also mention a Convention which could perhaps continue to exist and I haven't read that one pronounces oneself for a people's congress. A wish which has in my opinion no majority in this Convention. Therefore, there are also many good things in the Franco-German piece of work and this I want to emphasise.

624  
625

]] A\_establish, mention- B\_ascertain non-agreement-

628  
628  
629

]] B\_suggest (e.g. a solution)- A\_assume, conjecture, believe-

There remains the question on what we should do with this president of the European Union. I back the proposal of colleague Dini and colleague Letallier which is this; to trust as much as possible to the president of the European Commission and to give the Council rather the role of a senate or a House of States, which looks like a better construction to me. In my opinion, this is the best structure for the future structure of the European Union.

1-058

Kristensen (Parl.-DK). - Hr. formand, det er vigtigt, at vi husker på, at udgangspunktet for dette arbejde er Laeken-erklæringen, og det gælder selvfølgelig også, når vi skal finde løsninger på de institutionelle spørgsmål. Derfor skal fremtidens EU være mindre stift, det skal være mere gennemsigtigt og have større effektivitet. Spørgsmålet er selvfølgelig, hvordan vi opnår det. Jeg vil ikke afvise, at det kan være en god ide med en

formand eller en præsident for Det Europæiske Råd. Efter udvidelsen med 10 nye lande og på kort sigt 12 nye lande tror jeg, at vi skal finde ud af, hvordan vi kan skabe en stabil situation, hvor også resten af verden kan have tillid til det, Europa står for. Men med de forslag, som vi har set, rejser der sig en række spørgsmål og problemer, som vi bliver nødt til at have svar på, før vi kan træffe endelige beslutninger.

631  
632

Lad mig pege på tre områder. For det første, hvordan sikrer vi, hvis vi vælger en præsident, at alle lande, uanset størrelse, har mulighed for at kunne besætte denne post? For det andet og måske det vigtigste: hvem skal være formand for de forskellige råd? Jeg tror, at Danmark under formandskabet - ud over at være formand for de forskellige ministerråd - har været formand for noget, der ligner omkring 200-250 komiteer, arbejdsgrupper osv. Skal en ny formand/præsident bygge et nyt bureaukrati op, som bliver en eller anden form for konkurrent til Kommissionen. Det har vi heller ikke fået noget svar på. Til denne række af spørgsmål hører også, hvordan sikrer vi i fremtiden, at landene er engageret i det europæiske projekt? Efter min opfattelse har det, at man med jævne mellemrum har skullet påtage sig et ansvar som formandsland, betydet, at man har haft et engagement. Det tror jeg, vi skal passe på med at miste.

633  
634

Det sidste overordnede spørgsmål, jeg skal stille, er, hvilken rolle skal den høje repræsentant have i fremtiden?

Skal han være EU's udenrigsminister? og hvem skal være vedkommendes chef? Skal det være den nye formand for Det Europæiske Råd? Jeg går ind for en stærk Kommission, som har initiativretten, som kan sikre, at vi lever op til de beslutninger, der er vedtaget. Jeg synes, at det er en god ide at inddrage Europa-Parlamentet i valget af en kommissionsformand, men jeg synes ikke, at fundamentet dermed er bredt nok. Her er det af afgørende betydning, at vi også sikrer inddragelse af de nationale parlamenter, og i øvrigt at de nationale parlamenter, jf. Laeken-erklæringen, får en fast plads i det arbejde, vi er i færd med at udføre.

635  
638  
639

1-058 Translation

Kristensen (Parl.-DK). Mr. President, it is important to remember that the background for this work is the Laeken declaration, and that is of course also when we are going to find solutions to the institutional questions. Therefore will the future EU be less rigid, it will be more transparent and have more efficiency. The question is of course how we achieve that. I will not reject that it may be a good idea with a chairman or a president of the European Board. After the expansion with 10 new countries and in short term 12 new countries I think we have to find out how we can make a stable situation, where also the rest of the world can trust what Europe is standing for. But with those suggestions that we have seen a number of questions and problems are raised that we have to answer before we can make

640 final decisions.

Let me point out three areas. First, how do we secure if we elect a president that all countries, no matter which size, have the possibilities to fill this post? Second and perhaps the most important: who should be chairman of the different Boards? I think that Denmark under the chairmanship -in addition to being chairman of the different minister boards - has been chairman/president of something around 200-250 committees, working groups etc.

641 Should a new chairman/president build up anew democracy that will become some kind of a competitor to the Commission?  
642 We have not got an answer to that either. To this line of questions also include how we secure in the future that the countries are committed in the European project? In my opinion has the fact that one every now and then had to take the responsibility as chairman country meant that one had an commitment. I think we should be careful not to loose that.

A\_establish, mention-

A\_concede, grant, acknowledge, accept, admit-

The last superior question I will ask is which role the high representative should have in the future? Will he be the foreign minister of EU? And who will be his leader? Will it in the future be the new chairman of the European Board?

I go for a strong Commission that has the initiative right, and that can secure that we live up to those decisions that are made. I not think it is a good idea to include the European Parliament in the election of a Commission chairman, but I do not think that the fundament is broad enough. Here it is crucial that we also

648  
645  
648

secure the inclusion of the national parliaments, and in addition that the national parliaments, according to the Leaken declaration, get a permanent place in the work we are doing right now.

[[[[]]]] \*\*A\_argue- A\_claim (facts and values) - A\_ask, want to know- A\_ask, want to know- A\_ask, want to know- A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

648  
649

1-059  
Roche (Ch.E./G.-IE). - Mr President, institutional questions lie very much at the heart of the work of the Convention. The unique institutional balance which exists in the Union is fundamental to the success of the Union and has served the Union well for 50 years. The unique element in the arrangements is that there is a balance between the Institutions. Moreover, there is also a balance between the Institutions which reflects the principle of equality. Principles should underpin and determine whatever institutional arrangements the Convention proposes. In this regard, the Praesidium paper is useful, but it is defective in one regard. It does not recognise sufficiently clearly the central importance of preserving the balances between Member States, as reflected in the institutional structure.

Returning to the two Institutions that have dominated the discussions today. First, I want to deal with the matter of the Commission. Our primary concern is to defend the role of the Commission and to enhance and not diminish the standing of the Commission. The Benelux paper is particularly helpful in this regard in that it speaks of a Commission based on the principle of equality - equality in terms of membership and

650  
651

equality in terms of rotation.  
Size is less important than  
equality.

□□  A\_argue-  A\_contradict, reject, dispute, object-

 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

652  
653

I have tabled a paper on the matter of an electoral college to elect the President of the Commission. This would not be a congress, and it could meet incorporeally. The electoral college would give an equal role to national parliaments and to the European Parliament in the task of electing the Commission President. The benefit of an electoral college is that, first it would enhance the democratic legitimacy of the Commission presidency; that, of course, would enhance in turn the standing of the Commission itself. Secondly, it would strengthen the position of the office and, finally, it would build a bridge between the national parliaments and, through the national parliaments, link up to citizens. The nomination process, which I outlined, will be more transparent, more attractive to citizens than the current - essentially secret and closed - process.

On the matter of the Council and the presidency of the Council. It seems to me that a convincing case has definitely not been made for the creation of a president of the Council or the abandonment of the principle of rotation. Today's debate, if it illustrates anything, illustrates the reaction against that proposition. The current system has advantages, which are primarily political. It also has problems. We all accept that it has problems, and going forward into a larger Community it will produce more problems.

654  
655

But the problems are fundamentally administrative and managerial, and the problems can be addressed. For example, in the external area, we could address the problem by enhancing the role of the High Representative and by making more resources available to that office. In the internal area, adjustments within the rotation system, a full-time and enhanced secretary-general's role would go a long way to address the perceived difficulties and the problems.

]]] \*\*A\_argue- A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- A\_ascertain non-agreement- A\_contradict, reject, dispute, object-

658  
659

We feel strongly that the key advantages of the rotating presidency should and must be preserved. Rotation is important for small nations; it is important for medium-sized states, but most importantly, it is important for the Union. The Community system has served us well to date; it should not be lightly abandoned for an untried and potentially damaging alternative approach. There are institutional problems but these can be addressed and they can be addressed without any institutional coup d'état.

] \*\*A\_argue- A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- B\_suggest (e.g. a solution)-  
] B\_demand, call for, desire-  
] \*\*A\_give reasons-  
] A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

661  
662

1-060

President. - An institutional coup d'état. It is an impressive expression.

1-061



Voggenhuber (PE). - Herr Präsident! Präsident Giscard d'Estaing hat eingangs die Frage gestellt: Soll für die Union eine originäre Struktur vorgeschlagen werden? Meine Antwort darauf ist: ja. Aber die Herausforderung dabei in dieser neuen Struktur ist, die Prinzipien der Demokratie, der

Rechtsstaatlichkeit, der Gewaltenteilung, der Bindung der Verwaltung an die Gesetze, den Parlamentarismus und die Garantie der Grundrechte zu verwirklichen. Neue Strukturen kann nicht heißen, diese Prinzipien verwahrlosen zu lassen. Zur Verwirklichung dieser Prinzipien bedarf es einer Institutionen- und Verfahrensordnung, die Demokratie schützt, garantiert und lebendig macht. Hier gilt es, ein Missverständnis aufzuklären.

664  
665

Meine Vorschläge zielen nicht auf die Errichtung eines Bundesstaates und nicht auf die Kopie der nationalen Staatsordnungen. Mit Nachdruck aber möchte ich einen untrennbaren Zusammenhang von zwei Begriffen aufzeigen: den Begriff der Demokratie und den Begriff der Republik. Es gibt und gab niemals eine Demokratie ohne eine republikanische Institutionen- und Verfahrensordnung. Sie allein garantiert die Gewaltenteilung, die Transparenz, die Legitimation, das checks and balances.

666  
667

 \*\*A\_argue~  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

Es gibt auch die Aufgabe für die Europäische Union, eine republikanische Institutionenordnung zu entwerfen. Die Republik ist um viele Jahrhunderte älter als der moderne Nationalstaat, und sie ist nicht dasselbe. Die nationalen Regierungen sollten an dieser Stelle einsehen, dass die Union längst keine internationale Organisation mehr ist und auch keine Domäne der Exekutive, dass sie Europa nicht nebenberuflich regieren können, dass sie nicht Regierung,



668 Gesetzgeber und  
669 Verfassungsgeber Europas in  
einem sein können. Ferner  
könnten Deutschland und  
Frankreich vielleicht einsehen,  
dass ein Abendessen keine  
verfassungsgebende  
Versammlung ist!

] \*\*A\_argue--  
] A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]--

670 Meine Damen und Herren, ich  
671 freue mich ja, dass der deutsch-  
französische Motor wieder läuft,  
wünsche mir aber, dass man bei  
Gelegenheit den Rückwärtsgang  
rausnimmt, damit wir nicht im  
19. Jahrhundert enden. Ich  
glaube, die Sehnsucht der  
Europäerinnen und Europäer  
nach einem Napoleon IV. und  
auch nach dem Modell, nach  
dem die deutschen Kurfürsten  
ihren Kaiser gewählt haben, ist  
begrenzt!

] \*\*A\_argue--  
] A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]--

672 Präsident Giscard d'Estaing hat  
673 gemeint, es gäbe Aufgaben, die  
von ihrer Natur her Aufgaben  
der Exekutive sind. Ja, und es  
gibt Aufgaben, die von ihrer  
Natur her Aufgaben der  
Parlamente sind. Die erste und  
zentralste davon ist die  
Verfassungsgebung, und deshalb  
hat dieser Konvent auch eine  
Mehrheit von Parlamentariern.  
Was dabei herauskommt, wenn  
Regierungen diese Aufgabe  
übernehmen, kann man am  
deutsch-französischen Vorschlag  
sehen: die Dominanz der  
Exekutive, keine Klarheit und  
keine Transparenz, mangelhafte  
Legitimation, Fehlen  
parlamentarischer Kontrolle,  
eine schwere Beschädigung des  
Gleichgewichts der Institutionen  
und die Dominanz der Großen  
über die Kleinen.

] \*\*A\_argue--  
] A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]--

Ich denke, eine republikanische  
Institutionen- und



Verfahrensordnung für Europa macht es notwendig, die Mitentscheidung des Europäischen Parlaments in allen Akten der Gesetzgebung festzulegen, ferner seine volle Budgethoheit ohne Unterscheidung von obligatorischen und nichtobligatorischen Ausgaben, die unbeschränkte Kontrolle des Parlaments über alles Handeln der Union und die Wahl des Kommissionspräsidenten durch das Parlament.

674  
675

]]  \*\*A\_argue-  A\_contradict, reject, dispute, object-  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

676  
678

Eine republikanische Ordnung kann den Rat nur als zweite legislative Kammer sehen, als Vertretung der Staaten, wie das Europäische Parlament eine Vertretung der Bürger ist. Wenn wir den Europäischen Rat auf das limitieren, als was er erfunden wurde, dann brauchen wir auch keinen Ratspräsidenten für fünf Jahre und keine Regierungsspitze an der Spitze der Europäischen Union.

 B\_demand, call for, desire-  
 B\_reject, decline, refuse-

679  
680

1-062  
 Serracino-Inglott (Gouv.-MT). -  
 Mr President, the Franco-German proposal has been presented to us as having been intended to be a bridge between two opposed approaches which have been somewhat crudely and inaccurately called ‘the intergovernmental’ and the ‘integrationist’ approaches.

I strongly agree that, at this point, it is good that members of the Convention do not dig in their heels in support of ideas they put forward in the first place. Rather, the need now is to seek to move towards a package which can really form the basis of consensus. The Government

of Malta wants to keep its mind open to all suggestions which move in this direction. Unfortunately, it seems that the Franco-German proposal at least needs to be modified to ensure better balance between the EU institutions if it is to become a possible basis for consensus.

681  
682

] \*\*A\_argue-  
] A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

Perhaps the following four points could become such a basis. I will not refer to points on which there is already agreement, such as extension of co-decision or of qualified majority voting.

683  
684

] ] ] \*\*A\_argue-  
] A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- ] B\_promise, confirm, commit oneself- ] A\_contradict, reject, dispute, object-

First, the establishment of a minister of external affairs, who would be in office for a relatively long term, appointed by and responding primarily to governments - although he would also be part of the Commission - would have all the visibility desired for the spokesman of the Union vis-à-vis outsiders.

685  
686

] B\_suggest (e.g. a solution)-

Secondly, general affairs could be separated as a Council from external relations. It could then also have a full-time chairperson, and he or she would be in charge of the managerial aspects of the Council presidency, since this charge appears to be too time consuming for a head of state or head of government in office.

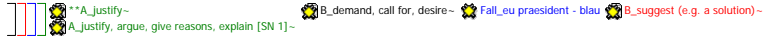
Thirdly, the rotation process needs somehow to remain an important part of the presidential function of the Council. It is the main means available by which the administration of each and every country can be made to feel ownership of the whole EU project. There can be long-term, elected, technically competent

687  
688

presidents for the specialised Councils. There could be team presidencies, allowing longer than six-monthly terms, and other devices to increase efficiency.

689  
690

Fourthly, and finally, the President of the Commission would be elected by an electoral college made up of an equal number of Members of the European Parliament and members of national parliaments, and at least two people nominated by the Council to ensure that the President has the full confidence of governments, as well as European and national parliamentarians.

]]]] 

692  
693

1-063

Rack (PE). - Herr Präsident, drei zentrale Forderungen für die heutige Diskussion stehen schon im Mandat von Laeken. Die Europäische Union muss einfacher, demokratischer und effizienter werden. Einfacher heißt für mich zunächst einmal - und da greife ich das auf, was viele schon angesprochen haben - keine neuen Institutionen. Wir brauchen keinen Kongress, und wir brauchen vor allem keine verwirrende Vielfalt von Präsidenten. Es genügen ein Kommissionspräsident mit entsprechender Legitimation und funktionelle Vorsitzende in den anderen Gremien.

Einfacher heißt für mich aber auch, gute und verständliche Balance der klassischen drei Institutionen und dort dann auch die Berücksichtigung des Grundsatzes der Gewaltenteilung: Gesetzgebung und Exekutive gehören

erkennbar getrennt.  
 Demokratisch heißt - und das ist  
 etwas, was nur unterstrichen  
 werden kann und immer wieder  
 gesagt werden muss -,  
 europäische Gesetzgebung muss  
 nach einer allgemeinen Regel  
 zustande kommen: durch die  
 Initiative der Kommission und  
 die Kodezision von Rat und  
 Europäischem Parlament. Im  
 Prinzip soll dieses Modell auch  
 für das Budget gelten, und dort,  
 wo der Rat als  
 Gesetzgebungsorgan agiert,  
 muss er offen und transparent  
 vorgehen.

694  
695

]]]]  **A\_argue~**  
 **A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]~**  **A\_claim (facts and values)~**  **B\_reject, decline, refuse~**

Demokratisch heißt für mich  
 auch, ein Mitglied pro  
 Mitgliedstaat in der  
 Europäischen Kommission unter  
 einem organisatorisch starken  
 Präsidenten. Demokratisch heißt  
 auch, gerichtliche Kontrolle über  
 das rechtsstaatlich zustande  
 gekommene Recht. Effizienter  
 heißt, qualifizierte Mehrheit und  
 Kodezision muss die Regel sein.  
 Demokratisch und effizient heißt  
 für mich, dass wir eine Reihe  
 weiterer wichtiger Einrichtungen  
 in den europäischen politischen  
 Prozess einbinden, nämlich den  
 Ausschuss der Regionen, den  
 Wirtschafts- und  
 Sozialausschuss, die  
 Sozialpartner und vor allem auch  
 die nationalen Parlamente, aber  
 in einer Art und Weise, in der  
 das System ergänzt, aber nicht  
 verkompliziert wird.

696  
698

1-064



Hasotti (Parl.-RO). - Mr  
 President, the three challenges  
 Europe now faces -  
 globalisation, enlargement and  
 democratic deficit - could be  
 addressed, at least to some  
 extent, by an institutional reform  
 based on the following

699  
700

principles: efficiency, legitimacy, single external representation and institutional balance. I will now address how we can respond to the challenge of enlargement, of numbers. For the rest of my proposal, I have already sent a written contribution.

701  
702

The challenge of numbers suggests to us almost compulsory reform. With 27 or more states in the EU unanimity means paralysis. Therefore, it is necessary to have QMV as the main rule in the Council. For sensitive areas, flexibility could be provided by the extension of reinforced cooperation and constructive abstention.

 \*\*A\_argue~  
 A\_Justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

703  
704

705  
706

One Commissioner for each country would lead to too big a Commission and, consequently, an inefficient Commission. Therefore, the number of Commissioners should be reduced. I see two options for the Commission: first, the Commission as an independent body, elected by the European Parliament, but with fewer Commissioners than states, appointed using a system of fair rotation based on algorithm; second, a political Commission elected by the political majority in the European Parliament. The second is my preferred option.

The European Parliament should have no more than 600 seats, provided that an electoral reform leads to the election of MEPs within the European constituencies.

The rotating presidency system should be reformed at least for the executive sectoral Councils,

whose chairmen should be elected by their peers.

707  
708

While supporting most of the proposals of the French-German contribution on the institutional architecture of the Union, I express my reservations about the idea of a permanent president of the European Council. That could create friction between the latter and the President of the Commission.

709  
710

711  
712

]] \*\*A\_give reasons-  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- A\_contradict, reject, dispute, object-

The European Council should be formally recognised as an Institution of the Union in charge of the political strategies of the Union and not a body responsible for resolving the unfinished business of the sectoral Councils.

713  
718

A\_approve, admit as correct-

I support the contribution 'Key elements of institutional reform' signed by a group of Members and alternate Members of the Convention.

1-065

Muscardini (PE). - Signor Presidente, io non credo che i parlamenti nazionali possano e debbano sovrapporsi al Parlamento europeo. Dobbiamo stare molto attenti perché la garanzia della democrazia è che non si confondano ruoli e competenze. Perciò è importante che definiamo qui che cosa si vuole effettivamente fare rispetto alle competenze del Parlamento europeo, che ancora soffre di un vuoto, di un deficit democratico. Vorrei ricordare ad alcuni colleghi, che parlano di un voto di gradimento del Presidente della Commissione da parte del Parlamento, che questo esiste già, l'abbiamo già messo in opera da diverso tempo; adesso

716 si deve parlare di un voto di  
717 fiducia del Parlamento europeo  
718 al Presidente della  
Commissione. Possiamo  
discutere se egli dev'essere  
scelto direttamente dal  
Parlamento o all'interno di una  
rosa presentata dal Consiglio,  
ma dev'essere sicuramente un  
voto di fiducia del Parlamento  
rispetto al nuovo incarico.

1-066

Speroni (Ch.E/G.-IT). - Signor  
Presidente, io ho sentito alcune  
preoccupazioni che non  
condivido circa l'abolizione del  
sistema di rotazione per la  
Presidenza del Consiglio.  
Certamente qualcuno può dire:  
come si fa a garantire la  
Presidenza a tutti gli Stati? E'  
ovvio che diventa una cosa  
impossibile ma, se andiamo a  
vedere, non si garantisce la  
Presidenza del Consiglio dei  
ministri o la Presidenza della  
Repubblica a tutte le regioni  
italiane o a tutti i Länder  
tedeschi; nessuno Stato può  
certo pretendere di avere, sia  
pure per un determinato tempo,  
il Segretariato generale delle  
Nazioni Unite. E' una cosa  
quindi che io accantonerei  
volentieri perché quel che conta  
è l'efficienza dell'Istituzione e  
non il fatto che, prima o poi,  
qualcuno con una o l'altra  
nazionalità, la presieda.

Brevemente vorrei poi  
soffermarmi sul Rappresentante  
per la politica estera, o Ministro  
degli esteri, come lo si voglia  
chiamare. E' bene ricordare che,  
comunque sia, questa persona  
dovrà rappresentare la volontà  
del Collegio e non agire  
individualmente.

720  
721  
722  
723

]]]] A\_contradict, reject, dispute, object~ A\_persuade~ A\_establish, mention~  
]]]] B\_demand, call for, desire~



724

725

1-067

Bonde (PE). - Hr. formand, det fransk-tyske forslag er hverken fransk eller tysk, men elitært. Vis mig de franskmænd eller tyskere, der har demonstreret for en ekstra præsident og en ekstra statsminister i Bruxelles. Vi har hver for sig både statsminister og præsident, og jeg har til med en rigtig dronning. Det er ikke flere præsidenter i toppen, men mere demokrati i bunden, vi har brug for. Udgangspunktet for vores diskussion skal ikke være forskellige ministres ønske om et aftrædelsesjob i EU, vi skal ikke diskutere arkitektur oppefra og ned, men nedefra og op. Start med forbindelsen mellem vælgerne og det, der besluttet her i EU. Vælgerne skal altid have det sidste ord med hensyn til, hvem der beslutter hvad. Derfor bør resultatet fra Konventet sendes til folkeafstemning i alle lande. Det vil automatisk frasortere ethvert forslag, som tager fra vælgerne og giver til ikke-valgte. Man får sjældent folk til at stemme imod sig selv. Det kunne også åbne en fair dialog mellem føderalister og eurorealister.

727

728

Skeptikere og realister er ikke repræsenteret i Præsidiets selv om vi formentlig tegner os for halvdelen af vælgerne uden for disse bygninger. Vi bliver først taget med på råd, når de første folkeafstemninger har forkastet forfatningsudkastet, det er lidt bagvendt og temmelig meget spild af tid. Det var smartere, hvis føderalisterne gik i dialog nu og tog vores forslag alvorligt. Føderalisterne vil gerne have en stærk Kommission. Tror I virkelig, at I får en stærk Kommission bag lukkede døre,

uden folkelig kontrol, uden at stå til ansvar for vælgerne. Så kan man lade Kommissionen vælge af Europa-Parlamentet og få europæisk parlamentarisme.

Men hvor er det fælles europæiske folk, som er parat til det? Stemmeprocenten til Europa-Parlamentet er faldet fra 63 til 49% over fem valg, hvor Europa-Parlamentet har fået mere magt. Selv om Europa-Parlamentet i dag har større indflydelse på flere love end de nationale parlamenter, så foretrækker vælgerne altså de nationale parlamenter.

Virkeligheden taler for vores forslag om at lade hvert land vælge sin egen kommissær, og lade ham eller hende møde i det nationale parlaments Europa-udvalg hver fredag.

Kommissæren må stå til ansvar for vælgerne og de valgte, der hvor folk stemmer, lever og bor. Formanden for Kommissionen kan så vælges på et fælles møde med f.eks. 20 repræsentanter for hvert nationalt parlament.

Ministerrådet kan repræsentere den udøvende magt i medlemsstaterne med 1 stemme til hver minister og dobbelt flertal. De skiftende formandskaber kan fortsætte, den mindste medlemsstat, Luxembourg, har ofte leveret de bedste formandskaber.

Udenrigspolitikken mangler ikke en fælles præsident, men enighed mellem landene og et meget stærkere FN. Europa-Parlamentet skal kunne komme med ændringsforslag og forkaste alle lovforslag efter forligsproceduren, men de nationale parlamenter skal selv kunne lovgive, hvor Europa-Parlamentet har forkastet et

forslag. Europa-Parlamentet kan få stærkere kontrolbeføjelser, mens lovkataloget og nærhedsprincippet bør styres fra de nationale parlamenter. Så kan vi få et slankere og åbent samarbejde funderet hos vælgerne. Demokratiernes Europa i stedet for præsidenternes EU. Folkestyre uden folk er bare styre, og det kan ikke skjules bag en fin præsident.

732  
733  
734

1-067 Translation

Bonde (PE). Mr. President, the French-German suggestion is neither French nor German, but elitistic. Show me those French or Germans that have demonstrated to get an extra president and an extra prime minister in Brussels. We have each our own prime ministers and presidents, I even have a real queen. It is not more presidents at the top but more democracy in the bottom we need. The starting point for our discussion should not be the different ministers wish of a retirement job in EU, we should not discuss architecture from above, but from below and upwards. Start with the connection between the voters and what is decided here in EU. The voters should always have the last word with respect to who decides what. Therefore the result from the Convention should be sent to referendum in all countries. That would automatically remove all suggestions that take from the voters and give the not-elected. One rarely gets people to vote against them self. That could also open a fair dialog between federalists and eurorealists.

735

The sceptics and realists are not

736 represented in the Chairmanship, even if we supposedly sign for half of the voters outside these buildings. We are only included in the discussion when the first referendums have rejected the constitution draft, that is a bit awkward and pretty much waste of time. It would have been smarter if the federalists started a dialog now and took our suggestions seriously. The federalists want to have a strong Commission. Do you really think that you get a strong Commission behind closed doors, without control from the people, without being held responsible to the voters? Then one can let the Commission elect from the European Parliament and get a European cabinet responsibility. But where is the united European people that is ready for that? The election participation to the European Parliament has decreased from 63 to 49% over five elections, where the European Parliament has got more power. Even if the European Parliament today has greater influence on more laws than the national parliaments, the voters still prefer the national parliaments.

The reality speaks for our suggestions on letting each country elect their own commissar, and let him or her meet in the national parliament's Europe Board each Friday. The commissar must be held responsible to the voters and the elected, where people vote and live. The chairman for the Commission can then be elected in a common meeting with for example 20 representatives from each national parliament. The minister board can represent the executive power in the member

states with 1 vote to each minister and double majority. The changing chairmanships can continue, the smallest member state, Luxembourg, has often delivered the best chairmanships. The foreign policy does not lack a common president, but an agreement between the countries and a much stronger UN. The European Parliament has rejected one suggestion. The European Parliament must get stronger control powers, while the law catalogue and closeness principle should be governed from the national parliaments. Then we can get a slimmer and more open cooperation founded by the voters. A Europe of democracy, not the presidents' Europe. Democracy without people is just rule, and that cannot be hidden behind a nice president.

738  
739  
740

⚠ \*\*A\_justify- ⚠ A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- ⚠ \*\*A\_justify- ⚠ A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- ⚠ B\_demand, call for, desire- ⚠ B\_judge  
⚠ \*\*A\_justify- ⚠ \*\*A\_argue- ⚠ B\_demand, call for, desire-  
⚠ A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- ⚠ A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- ⚠ B\_demand, call for, desire-

1-068

Santer (Ch.E/G.-LU). - Merci Monsieur le Président. Lors de mes interventions d'ordre général, j'ai insisté sur la nécessité pour l'Union de disposer d'institutions communes fortes, de privilégier et d'étendre la méthode communautaire et de renforcer les éléments institutionnels aptes à promouvoir l'intérêt commun. Le triangle institutionnel doit dès lors être renforcé et la représentation extérieure de l'Union doit être réformée. La Commission est l'unique Institution garante de l'intérêt commun qui fonde l'Union. Par conséquent, elle seule fournit le moteur de l'intégration européenne et en tant que telle, elle est investie d'une loi

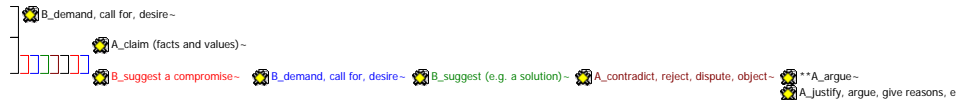
exclusive d'initiative législative. Conformément au mémorandum du Bénélux, je plaide pour une élection du Président de la Commission européenne par le Parlement européen avec une majorité des 3/5 de ses membres. En terme de légitimité, il est important que les candidats continuent de faire l'objet d'une proposition de candidature par le Conseil européen. Il est primordial d'accorder au Président de la commission la responsabilité quant au choix des Membres de son Collège, en collaboration avec les Etats membres. En outre, je ne vous surprendrai guère en suggérant que c'est au Président de fixer les lignes générales de la politique communautaire et avoir en quelque sorte, comme on dit en allemand, "eine richtige Kompetenz". Le Président de la Commission doit avoir la possibilité de modifier, en cours de législature, la composition de son équipe ou d'opérer, le cas échéant, une nouvelle répartition des compétences attribuées aux Commissaires. La Commission peut parfaitement fonctionner avec vingt-cinq membres issus de chaque Etat membre, à condition bien entendu de se structurer autour de trois ou quatre vice-présidences chargées de coordonner les activités et les politiques communautaires.

Le Conseil réunit les représentants des Etats membres et constitue ensemble avec la Commission et le Parlement, un pilier du triangle institutionnel. Le Conseil européen est l'organe d'impulsion politique et stratégique. Mais l'égalité de traitement entre Etats membres, est un pendant à l'intérêt

commun et une garantie pour l'équilibre entre les Institutions. La question de la Présidence du Conseil européen et du Conseil est d'une importance centrale pour l'agencement de l'architecture institutionnelle. Or, notre Convention doit conduire l'Union vers une architecture institutionnelle durable, simple et plus efficace. D'une part, d'une manière générale, on peut se poser la question de savoir si effectivement, les objectifs de continuité, de stabilité et de visibilité vers l'intérieur et vers l'extérieur ne seraient pas mieux servis par l'Institution d'une Présidence unique à double chapeau, comme certains intervenants l'ont d'ailleurs proposé au cours des débats antérieurs. D'autre part, en ce qui concerne les Etats membres, la rotation au niveau du Conseil européen et des Conseils spécialisés doit être maintenue. Dans une intervention antérieure, j'ai parlé des faiblesses, mais également des forces, du principe de la rotation. Si faiblesse il y a, il faut y remédier et trouver des solutions adéquates sans mettre en cause le système. Les intérêts des Etats membres ne seront pas mieux représentés par l'élection d'une Présidence du Conseil européen à longue durée. En tout état de cause, il semble difficile d'admettre que la Présidence des Etats membres soit élue en dehors du Conseil. Par contre, je n'exclus pas que la Présidence de certains Conseils, comme par exemple l'Ecofin, respectivement l'euro-groupe institutionnalisé, puisse être exercée pour une période prolongée. Toutefois, il est évident que le statu quo au niveau du Conseil Affaires

générales et du Conseil Relations extérieures ne constitue pas une option viable. A côté de la Commission, le Conseil Affaires générales doit pouvoir jouer son rôle de coordinateur. A cet effet, je préconise la désignation au sein des gouvernements des Etats membres, et selon leurs propres intérêts, d'un Ministre responsable à plein temps des Affaires européennes. En ce qui concerne la présidence du Conseil Relations extérieures, celle-ci devrait revenir, tel que le préconise d'ailleurs le mémorandum du Bénélux, au futur Vice-président chargé des Relations extérieures dont les fonctions avaient été définies lors de nos derniers débats. Je vous remercie.

744  
746  
747  
748  
789



751  
752

1-069  
PRESIDENCE DE M.  
GISCARD D'ESTAING  
Président

1-070  
Farnleitner (Ch.E/G.-AT). - Herr  
Präsident, ich möchte vielen  
Vorrednern zustimmen und  
brauche vieles nicht zu  
wiederholen. Ich möchte mich  
auf das Papier des Präsidiums  
konzentrieren und nicht auf  
zwischenzeitlich abgefeuerte  
Leuchtraketen textlicher Art und  
daher Folgendes sagen.

Wir haben bisher im Konvent  
relativ viel erreicht, und  
erstaunlicherweise zählen die  
Vertreter aus den  
Kandidatenländern, unsere  
neuen jungen Mitglieder, zu den  
Euphorischsten, zu den  
Konstruktivsten, zu den am  
wenigsten Schwierigen. Jetzt,  
wo wir den heutigen Stand  
erreicht haben, sagen wir ihnen



753


754

im Text, weil wir plötzlich in den Institutionen mehr werden, müssen wir euch vielleicht weniger Kommissare geben, oder ihr dürft keinen Vorsitz mehr haben. Ich verstehe diese Logik überhaupt nicht! Aus der Erfahrung des Konvents gibt es dafür keinen Anlass. Wenn sie in der Sache so konstruktiv arbeiten, wie es sich bisher auch bei Arbeitsgruppenreformen gezeigt hat, glaube ich, wäre es geradezu eine Penalisierung, wenn wir sagen, jetzt, wo wir zahlreicher sind, brauchen wir eine kleinere Kommission und keine Rotation mehr.

Ich spreche mich daher - gerade wegen dieser Konventserfahrungen - für die Beibehaltung des Rotationsprinzips aus, mit den Variationen, die Jacques Santer richtig und auch von mir unterstützt angesprochen hat. Ich spreche mich dafür aus, dass die Kommission weiterhin gestärkt bleibt, es für jedes Land ein Kommissionsmitglied gibt. Ich unterstütze sehr, dass der Kommissionspräsident durch das Europäische Parlament gewählt wird, aber auf Vorschlag des Rates. Ich könnte mir bei nunmehr so vielen Mitgliedern im Rat durchaus vorstellen, dass es vielleicht einen Zweier- und Dreivorschlag gibt und damit auch der Spielraum des Parlaments größer wird. Ich warne sehr davor zu sagen, dass die Vielzahl der Mitglieder, etwa in den Räten, die Kontinuität erschwert. Seit Sevilla II soll es ja ein dreijähriges Aktionsprogramm geben. Wenn es dann ein Aktionsprogramm der Räte gibt, das mit dem Parlament und der Kommission

755  
756

koordiniert ist, wo soll da die Spiegelmöglichkeit einzelner Vorsitzländer sein? Das wäre ja gegenüber der derzeitigen Situation ein großer Vorteil.

 **A\_justify**, argue, give reasons, explain [SN 1]-

757  
758

Ich möchte mich noch kurz dem Europäischen Rat zuwenden. Ich glaube, dass der Europäische Rat selber dafür sorgen sollte, dass er keine Ersatzhandlung für nicht funktionierende Räte ist; dann wird er weiter seine Leitlinienfunktion erfüllen können.

 **B\_suggest** (e.g. a solution) -  **B\_demand**, call for, desire-

759  
760

Ich möchte noch ein Problem ansprechen, und das ist der Europäische Gerichtshof. Ich erinnere daran, dass wir in Europa nicht genug gute Richter haben können, vor allem, wenn es darum geht, den europäischen Bürgern den Zugang zu den Gerichten zu erleichtern. Mir ist es lieber, wir haben mehr Dolmetscher und mehr Richter als noch mehr Beschäftigungslose in anderen Bereichen. Ich glaube, dass es auch beim Europäischen Gerichtshof dazu kommen sollte, dass man künftig für die vielen neuen Richter, die man braucht, vielleicht ein Objektivierungsverfahren durch hearings einführt, weil klar gestellt werden muss, dass Richter bestellt werden, die tatsächlich den Herausforderungen der europäischen Situation entsprechen.

Insgesamt sind wir, glaube ich, auf einem guten Weg. Wir sollten uns nochmals überlegen, ob wir bei der gezeigten Arbeitsharmonie tatsächlich einen Strukturbruch von Institutionen brauchen.

761

762

1-071

Hjelm-Wallén (Ch.E/G.-SE). –  
Herr ordförande! Min  
utgångspunkt för reformerna av  
EU-samarbetet är full respekt för  
varje medlemsstat och  
bibehållen maktbalans mellan  
institutionerna. Alla institutioner  
måste samtidigt förstärkas. Jag  
skall förklara min syn på detta.

764

765

766

767

Rådets arbete måste vara  
långsiktigt och mer öppet. För  
att upprätthålla den viktiga  
principen om roterande  
ordförandeskap, vilket så många  
har understrukt under dagens  
debatt, menar jag att vi bör  
arbeta med  
gruppordförandeskap, med delat  
ansvar mellan förslagsvis tre  
medlemmar. Jag vill dessutom  
kombinera detta med en vald  
ordförande, vars arbetsuppgifter  
skall avgränsas, så att de inte  
kolliderar med  
kommissionsordförandens  
uppgifter. För att ytterligare  
understryka kontinuiteten tror  
jag att fleråriga arbetsprogram  
för rådet är väsentliga.

768

769

När rådet arbetar med  
lagstiftning skall sammanträdena  
självfallet vara öppna. På flera  
politikområden, t.ex. stora delar  
av det rättsliga området, är en  
övergång till beslut med  
kvalificerad majoritet önskvärd.  
Samtidigt finns det fortfarande  
områden, t.ex. säkerhetspolitik  
och skatter, där enhällighet  
alltjämt bör gälla.

Liksom så många andra vill jag  
se en tydligare utrikespolitisk  
representant för unionen. Jag vill  
att den personen fortfarande  
skall vara ansvarig inför rådet.  
Dessutom vill jag se ett närmare

770 samarbete mellan rådet och  
771 kommissionen på  
utrikesområdet.

772 Vad gäller kommissionen  
773 behöver vi en stark och effektiv  
kommission, en kommission  
som driver EU-arbetet framåt,  
och som övervakar att  
774 medlemsländerna genomför den  
775 lagstiftning som vi har fattat  
beslut om. Jag menar att  
kommissionens förslag om  
delegerade akter är bra. Det  
774 skulle förbättra beslutsfattandet i  
775 unionen. Kommissionen bör  
vidare ges förstärkt förslagsrätt  
på utrikesområdet och det  
rättsliga området.

776 Vad gäller sammansättningen av  
777 kommissionen är det viktigt att  
den speglar hela EU. Det bör  
därför finnas en  
kommissionsledamot från varje  
land, vilket många här redan har  
tagit upp, och vilket även jag vill  
understyrka.

Jag avvisar förslaget att  
kommissionsordföranden skall  
väljas enbart av  
Europaparlamentet. Jag tror att  
det skulle innebära en  
partipolisering som skulle  
riskera kommissionens  
oberoende ställning. Jag anser  
att det är väldigt viktigt att  
kommissionsordföranden kan  
företräda hela EU.

Även Europaparlamentets  
inflytande bör förstärkas,  
framför allt genom  
medbeslutande på fler  
lagstiftningsområden, t.ex. inom  
asyl- och migrationspolitiken.  
Jag tror dock inte att det finns en  
absolut koppling mellan beslut  
med kvalificerad majoritet och  
medbeslutande för parlamentet.

778  
779

Även med denna princip,  
kommer det att behövas väldigt  
många undantag.

780  
781

De nationella parlamenten har en  
avgörande roll för regeringarnas  
ställningstagande i rådet. Det  
gäller därför att se till att de blir  
mer involverade i vårt  
beslutsfattande.

782  
788  
786

Subsidiaritetsprövningen som de  
skall göra är bra, men jag hoppas  
att det skall tillkomma även  
andra förslag.

787

Mot bakgrund av dessa  
argument ser jag inget utrymme  
för en s.k. Europeisk kongress.  
Jag tror att fler institutioner bara  
gör EU ännu svårare att förstå  
för våra medborgare. Vår  
ambition borde ju vara  
förenkling och större  
begriplighet. Därmed tror jag  
nämligen att vi kan vinna fler  
medborgare för den goda EU-  
tanken.

1-071 Translation

Hjelm-Wallén (Ch.E/G.-SE). –  
Herr Vorsitzender! Mein  
Ausgangspunkt für Reformen  
der Zusammenarbeit der EU ist  
voller Respekt für jeden  
Mitgliedsstaat und die  
Beibehaltung der Machtbalance  
zwischen den Institutionen. Alle  
Institutionen müssen gleichzeitig  
verstärkt werden. Ich möchte  
meine Auffassung davon  
erklären.

Die Arbeit des Rates muss  
langfristig und offener sein. Um  
das wichtige Prinzip des  
rotierenden Vorsitzes aufrecht  
zu erhalten, was viele in der  
heutigen Debatte unterstrichen  
haben, meine ich, dass wir mit  
einem Gruppenvorsitz, mit einer  
geteilten Verantwortung von  
beispielsweise drei Mitgliedern

arbeiten sollten. Darüber hinaus möchte ich dies mit einem gewählten Vorsitzenden kombinieren, dessen Aufgaben abgegrenzt werden sollen, so dass sie nicht mit den Aufgaben des Kommissionsvorsitzenden kollidieren. Um zusätzlich die Kontinuität zu unterstreichen, glaube ich, dass mehrjährige Arbeitsprogramme wesentlich für den Rat sind.

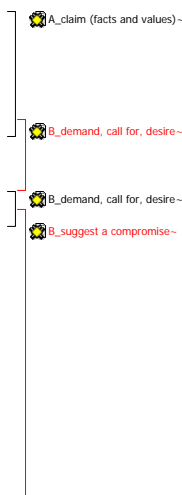
788

Wenn der Rat an der Gesetzgebung arbeitet, sollten die Zusammenreffen selbstverständlich öffentlich sein. In vielen Politikbereichen, zum Beispiel großen Teilen des Justizbereiches, wäre ein Übergang zum Beschlussverfahren der qualifizierten Mehrheit wünschenswert. Gleichzeitig gibt es weiterhin Bereiche, wie zum Beispiel die Sicherheitspolitik und Steuern, in denen Einheitlichkeit nach wie vor gelten soll.

789

790

Wie so viele andere möchte ich einen deutlicheren außenpolitischen Repräsentanten für die Union sehen. Ich will, dass diese Person weiterhin gegenüber dem Rat verantwortlich ist. Darüber hinaus möchte ich eine nähere Zusammenarbeit zwischen dem Rat und der Kommission im außenpolitischen Bereich. Was die Kommission betrifft, brauchen wir eine starke und effektive Kommission, die die Arbeit der EU vorantreibt und die Umsetzung der Gesetzgebung, die wir beschlossen haben, in den Mitgliedsländern überwacht. Ich denke der Kommissionsvorschlag einer delegierten Steuerung ist gut. Dies sollte die Beschlussfassung



791 in der Union verbessern. Der  
Kommission sollte weiter ein  
verstärktes Initiativrecht im  
Bereich der Außen- und der  
Justizpolitik gegeben werden.  
Was die Zusammensetzung der  
792 Kommission betrifft, ist es  
wichtig, dass sie die ganze EU  
widerspiegelt. Es sollte daher  
ein Kommissionsmitglied aus  
jedem Land geben, was viele  
hier bereits erwähnt haben und  
793 was ich ebenfalls unterstreichen  
möchte.

Ich lehne den Vorschlag ab, den  
Kommissionsvorsitzenden nur  
vom Europaparlament wählen zu  
lassen. Ich denke, dass dies eine  
Parteienpolitisierung nach sich  
zieht, die die unabhängige  
794 Stellung der Kommission  
gefährdet. Ich halte es für sehr  
wichtig, dass der  
Kommissionsvorsitzende die  
ganze EU vertreten kann.  
Auch der Einfluss des  
Europaparlamentes sollte  
gestärkt werden, besonders  
durch mehr  
Mitentscheidungsverfahren in  
mehreren Bereichen, wie zum  
Beispiel in der Asyl- und  
Migrationspolitik. Ich glaube  
dennoch nicht, dass es eine  
vollständige Verknüpfung  
zwischen der Beschlussfassung  
mit qualifizierter Mehrheit und  
der Mitentscheidung des  
Parlamentes gibt. Selbst mit  
diesen Prinzipien werden sehr  
viele Ausnahmen nötig sein.  
Die nationalen Parlamente  
spielen eine entscheidende Rolle  
für die Stellungnahmen der  
Regierungen im Rat. Daher gilt,  
dass wir zusehen, sie stärker in  
unsere Entschlussfassung  
einzubinden. Eine  
Subsidiaritätsüberprüfung, die  
sie durchführen würden, wäre  
gut, aber ich hoffe, dass noch

andere Vorschläge gemacht  
werden.

Vor dem Hintergrund dieser  
Argument sehe ich keinen  
Spielraum für einen sogenannten  
Europäischen Kongress. Ich  
glaube, dass mehr Institutionen  
die EU für unsere Mitbürger nur  
noch schwerer zu verstehen  
macht. Unsere Ambition sollte  
doch Vereinfachung und größere  
Begreifbarkeit sein. Damit,  
glaube ich nämlich, können wir  
mehr Mitbürger für den guten  
Gedanken der EU gewinnen.

1-072

Le Président. - Je vous remercie  
Madame. Je vais donner la  
parole à deux observateurs  
puisque'ils ont une manifestation  
tout à l'heure. On va voir si  
Monsieur Dammeyer revient ou  
non. S'il revient, on lui donne la  
parole. S'il est en train de  
prendre des petits fours, il  
parlera demain matin. La parole  
est à Monsieur Krasts de la  
Lettonie.

1-073





Krasts (Gouv.-LV). - Mr  
President, the national interests  
of EU Member States have  
determined the current  
institutional architecture and the  
scope of competences. To me, as  
a representative of an EU  
candidate country, there is a  
mood to maintain existing  
structures, acknowledging that  
the current system was a result  
of political compromises  
between current Member States.  
The candidate countries cannot  
base proposals for the EU  
reforms on their own experience;  
we can only presume that the EU  
Institutions' capacity will not be  
sufficient after ten new members  
are taken on board.



804  
805

The liberal EU internal market trade policy, competition policy, state-aid control policy and so on largely depend on domestic policies carried out by Member countries. Do we want to create EU institutions to deal with these issues instead of national governments? The political will of the national governments to accelerate economic integration and liberalisation of the EU's single market could dramatically reduce EU reliance on its institutional strengths.

806  
807

 \*\*A\_argue-  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-  \*\*A\_argue-  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

808  
809

The building of the new institutions must be determined by strict co-ordinates: a balance between small and large nations reflecting the balance between the Institutions. The existing national diverse election systems to the European Parliament should be maintained. Proposals to unify the election system would only deepen the gap between the citizens and Parliament. The only way to increase citizens' interest in elections to the European Parliament is to make the EU more transparent, democratic and understandable.

We should continue the discussion on reforms of the Council presidency to create more effectiveness and continuity. Various solutions should be evaluated, for instance a group presidency. However, an elected president of the Council should not be an option because that will cause an imbalance within the Institutions and would require a Commission President to be elected by popular vote, with appropriate changes in Parliament's role.

810  
811

The role of the European Commission as regard the Treaties and fair treatment of all Member States should be strengthened - first of all, through extension of the Community method. I have doubts that the Commission President, elected by the European Parliament, would make the Commission better functioning and more democratic. This will lead to the politicisation of the Commission, and even its dependence on the political groups in Parliament. The Commission should maintain exclusive rights of legislative incentive. The principle that each Member State has one Commissioner has to be maintained.

812  
813

]]]]  \*\*A\_argue~  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-  \*\*A\_give reasons~  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-  B\_reject, decline, refuse-  B\_suggest (e.g. a solution)-

814  
815

I see that now it is time for national parliaments to emerge as an element of stabilisation during institutional reform. National parliaments could be the instruments to balance the weight of the EU Institutions - possibly as co-electors of the Commission President and as an instrument to ensure the principle of subsidiarity.

816  
818

In this context, the principle of open Council meetings for national parliaments should be supported.

1-074

Dammeyer, Ausschuss der Regionen. - Herr Präsident, ich möchte gerne für den Ausschuss der Regionen begrüßen, dass wir uns in der nächsten Sitzung ausführlich mit der Rolle der Regionen im europäischen Einigungsprozess und dem

819  
820

Prozess der Willensbildung beschäftigen. Aber ich glaube, im Zusammenhang mit der Diskussion über die Organe der Europäischen Union sollte ich drei oder vier Bemerkungen machen.

821  
822

Erstens: Der Ausschuss der Regionen möchte gerne, dass er als einer der Organe der Europäischen Union akzeptiert und respektiert wird, und es sollte so auch in der Verfassung verankert sein. Zweitens: Sie sollten auch alle wissen, dass der Ausschuss der Regionen mehr als nur beratende Kompetenzen haben möchte, so wie das gegenwärtig in den Verträgen steht. Da sollte eine Kompetenzerweiterung, eine Zuständigkeitsverbesserung stattfinden, und darüber werden wir auch Vorschläge vorlegen.

823  
824

Drittens: Wir bedanken uns ausdrücklich beim Europäischen Parlament für die Diskussion, das es im Gefolge des Lamassoure-Berichtes geführt hat, wo ja zunächst die Vorstellungen über Regionen ausgeklammert wurden und jetzt in einem eigenen, neuen Bericht von Napolitano wieder auftauchen. Wir glauben, dass das ein guter Beitrag ist, um die Position der Regionen im europäischen Gefüge zu verankern und richtig zu beschreiben.

Meine letzte Bemerkung ist: Weil in dem vorbereitenden Papier, das die Präsidentschaft hier vorgelegt hat, auch etwas über die Zusammensetzung des Europäischen Parlamentes bemerkt ist, möchte ich gerne - in Analogie zu der Debatte, die

wir vor dem Gipfel von Nizza geführt haben - darauf hinweisen, dass dann, wenn der Ausschuss der Regionen die Hälfte der Zahl der Mitglieder des Europäischen Parlamentes umfasst, auch jeder Mitgliedstaat die Hälfte der Mitglieder, die es in das Europäische Parlament entsendet, künftig in den Ausschuss der Regionen entsenden soll, so dass eine andere Zusammensetzung als bislang in der Parallelität zum Wirtschafts- und Sozialausschuss vorgesehen wird. Im Übrigen werden wir die Diskussion ja ganz sicher auch in der nächsten Sitzung fortsetzen.

825  
828

1-075

Jacobs, Partenaires Sociaux Européens. - Merci Monsieur le Président. Pour le monde des entreprises que l'UNICE représente, la Convention doit veiller à ce qu'un cadre institutionnel permette à l'Union de prendre des décisions rapides, transparentes, qui rencontrent un appui général et peuvent être vues par des tribunaux efficaces. Pour l'UNICE, il est dès lors important que l'Union dispose d'une Commission indépendante et forte, qui agisse en tant que gardienne du Traité et qui fasse des propositions législatives au Conseil et au Parlement dans l'intérêt de l'Union tout entière. Maintenir un droit exclusif d'initiative en matière législative à une Commission pleinement indépendante représente un moyen de garantir la cohésion et l'efficacité des actions communautaires. Le rapport de synthèse récemment publié par la Commission qui évalue les progrès réalisés pour atteindre les objectifs de Lisbonne met le

828  
829

doigt, à juste titre, sur la défaillance des Etats membres dans leur mise en œuvre. Une intégration plus poussée du Marché intérieur se fera uniquement si les Etats membres sont incités davantage par la Commission à respecter leurs engagements.

830  
831832  
833

En ce qui concerne la prise de décisions, l'UNICE est d'avis que le vote à majorité qualifiée doit être la règle générale, l'unanimité devenant une exception réservée à un nombre restreint de questions. Plus précisément, l'unanimité devrait s'appliquer aux questions de la politique sociale aujourd'hui inscrites dans l'article 137 paragraphe 3, ainsi qu'aux nouvelles initiatives en matière de fiscalité.

En ce qui concerne la Cour de justice, il est important pour les entreprises que la Cour reçoive des ressources supplémentaires lui permettant de mener à bien ses tâches et d'accélérer ses procédures qui sont encore trop lentes.

Enfin, afin de garantir la flexibilité et le dynamisme qui sera requis par l'Union si elle veut atteindre les objectifs de compétitivité fixés à Lisbonne, l'UNICE souhaite aussi réitérer sa demande qu'une place plus grande soit donnée dans le Traité à la subsidiarité horizontale. Il est important de permettre aux acteurs économiques et sociaux d'apporter eux-mêmes des solutions pour favoriser plus de flexibilité et d'intégration du Marché unique. Il existe d'ailleurs de nombreux bons exemples en cette matière dans

la plupart des Etats membres. A ce sujet, je tiens à signaler que l'UNICE et son partenaire l'UEAPME, représentant les entreprises petites et artisanales, ont adopté une contribution conjointe avec les syndicats européens et la CEEP sur le rôle des partenaires sociaux. L'existence et le rôle des partenaires sociaux actuels qui peuvent être considérés comme pleinement représentatifs des intérêts des employeurs et de leurs employés doivent être explicitement repris dans la partie 1 du Traité constitutionnel, en plus des références plus précises qui doivent aussi être incluses dans la partie 2 du Traité. Je vous remercie.

834  
836837  
838

1-076

Berger (PE). - Herr Präsident, es ist erfreulicherweise heute schon vielfach betont worden, dass sich Institutionen ja nicht selbst rechtfertigen können und kein Selbstzweck sind. Institutionen und Verfahren dienen dazu, dass wir vorgeordnete Prinzipien in bestmöglicher Weise erfüllen können, und die Prinzipien, um die es geht, wurden auch schon vielfach genannt und im Mandat von Laeken erwähnt: Demokratie, Transparenz und Effizienz.

Ich möchte mich speziell der Frage widmen, was denn diese Prinzipien auf der Ebene der Gesetzgebung der Europäischen Union bedeuten. Ich denke - und hier ist die Arbeitsgruppe Amato ja sehr, sehr weit gekommen -, wir brauchen eine viel bessere und klarere Unterscheidung zwischen Gesetzgebung und Exekutive und eine klare Zuordnung zu den

839  
840

unterschiedlichen Institutionen  
der Europäischen Union.

841  
842

Nichts, was seinem Charakter  
nach Gesetzgebung ist - und wir  
haben hier ja auch auf der  
Grundlage der Erkenntnisse des  
Europäischen Gerichtshof eine  
Definition in der Arbeitsgruppe  
gefunden - nichts darf dem  
Gesetzgebungsverfahren  
entzogen werden, was der Sache  
nach Gesetzgebung ist. Dies ist  
leider in vielen Bereichen derzeit  
der Fall. Ich möchte nur das  
Agrarrecht, den Artikel 202, und  
Teile des Wettbewerbsrechts  
erwähnen.

843  
844

Die für das  
Gesetzgebungsverfahren  
zuständigen Institutionen  
müssen auch klar von denen der  
Exekutive unterschieden werden  
und spezifischen zusätzlichen  
Anforderungen genügen. Das  
bedeutet im Wesentlichen, dass  
der Ministerrat sich klar  
organisieren muss in einen  
gesetzgebenden und in einen  
exekutiven Teil und beide  
säuberlich getrennt werden. Ich  
möchte daher nachdrücklich die  
Idee eines eigenen  
Legislativministerrates  
unterstützen, der gemeinsam mit  
dem Europäischen Parlament für  
die Gesetzgebung zuständig ist  
und der auch dem Erfordernis  
der Öffentlichkeit genügt. In  
diesem Vorschlag - und auch  
z.B. im Hinblick auf die  
Vereinfachungen des  
Komitologieverfahrens - ist der  
deutsch-französische Vorschlag  
sicher zu begrüßen.

Unter dem Gesichtspunkt der  
Effizienz sollte in diesem  
Legislativrat durchwegs mit  
qualifizierter Mehrheit und nach

dem System der doppelten Mehrheit der Staaten und der Bevölkerungen abgestimmt werden. Zwar haben sich heute viele für dieses Prinzip ausgesprochen, aber es sind leider auch schon wieder die ersten Listen erstellt worden, in denen dieses System nicht zur Anwendung kommt. Beide Kammern der zukünftigen Gesetzgebung sollen in der Form eines verbesserten Mitentscheidungsverfahrens zusammenwirken, wobei die letzte formelle Annahme eines europäischen Gesetzes beim Europäischen Parlament und nicht wie jetzt beim Rat liegen sollte.

845  
846

Ich denke, dass der Vorsitz im Legislativrat unabhängig von den Lösungen, die für andere Ratsformationen gefunden werden, gesehen werden kann, und dass im Legislativrat gegen das Prinzip der Rotation jedenfalls nichts einzuwenden ist. Für die Arbeit in diesem Legislativrat wäre es auch ideal, wenn sie von Europaministern übernommen werden könnte, in einem zukünftigen Stadium vielleicht sogar von nationalen Parlamentariern. Hier möchte ich betonen, dass sich dieser Konvent ja nie dagegen ausgesprochen hat, dass es - so wie es der Herr Präsident am Anfang geschildert hat - ein Zweikammersystem im Gesetzgebungsverfahren gibt, sondern wogegen wir uns ausgesprochen haben, ist ein Dreikammersystem, wo Europäisches Parlament, Rat und womöglich noch eine Kammer der nationalen Parlamente zusammenwirken.

847



848 Zum französisch-deutschen  
Vorschlag noch ein Wort. Ich  
glaube, es ist ganz treffend, dass  
eine Schweizer Zeitung den  
Vorschlag bezeichnet hat als  
Regierungsmodell, das derzeit in  
Andorra zur Anwendung kommt  
und schon daher wahrscheinlich  
kaum geeignet ist, doch ein  
849 etwas größeres Gebilde als  
850 Andorra, nämlich die  
Europäische Union, zu regieren.  
In Andorra teilen sich der  
französische Staatspräsident und  
der Bischof von Urgell die  
852 Macht, und ich denke nicht, dass  
853 das das Modell für die  
Europäische Union sein kann.

1-077

Le Président.- Vous pourriez  
ajouter, Madame Berger, que par  
un vote du Parlement en deux  
rangs, les anciens Présidents de  
la République gardent leur titre à  
vie. Ce qui n'est pas proposé, je  
crois, dans la proposition franco-  
allemande. La parole est à  
Monsieur Gricius, du Parlement  
lituanien.

1-078

Gricius (Parl.-LT). - Le  
président Giscard d'Estaing, dans  
ses remarques liminaires, a fait  
mention du fait qu'au jour  
d'aujourd'hui, nous pouvons  
songer à trois groupes d'Etats  
membres, y compris les Etats  
membres à venir. Vous avez  
parlé des petits, des moyens et  
des grands Etats membres. Pour  
ma part, j'aimerais également  
souligner que les petits Etats  
membres seront bien sûr  
beaucoup plus sensibles à une  
idée de l'Europe fédérale. Nous  
devons donc, dans un avenir  
proche, essayer d'estomper ces  
différences. Dans le même  
temps, nous allons également  
avoir, dans l'Union européenne,

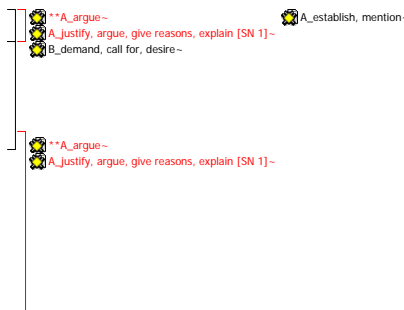
des pays nantis et d'autres qui le  
 sont moins. C'est encore un  
 aspect dont il faudra tenir  
 compte. Lorsque nous parlons,  
 au sein de cette Convention, de  
 l'élargissement et de  
 l'intégration, nous devons bien  
 sûr songer à ces deux aspects,  
 mais en fin de parcours nous  
 allons devoir fixer nos priorités  
 et il sera impossible de les traiter  
 tous les deux en même temps.

855  
856

Mon prochain point porte sur la  
 présidence permanente du  
 Conseil. Je crois que nous  
 sommes en présence d'un  
 dilemme lorsque nous parlons de  
 ce président à plein temps du  
 Conseil. Je crois qu'il faut songer  
 aux fonctions, aux droits et aux  
 obligations de ce président.  
 Quels seraient-ils? Si cette  
 personne se voit conférer de  
 grandes fonctions, de grandes  
 obligations, cela créera des  
 tensions entre la Commission et  
 le Conseil. Si, en revanche, les  
 fonctions et les obligations de  
 cette personne ne sont pas très  
 importantes, la question se  
 posera alors de son utilité.

857  
858

859  
860



Pour conclure, je dirai que la  
 future Constitution, si  
 Constitution il y a, de l'Union  
 européenne nécessitera d'être  
 ratifiée par les Etats membres. Et  
 là, nous allons au devant de  
 difficultés encore plus  
 importantes comparées à celles  
 que nous allons connaître après  
 la CIG. En effet, ne serait-ce que  
 pour des raisons d'arithmétique,  
 nous devons prendre tout cela en  
 considération lorsque nous  
 parlons d'une grande démocratie  
 en Europe.

862  
863

President, nearly all ideas concerning the present and future institutional architecture of the Union are based on the same principles. But proposals for putting these principles into practice differ. For Lithuania, it is important that in the course of this Convention and the subsequent IGC we should be able to establish the ways and means of achieving overall effectiveness of the Union, based on equal representation of the Member States and peoples.

864  
865

Concerning the Council, rotation of Member States in running the EU presidency is an expression of equality and should be kept as a principle. The undeniable political - or shall we say popular - advantage of a rotating presidency is in ensuring that Member States are directly involved in the governance process, thus playing a crucial role in connecting or legitimising the Union with its citizens. The same applies to big and small, old and new EU Members. As we see in the ongoing debate, there are technical or, as it was put by our Portuguese friend, managerial ways of making the rotating presidency more efficient - by improving strategic programming and strengthening the links between the countries that are to preside over the Union for two-and-a-half or three years. In this respect, we shall explore the possibilities offered by team presidencies.

Proposals on the president of the European Council are an innovation that might alter not only this corner of the institutional triangle but the



\*\*A\_argue-  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- A\_claim (facts and values)-

triangle itself, in a fundamental way. That is why we should examine this with an open and very critical mind: the possible relationship of this new, suggested position with the Commission President, the political accountability of this post and safeguarding the principle of equality among the Member States. Such analysis should also take into account the requirements of clarity of the Union's functioning.

866  
867

]]] \*\*A\_justify-  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- B\_demand, call for, desire- B\_suggest (e.g. a solution)-

The European Commission is, as we know, the executive institution that represents the common interest. The Commission must be strengthened. The election of the President of the Commission by the European Parliament or by the electoral college would go in the right direction. I also support the European foreign affairs representative, albeit recognising that the specificity of the function means it should be more closely integrated with the Commission.

868  
869

] \*\*A\_argue-  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

870  
872

] \*\*A\_argue-  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-  
 B\_demand, call for, desire-

To conclude, it is not one institution we are discussing here, not one function, but sharing and exercising democratic power. The founding principles of the Union should be upheld, with democratic equality going hand in hand with democratic efficiency.

1-080

Lopes (Ch.E/G.-PT). - Senhor Presidente, o sucesso da construção europeia deve-se à arquitectura institucional e ao método comunitário de decisão concebido por aqueles que chamamos "pais fundadores da União". Aqui os invocamos

muitas vezes, respeitemos o essencial da sua herança. Reforçar as instituições é aperfeiçoá-las e adaptá-las à dinâmica das novas realidades económicas, sociais e políticas a que a União deve fazer face. Não é alterar a sua concepção, desvirtuar as suas competências, modificar os actuais equilíbrios institucionais. Não é, também, tornar os mecanismos de decisão mais complexos e ambíguos. Que uma coisa fique clara: se o fizermos correremos o risco de fazer regredir o nosso projecto europeu.

873  
874875  
876

A criação de uma instituição chamada Comissão não foi obra do acaso. O papel da Comissão, guardiã dos Tratados e intérprete do interesse geral da União, o papel da Comissão como instituição de vocação supranacional e independente dos Estados-Membros tem, em qualquer reforma que venhamos a empreender, de ser integralmente salvaguardado. Fragilizar as competências da Comissão é fragilizar a própria União.

Sejamos directos: neste debate estarão à partida frente a frente dois modelos distintos de reforma. Um que acentua os aspectos intergovernamentais da actual arquitectura institucional. É o modelo dos que defendem, por exemplo, a eleição de um presidente para o Conselho Europeu, o seu reforço institucional e o fim das Presidências rotativas. O outro modelo é aquele que perfilho: uma Comissão com responsabilidades acrescidas, um Conselho que decida, em regra, por maioria qualificada, excepto

em áreas claramente identificadas, e um Parlamento Europeu que exerça plenamente a sua função de representante dos povos da União. Será ilusório acreditar que um modelo mais intergovernamental resolverá alegados problemas de eficácia e visibilidade da União. No curto prazo essa ilusão

877  
878  
879  
880  
881  
882

poderá parecer verdadeira, mas no médio e longo prazo poderão estar criadas as condições para que germinem focos de tensão e divisão entre nós. A natureza da União, enquanto império colegial, assenta na igualdade entre os seus membros. É uma igualdade qualitativa, não é uma igualdade quantitativa.

883  
886  
887

Passando à prática, Senhor Presidente, sobre dois pontos concretos de primeira relevância, sublinho o seguinte:

- primeiro: no Conselho Europeu, preservar a colegialidade mantendo a rotação; não à eleição de um presidente;

- segundo: na Comissão, reafirmar o princípio de um Estado-Membro/um comissário sem tergiversações; abertura para a eleição do presidente da Comissão por colégio eleitoral conjunto Parlamento Europeu/parlamentos nacionais.

1-080

Lopes (Ch.E/G.-PT). - Senhor Präsidente, o sucesso da construção europeia deve-se à arquitectura institucional e ao método comunitário de decisão concebido por aqueles que chamamos "pais fundadores da União". Aqui os invocamos muitas vezes, respeitemos o

essencial da sua herança.  
Reforçar as instituições é  
aperfeiçoá-las e adaptá-las à  
dinâmica das novas realidades  
económicas, sociais e políticas a  
que a União deve fazer face. Não  
é alterar a sua concepção,  
desvirtuar as suas competências,  
888 modificar os actuais equilíbrios  
institucionais. Não é, também,  
tornar os mecanismos de decisão  
mais complexos e ambíguos.  
Que uma coisa fique clara: se o  
fizemos correremos o risco de  
fazer regredir o nosso projecto  
europeu.

889 Die Institutionen zu verstärken  
heisst, sie zu verbessern und sie  
an die Dynamik der neuen  
wirtschaftlichen, sozialen und  
politischen Begebenheiten,  
denen die Union sich stellen  
muss, anzupassen. Es heißt  
nicht, ihr Konzept zu ändern,  
ihre Zuständigkeiten zu  
verfälschen, die aktuellen  
institutionellen Gleichgewichte  
zu modifizieren. Es heißt auch  
nicht, die  
Entscheidungsverfahren  
komplexer und ambig zu  
machen. Folgendes soll klar  
sein: würden wir das machen,  
würden wir das Risiko eingehen  
unser europäische Projekt  
zurückschreiten zu lassen.



A criação de uma instituição  
chamada Comissão não foi obra  
do acaso. O papel da Comissão,  
guardião dos Tratados e intérprete  
do interesse geral da União, o  
papel da Comissão como  
instituição de vocação  
supranacional e independente  
dos Estados-Membros tem, em  
qualquer reforma que venhamos  
a empreender, de ser  
integralmente salvaguardado.  
Fragilizar as competências da  
Comissão é fragilizar a própria  
União.

890

Sejamos directos: neste debate estarão à partida frente a frente dois modelos distintos de reforma. Um que acentua os aspectos intergovernamentais da actual arquitectura institucional. É o modelo dos que defendem, por exemplo, a eleição de um Präsidente para o Conselho Europeu, o seu reforço institucional e o fim das Präsidências rotativas. O outro modelo é aquele que perfilho: uma Comissão com responsabilidades acrescidas, um Conselho que decida, em regra, por maioria qualificada, excepto em áreas claramente identificadas, e um Parlamento Europeu que exerça plenamente a sua função de representante dos povos da União. Será ilusório acreditar que um modelo mais intergovernamental resolverá alegados problemas de eficácia e visibilidade da União. No curto prazo essa ilusão poderá parecer verdadeira, mas no médio e longo prazo poderão estar criadas as condições para que germinem focos de tensão e divisão entre nós. A natureza da União, enquanto império colegial, assenta na igualdade entre os seus membros. É uma igualdade qualitativa, não é uma igualdade quantitativa.

891

Lass uns Klartext reden: in dieser Debatte werden sich zwei unterschiedliche Reformmodelle gegenüber stehen. Eins, das die intergovernamentalen Aspekte der jetzigen institutionellen Architektur betont. Es ist das Modell derer, die sich, zum Beispiel, für die Wahl eines Präsidents des Europäischen Rats aussprechen, für seine institutionelle Verstärkung und für das Ende der rotativen Präsidentschaften. Das andere

 \*\*A\_argue~  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-



Modell ist das, dass ich vertrete: eine Kommission mit zusätzlichen Verantwortlichkeiten, ein Rat, der seine Beschlüsse - in der Regel - mit qualifizierter Mehrheit trifft, mit der Ausnahme klar definierter Materien und einem EP, das seine Aufgabe als Vertreter der Völker der Union durchaus ausübt. Es würde trügerisch sein, zu glauben, dass ein mehr intergovernamentales Modell angebliche Wirksamkeit- und Sichtbarkeitsprobleme der Union lösen würde. Kurzfristig könnte die Illusion echt erscheinen, aber mittel- und langfristig könnten so die Voraussetzungen für Spannungs- und Trennungspunkte unter uns erzeugt werdend. Die Natur der Union als ein kolegiales Reich beruht auf der Gleichheit ihre Mitglieder. Es handelt sich um eine qualitative und nicht um eine quantitative Gleichheit.






892


893

894

895

896

 \*\*A\_argue--  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-  
 \*\*A\_argue--  
 A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-  A\_establish, mention-

 B\_demand, call for, desire-

Passando à prática, Senhor Presidente, sobre dois pontos concretos de primeira relevância, sublinho o seguinte:  
 - primeiro: no Conselho Europeu, preservar a colegialidade mantendo a rotação; não à eleição de um Presidente;  
 - segundo: na Comissão, reafirmar o princípio de um Estado-Membro/um comissário sem tergiversações; abertura para a eleição do Presidente da Comissão por colégio eleitoral conjunto Parlamento Europeu/parlamentos nacionais.

Zur Handlung schreitend, Herr Pr, unterstreiche ich im Bezug auf zwei konkrete Punkte von höchster Bedeutung folgendes:  
 erstens: die Kollegialität im Europäischen Rat dadurch behalten, indem man die

897 Rotativität beibehält; Nein zur  
Wahl eines Präsidenten.  
zweitens: in die Kommission das  
Prinzip, "ein Mitglied Staat - ein  
Komissar" ohne weiteres  
898 Zaudern aufs neue zu versichern;  
900 Öffnung für die Wahl des  
902 Präsidenten der Kommission durch  
ein gemeinsames EP/Nat.  
Parlam. (Elektorales Kollegium)

1-081


Fayot (Parl.-LU). - Monsieur le Président, à lire les titres des journaux et à entendre les grands hommes d'état, il semble qu'il y ait un remède miracle à tous les maux de l'Europe : un Président de l'Europe, un seul, ou deux, ou pourquoi pas une Trinité. Que serait ce Président de l'Europe ? S'il s'agit du Président du Conseil européen, il faudrait d'abord voir ce qu'est ce Conseil européen. C'est sans doute un organe politiquement et stratégiquement important mais c'est aussi un organe à peine esquissé dans les Traités qui s'occupe de trop de choses. Sa montée en puissance est due aussi au dysfonctionnement du Conseil des ministres. Les chefs d'Etats ou de gouvernements ont créé des canaux parallèles de préparation et de commandement qui sont de nature purement intergouvernementale et qui manquent totalement de transparence. Procédures intergouvernementales et diplomatie secrète reviennent aux canaux. Si on veut parvenir à un fonctionnement transparent et démocratique de l'Union, il faut d'abord délimiter clairement le rôle des chefs d'Etats ou de gouvernements avant de décider la façon dont le Conseil

903  
904

européen sera présidé.

905  
906

Le Conseil européen doit se limiter à trois fonctions essentielles : donner des impulsions stratégiques, fixer le programme pluriannuel de l'Union et jeter les fondements de la politique extérieure. C'est d'ailleurs en gros ce que propose le document franco-allemand du 15 janvier 2003. Le Conseil européen doit surtout éviter de jouer le rôle d'une Cour d'appel pour les Conseils sectoriels qui ne font pas leur travail. Il doit aussi éviter de jouer sa crédibilité politique sur des décisions de détail, comme par exemple le sièges des Institutions. Il n'a pas été très efficace non plus comme constituant pour la réforme des Traités. En ce qui concerne la présidence de cet organe, les Etats membres veulent-ils un Monsieur Bush européen, voire un Monsieur Chirac pour être leur supérieur? Je ne pense pas que nous en soyons arrivés à ce stade final du fédéralisme. Ce n'est surtout pas l'impression que me donnent les grands Etats membres. Le Président du Conseil européen qu'ils imaginent sera peut-être un numéro de téléphone, mais à quoi servira-t-il s'il n'a rien dire? Ce sera surtout un Président de séance. Et pour cela, il n'est pas nécessaire d'abandonner la rotation des présidences.

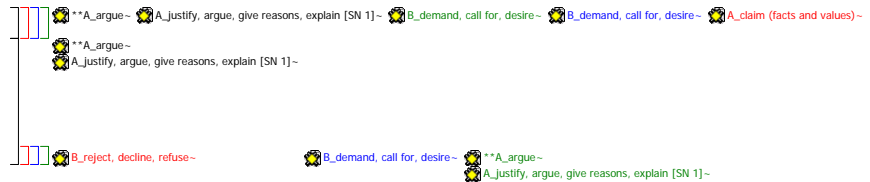
 \*\*A\_argue~  
A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1] -

D'aucuns imaginent que le Président du Conseil européen pourrait être en même temps le Président de la Commission. Mais le Conseil européen est par essence un organe intergouvernemental, alors que la Commission est un organe

communautaire. Pour moi, il y a là un vrai problème de séparation des pouvoirs. Mais tout cela ne résout pas le vrai problème fondamental, comme on l'a dit cet après-midi, à savoir le fonctionnement efficace du Conseil des ministres, organe important s'il en est. En ce qui concerne sa fonction législative, il faut évidemment une Chambre législative avec un Président de séance qui pourra changer tous les six mois. Pour ce qui est de ses fonctions exécutives, c'est là surtout qu'il faut rechercher la continuité pour assurer le maximum d'efficacité. Ainsi, le Conseil Ecofin a intérêt à être présidé pendant un an ou deux par le Ministre des finances le plus compétent ou le Commissaire responsable. Il en va de même du Conseil de la zone euro qui devrait avoir son existence propre. Il faudrait aussi un Conseil pour la dimension sociale si nous voulons une Europe fidèle au modèle social européen. Donc, en un mot, Monsieur le Président, l'Europe n'a pas besoin d'un Président permanent du Conseil européen mais de continuité et d'efficacité pour les quatre ou cinq Conseils des ministres qui constitueront ensemble avec la Commission, le gouvernement de l'Europe.

907  
908

910  
911



1-082

Lenmarker (Parl.-SE). - Mr President, this Convention has been more or less unanimous in dismantling the pillar structure. One could ask why we should dismantle three pillars in order to erect 'twin peaks'!

By having two competing presidents, we would either create a new divide inside the

Union or the Council president would take over and become the chief of the future Union. That is not a good solution. The Union should have a cohesive policy: cohesive in terms of external policy and internal policy, and in terms of external action. A far better solution is the one suggested in the Dehaene working group, which proposed a rather elegant solution to this problem. We respect the special decision-making procedure when it comes to foreign security and defence policy, but keep together the executive pot.

912  
913

914  
915

☐☐☐☐ B\_accept, endorse, approve of, consent to - A\_assume, conjecture, believe - B\_demand, call for, desire - B\_Judge-

In the Commission there should only be one President; there should be a balance of power. That is also a way of preserving a better role for the European Parliament. Sometimes it is said parliaments have the power one day to appoint a government but the rest of the time it is the government which governs parliament. It is well worth noting that the European Parliament, in that respect, is freer than most national parliaments.

We need a strong, independent Commission. I agree that all Member States should be represented in the Commission. That is particularly important for new Member States - when a new Member joins the Union and has to adapt to a new situation and, vice versa, the Union has to adapt to a new Member State's traditions, judicial and otherwise. However, that must be combined with preserving an efficient Commission. Certainly there are ways of preventing the Commission from having too

916 many portfolios, using them as  
917 'carrots'.

918 As to the Council, it should be  
919 open and effective, but the  
918 Council can reform itself. Last  
919 summer it reduced the number of  
Council formations from eight to  
nine - all by itself! That is an  
internal matter for the Council to  
work efficiently.

920 There are many ways of having  
921 chairmen that give better  
922 continuity. There are different  
923 techniques for that. What is  
924 important is that all Member  
States have the possibility of  
having responsibility in the  
Council within a reasonable time  
frame. It is not reasonable to  
925 have to wait 10, 15 or 20 years  
926 in the enlarged Union, before  
having responsibility within the  
Council. That is chairmanship,  
not presidency.

\*\*A\_argue-  
A\_Justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-

1-083

Akcam (Parl.-TR). - Mr  
President, it is our key objective  
to achieve an effective, efficient  
but simple system in the  
European Union, which would  
be understood by all.

I also believe it is our aim to  
draft a constitutional treaty that  
would be in force much longer  
than the previous Treaties of the  
Union and would not require  
provisional changes every time a  
new Member accedes to the  
Union.

To achieve these objectives, we  
need, among others, to reform  
the Institutions of the European  
Union so that we can better  
serve the citizens of Europe. In  
doing so, we should be very  
careful to maintain the

927  
928

established inter-institutional balance. Our efforts should aim at strengthening the democratic legitimacy of all, while preserving the balance among them.

929  
930

Bearing these principles in mind, I would like to touch upon some of the proposals in question concerning the functioning of the Institutions.

931  
932

First, qualified majority voting in the Council should be generalised and, accordingly, all cases decided by qualified majority voting in the Council should be co-decided by the European Parliament. The Council, when acting in its legislative capacity, should meet in open session throughout all its proceedings.

933  
934

935  
936

Secondly, as rightly pointed out during our previous meeting, separation of the General Affairs and External Relations Council into two formations should be seriously considered. I also think we should discuss extensively the idea of defining definitively in the constitutional treaty the number and responsibilities of the Council formations.

Third point, as regards the much-debated issue concerning the procedure for the appointment of the Commission President, I would like to state that the role of the European Parliament in this regard must be enhanced.

We aspire to establish an effectively functioning institutional balance. I believe that endeavours or suggestions for establishing a new institution

937  
938

such as a congress would certainly upset the inter-institutional balance and, consequently, our efforts for effectiveness. Most important of all, it contradicts our endeavours aimed at enhancing the role of the European Parliament, as it would certainly weaken the European Parliament.

939  
940

As regards the electoral procedure in the European Parliament, it should be revised to allow elections by direct universal suffrage in accordance with the principles laid out in the Council decisions of 25 June and 23 September 2002.

942

Accordingly, inclusion of these principles in the constitutional treaty would be most appropriate.

1-084

Carnero González (PE). - Gracias, Señor Presidente. Hasta la fecha todas las reformas que han tenido lugar en la Unión Europea, incluido el Tratado de Niza, han supuesto pasos hacia delante en el desarrollo del método comunitario y también han reforzado los poderes y competencias de las instituciones que mejor o más directamente representan el interés de la Unión: la Comisión y el Parlamento. Desde mi punto de vista, en nuestro debate deberíamos conseguir impedir que este proceso constituyente desembocara precisamente en lo contrario, es decir, en la búsqueda de soluciones que no refuercen el método comunitario sino que lo debiliten. Yo no creo que, para dar cabida a un mayor grado de eficacia en las decisiones de la Unión, haya que recurrir a figuras fuertes,



incluso, si se me permite el término, autoritariamente fuertes, que estén fuera del control parlamentario. En esa dirección es donde, creo yo, hay que analizar la propuesta de dar cabida a un Presidente del Consejo Europeo. ¿Puede haber un Presidente del Consejo Europeo que no responda parlamentariamente? ¿Cabría un Presidente del Consejo Europeo que tuviera que ser ratificado parlamentariamente? Creo que son cuestiones a las que debemos responder en nuestros debates.

943  
944  
945  
948

]] \*\*A\_argue-  
]] A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]-  
]] \*\*A\_argue-  
]] A\_justify, argue, give reasons, explain [SN 1]- A\_contradict, reject, dispute, object- A\_ask, want to know-

948  
950  
951  
952

1-085

Maij-Weggen (PE). - Voorzitter, wij hebben hier de moeite genomen om met betrekking tot de Raadsresident bij iedereen te noteren of men daarvoor was, daartegen, of daarover aarzelingen had. Het resultaat is het volgende: slechts 7 collega's hebben zich vóór uitgesproken, 7 collega's hebben niet gezegd of ze voor of tegen waren en hadden dus aarzelingen over het voorstel, en met de heer Carnero hebben 40 collega's in de Conventie zich tegen het voorstel uitgesproken. Het lijkt mij, Voorzitter, dat als u een conclusie trekt, die conclusie glashelder is.

1-085 Translation

Maij-Weggen (PE). - Mr Chairman, we've taken the trouble here to note for every speaker if he was in favour, against or with hesitations towards the council president. The result: only 7 colleagues declared themselves in favour of, 7 colleagues didn't say whether they were in favour or against

and therefore had hesitations concerning the proposal, and together with Mr. Carnero 40 colleagues in the Convention declared themselves against the proposal. It seems to me, President, that if you draw a conclusion, these results make it crystal-clear.

958  
955  
958

]] A\_inform, report - B\_asertain non-agreement -

1-086

Le Président. - Je vous remercie. La séance va être levée après ce décompte. Je ne vais pas polémiquer avec vous, Madame, mais vous savez que la Convention doit avoir des règles plus subtiles parce que, par exemple, la représentation n'est pas proportionnelle. Vous avez deux membres de la Commission, deux ou trois fois plus de parlementaires nationaux que de parlementaires européens. Par conséquent, il faut prendre une vue globale en tenant compte de la diversité de la Convention. Néanmoins, votre calcul très minutieux est un élément d'évaluation.

958  
959960  
961

Nous reprendrons demain matin à 9h30. Nous continuerons à débattre des Institutions avec Monsieur Hänsch, ensuite Monsieur Borrell Fontelles, suivi de Monsieur Barnier et enfin Monsieur Fischer. Ensuite, nous retrouverons la liste des orateurs de la discussion. Je vous souhaite une bonne soirée et je vous rappelle éventuellement l'invitation du Comité des régions. Je vous remercie.

(La séance est levée à 20h05)